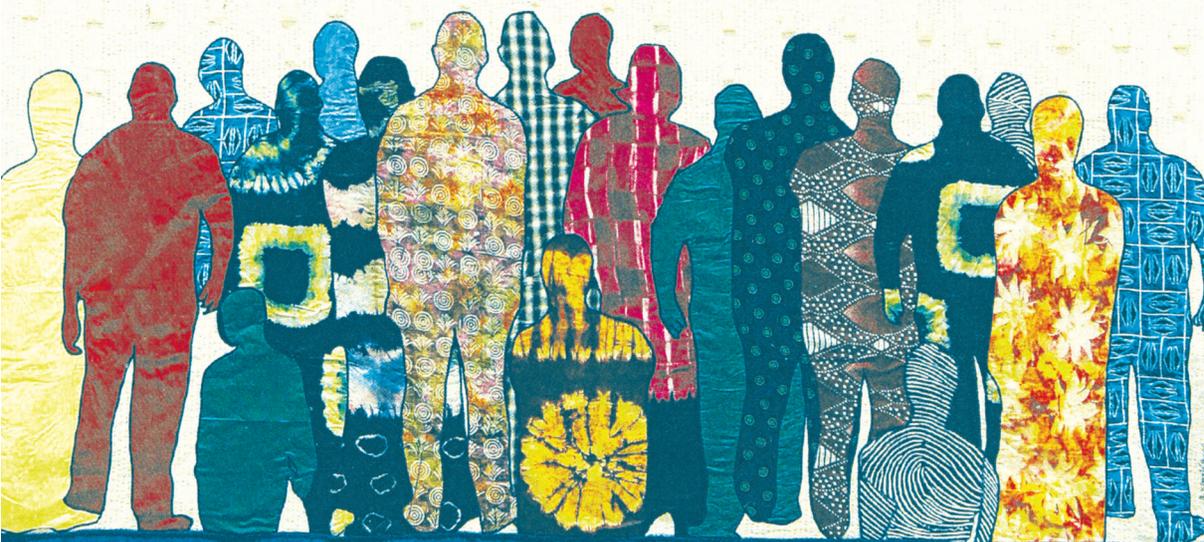


# Cahiers du Mapinduzi 5

## Métissages, migrations et mouvements de jeunes





# Cahiers du Mapinduzi 5

## Métissages, migrations et mouvements de jeunes

Editeurs Mapinduzi Unit :

Flaubert Djateng et Christiane Kayser

Textes de :

Samir Abi, Ambroise Dakouo, Harry Davies,

Flaubert Djateng, Christiane Kayser, Kennedy Mwema,

Sébastien Ouedraogo, Onesphore Sematumba,

Serge Sivyva, Kamdem Souop, Maïmou Wali



Une publication de Zenü Network,  
un réseau des organisations de la société civile,  
basé à Bafoussam au Cameroun

## **Brot für die Welt**

Brot für die Welt – Evangelischer Entwicklungsdienst (BfdW) –  
(Pain pour le Monde – Service protestant de Développement)  
Financé par le BMZ (Bundesministerium für  
Wirtschaftliche Zusammenarbeit – Ministère Allemand  
pour la Coopération Economique)

Tous droits réservés pour tous pays

Juin 2017

Copyright © 2017 by Zenü Network/ Mapinduzi Unit  
Bafoussam

Tableau en couverture : Abdoulaye Konate

Traductions de l'Anglais : Françoise Guerlin  
Production et conception : Eberhard Delius, Berlin  
Mise en page : Reihs Satzstudio, Lohmar  
Impression : Laserline Druckzentrum, Berlin  
Imprimé en Allemagne

**contact :**

**Flaubert Djateng : [fdjateng9@gmail.com](mailto:fdjateng9@gmail.com)**

## Sommaire

Flaubert Djateng et Christiane Kayser	
Introduction . . . . .	7
Métissages, migrations et mouvements de jeunes	
<i>Synthèse de la Rencontre de Ouagadougou de Mapinduzi Unit</i>	
<i>18 au 21 avril 2017</i> . . . . .	9
Samir Abi	
Dans un monde d'opportunités . . . . .	27
Flaubert Djateng	
La jeunesse africaine, force vive ou force vide ? . . . . .	30
Christiane Kayser	
Métissages, fusions culturelles, interfécondations, triangulations, branchements... : les interfaces entre le local et le global . . . . .	35
Serge Sivya	
Les mouvements citoyens, outils de construction d'une citoyenneté à identités multiples	
<i>Cas du mouvement citoyen Lutte pour le Changement (LUCHA)</i>	
<i>en RD Congo</i> . . . . .	40
Onesphore Sematumba	
Est de la RDC, la mobilité meurtrière	
<i>Mapinduzi, Ouagadougou, avril 2017</i> . . . . .	45
Kennedy Mwema	
Nord Kivu : les migrations de tous les dangers . . . . .	52

Ambroise Dakouo	
Les dynamiques contestataires des jeunes au Mali :	
vers l'émergence d'un contre pouvoir ? . . . . .	58
Harry Davies	
Le militantisme de la jeunesse britannique :	
défis, espoirs et préoccupations . . . . .	75
Samir Abi	
Des ponts, non des murs ! . . . . .	80
Maïmou Wali	
Cercle d'Action et de Réflexion . . . . .	83
Sébastien Ouedraogo	
Retour « volontaire » de 154 infortunés burkinabé de la Libye . . . . .	85
Kamdem Souop	
Crise anglophone au Cameroun :	
Opportunité d'élaboration d'un projet d'identité nationale . . . . .	87

# Introduction

Après notre rencontre à Ouagadougou en avril 2017, nous vous présentons ici une sélection de contributions autour des thématiques *Métissages, migrations et mouvements de jeunes*.

La synthèse des débats de la rencontre illustre les liens entre les différentes thématiques et la question de la gouvernance qui réapparaît à chaque tournant.

Samir Abi du Togo nous brosse un tableau concis des opportunités à saisir dans ce monde globalisé qui ne favorise pas les peuples africains, mais qu'il faut néanmoins prendre à bout de bras.

Flaubert Djateng du Cameroun analyse la situation de la jeunesse africaine et les pièges qui se présentent. Il définit aussi les devoirs des grands frères et sœurs par rapport à ces jeunes.

Christiane Kayser du Luxembourg réfléchit sur les concepts de métissage, branchement, fusion culturelle tout en développant un lien avec les défis qui se posent aux jeunes.

Serge Sivya du mouvement congolais La LUCHA décrit les bases de leur lutte et les défis identitaires qu'ils affrontent.

Onesphore Sematumba de Pole Institute en RDC illustre les barrières, les ghettos et les îlots à l'est du pays, notamment au Nord-Kivu, mais trouve quand même quelques passerelles.

Kennedy Mwema de RDC explique les migrations de tous les dangers à l'intérieur même de son pays, notamment dans le Nord-Est.

Ambroise Dakouo du Mali analyse les dynamiques contestataires des jeunes dans son pays.

Harry Davies, jeune journaliste britannique, regarde les dynamiques de l'activisme des jeunes en Grande-Bretagne.

Samir Abi partage l'éditorial qu'il a écrit pour un quotidien allemand lors du Forum Mondial sur la Migration et le Développement en évoquant l'histoire que partagent le Togo et l'Allemagne : il réclame des ponts au lieu des murs qui se dressent.

Maimou Wali du Niger décrit une initiative locale qui propage des actions autonomes et refuse les pièges de la charité.

Sébastien Ouedraogo du Burkina Faso rapporte les événements autour du retour de 154 compatriotes de Libye qui s'est déroulé pendant la conférence Mapinduzi.

Alain Kamdem Souop du Cameroun décrit la crise anglophone au Cameroun et prône qu'elle est une opportunité pour développer un projet d'identité nationale.

Nous espérons que cet ouvrage suscitera de l'intérêt et des réactions afin de pouvoir mieux travailler sur les défis à relever ensemble.

*Flaubert Djateng  
Christiane Kayser  
Bafoussam, Les Barthes, septembre 2017*

# Métissages, migrations et mouvements de jeunes

Synthèse de la Rencontre de Ouagadougou de Mapinduzi Unit  
18 au 21 avril 2017

## 1. DE DAKAR A OUAGADOUGOU EN PASSANT PAR SEGOU : PARCOURS, CERTITUDES ET QUESTIONS

### *Un parcours*

Depuis Dakar (2013), en passant par Ségou (2015) et Ouagadougou (2017), Mapinduzi s'est davantage consolidé. Ce parcours riche et exaltant a été bâti sur :

- ◆ *une conviction en la force des idées,*
- ◆ *une articulation des expériences, des pratiques, etc.*
- ◆ *une dynamique en interaction avec d'autres dynamiques dans le monde,*
- ◆ *des acteurs engagés dans les processus de transformations de leurs réalités.*

### *Des certitudes*

En 2013 à Dakar les membres et contributeurs de Mapinduzi constataient « *Nous voulons construire une citoyenneté à partir de nos identités multiples* ». Il s'est agi d'une conviction partagée par tous, de même au cœur de cette conviction se situent des certitudes et la nécessité de creuser les points suivants:

- ◆ *Travailler sur les métissages et les racines (reconnaître les nouveaux repères : Urbains, nouveaux villages, etc.)*
- ◆ *Quelles implosions pour une défragmentation des sociétés ?*
- ◆ *Nation ou communauté de destin ?*
- ◆ *Identifier des éléments de mobilisation des populations par rapport à l'appartenance à un espace, à une communauté, à un Etat.*

### *Des questions*

Le métissage est et reste un atout majeur dans un monde globalisé afin de créer une base de vie commune. Mais est-il valorisé ?

Ces dernières années nous constatons que d'un côté les migrations de par le monde, à l'intérieur des Etats et entre pays augmentent, car les populations fuient la violence et l'insécurité, cherchent des conditions de vie dignes et sont de moins en moins sécurisées et à l'aise chez elles dans un monde globalisé néolibéral régi par l'appât du gain et les flux financiers. Ces mouvements de populations rencontrent des réactions de plus en plus hostiles et violentes de la part des « autochtones ». La construction de murs virtuels et réels redevient à la mode pour exclure les uns et enfermer les autres.

Parallèlement un peu partout en Afrique des mouvements de jeunes activistes se forment et même, sous des conditions d'oppression, s'engagent fortement pour la transformation de leurs régions et pays. Ils combattent la malgouvernance et la corruption, revendiquent leur place dans des systèmes à démocratiser, refusent de fuir les réalités difficiles et insistent pour contribuer aux décisions pour l'avenir de leurs pays. Nous considérons que dans un monde en régression identitaire qui se referme au lieu de s'ouvrir (Brexit, Trumpisme, mouvements populistes, etc.) ces mouvements africains sont un espoir et une chance pour tous.

Il convient alors de saisir ces dynamiques à l'aune de la fragilité structurelle des Etats et aussi des phénomènes conjoncturels de repli identitaire. L'Atelier de Ouagadougou aura donc créé l'espace pour s'interroger sur les manifestations de ces défis :

- ◆ Comment cela se passe-t-il chez vous ?
- ◆ Les mouvements de jeunes sont-ils ouverts au métissage et se battent-ils contre l'exclusion et le repli identitaire ?
- ◆ Quels liens entre métissages, migrations et mouvements de jeunes ?
- ◆ Quelles réponses à nos défis de 2013 (voir en haut) ?
- ◆ Quelles tendances s'en dégagent dans votre pays, région, en général ?

## 2. VALORISER LES RICHESSES DE NOS MÉTISSAGES

À l'entame de l'atelier, de même qu'à la clôture, les participants se sont prêtés à un exercice fort intéressant. Il a été demandé à chaque participant de présenter ses métiissages quels qu'ils soient. L'on a pu découvrir la richesse des récits de vie, les articulations entre territoires – ethnies/tribus – frontalier et trans-frontalier. Si un tel exercice avait pour but de favoriser l'interconnaissance des participants, il a permis de révéler au grand jour combien décodifier les lieux de nos appartenances n'était pas simple. Au cours de cet exercice, la plupart des participants en se présentant ont commencé par dire « *je suis originaire de ...* ». L'origine étant l'étape initiale de tout processus, il a l'avantage de nous doter de repères, de mémoire et même de donner sens à nos quêtes futures.

En rappelant cet exercice, nous postulons que la quête de transformation de nos sociétés devra commencer par notre propre connaissance et au-delà notre interconnaissance. Qui nous sommes n'est jamais simple à définir. De même définir *le métiissage, la migration – la mobilité, l'identité nationale, les diversités, etc.* c'est au-delà d'un simple exercice théorique postuler un imaginaire et un rapport aux sens collectifs.

Une chose est sûre, nos métiissages et leur acception ne devraient point être réducteurs. À cet effet, les participants ont été d'accord pour postuler que *le « métiissage » devra être la somme des identités, le reflet des diversités et non leur effacement ou encore leur réduction.*

## 3. LES GRANDES QUESTIONS ISSUES DES ÉCHANGES

### 3.1. La migration et problématique de la mobilité

La migration en soi est une richesse, de même, elle n'est point un phénomène nouveau. Il ne faudra pas non plus négliger le phénomène de la « *glocalisation* », c'est à dire le rôle important des diasporas sur le plan local et national dans nos pays.

Mais malgré un monde globalisé et certains retours orchestrés par les diasporas, les dynamiques actuelles ne profitent que très peu à la jeunesse africaine. En observant les formes actuelles de migration, il convient de relever à la suite d'un participant que « *le problème va au delà de la migration, c'est une ques-*

*tion de mobilité* ». En effet, en dehors de la migration, les diverses formes de mobilité à l'intérieur d'un même pays sont souvent sources de conflits ou occasionnent des « tueries ». Il ressort qu'il existe de nombreuses barrières (manque d'infrastructures, faible sécurité des personnes, faible sûreté des routes, etc.). Les quelques « îlots de sécurité » qui existent dans tel ou tel pays ne sont jamais vraiment de nature à effacer l'immense désespoir des populations forcées de se déplacer. En somme, il conviendrait de créer des « passerelles pour aller vers l'avenir ».

### 3.2. La multiplicité des dynamiques contestataires des jeunes

Les dynamiques contestataires des jeunes sont diverses, confrontées à des enjeux d'ordres structurels et conjoncturels. Pour le cas du Burkina Faso, il est important de voir comment les ouvertures anciennes de la démocratie ont été capitalisées pour servir de levier. En effet, la mise en place de réformes telle que la décentralisation en créant des espaces localisés d'expression franche et critique ont permis de sédimenter au fil de l'histoire du pays et ce depuis les années 1990, une dynamique progressive de contestation de l'ordre politique établi. En cela, il faudrait donc éviter de voir les dynamiques contestataires actuelles comme des panacées capables, au bout de quelques mois, de renverser des régimes qui se perpétuent parfois depuis plus de trois décennies. C'est ce que révèle une contribution écrite de jeunes Européens en soulignant les limites des mobilisations des jeunes Anglais dans le contexte du Brexit. Il ajoute que les promesses non tenues par les hommes politiques sont également de nature à affaiblir les engagements électoraux des jeunes. En tout état de cause, l'on est d'accord pour ne pas surestimer ou sur-interpréter les dynamiques contestataires des jeunes, c'est pourquoi l'approche contextualisée à partir des trajectoires historiques et institutionnelles de chaque pays devrait permettre de saisir les expressions de ces contestations.

### 3.3. Le paradigme des antinomies

En indiquant que « *tous les leaders au monde ont été des jeunes* » un des participants fait remarquer le caractère « idéaliste » de certaines revendications des jeunes. Cette intervention soulève la nécessité de dépasser « les charmes »

que revêtent les dynamiques contestataires pour s'interroger : « en quoi ces dynamiques devraient être prises au sérieux » ? En effet, autant on peut constater que des jeunes acteurs sont engagés dans des dynamiques de changements, autant on peut constater l'inverse. Ce rapport de forces encore appelé « le paradigme des antinomies » par un intervenant représente un enjeu majeur de réflexion, en ce sens qu'il cherche à éviter l'idéalisation, la généralisation hâtive et l'homogénéisation des lectures des dynamiques jeunes.

### 3.4. Menaces nouvelles et déconstruction des modèles de société et d'Etat

Le contexte sécuritaire dans la majeure partie des pays de l'Afrique de l'ouest – notamment dans la bande sahélo-sahélienne est devenu au fil des années une préoccupation majeure. En plus des menaces habituelles comme les conflits armés et le grand banditisme, auxquelles le pays était confronté, on assiste à l'émergence de nouvelles menaces, telles que l'apparition de groupes armés non étatiques et terroristes, la montée de la criminalité transfrontalière et transnationale organisée, l'expansion de la radicalisation, etc.

Aujourd'hui nous assistons à un phénomène de déconstruction du modèle ancien de l'Etat et de la société, dans lequel la laïcité est mise en péril, de même que la tolérance religieuse, etc. De nombreux jeunes, qui ne sont pas nécessairement dans des situations de fragilité se laissent influencer/endoctriner par les leaders religieux issus des écoles des pays arabes.

Ces diverses formes d'influences sont dites « invisibles », car effectuées sans répression ouverte et violente, mais plutôt contenues dans le registre coercitif de l'espace social-traditionnel. On assiste donc à une transformation des habitudes artistiques et culturelles de nos sociétés. Cela porte sur la pratique des baptêmes, des mariages et autres cérémonies d'ordre social et culturel.

### 3.5. Relativiser les généralisations simplistes et les lectures hâtives des phénomènes

Nos échanges ont révélé que partout sur le continent les phénomènes de radicalisation, d'extrémisme violent et religieux ne se présentaient pas de la même manière. En se référant au contexte camerounais, il ressort selon les investiga-

tions empiriques que le fait religieux n'est pas un déterminant majeur dans les stratégies de recrutement et d'endoctrinement des jeunes par les djihadistes. De même, les jeunes ruraux ne sont pas plus disposés que les jeunes urbains à s'engager dans l'économie criminelle ou dans le djihadisme.

Or, une lecture de ces mêmes phénomènes, dans la bande sahélo-sahélienne mettrait l'accent sur le facteur religieux et l'antériorité des formes de djihadisme avant l'instauration de l'Etat moderne. C'est pourquoi, il convient de travailler à mieux décrypter les causes profondes de ces phénomènes. Il ne conviendrait pas de se limiter à l'explication simpliste et souvent hâtive des facteurs de la mauvaise gouvernance et de la pauvreté, ou à de simples généralisation.

### 3.6. La mauvaise gouvernance et les fragilités des Etats

La quasi totalité des expériences rapportées montre que les pays sont confrontés à des défis à la fois structurels et conjoncturels. Ces pays sont dans des situations de fragilité qui affectent la qualité de la démocratie et de la gouvernance. L'on entendra même que certains « pouvoirs sont délégitimés et incapables d'espérance ». Certains autres participants mettront en exergue la problématique de la « discipline » comme une des cause de la fragilité de nos Etats et des désordres socio-politiques. En réalité, les promesses non tenues, l'absence de véritables réformes (cas de la décentralisation) et la faiblesse du leadership politique entravent l'essor d'un Etat fort capable de promouvoir le respect des règles de la république. Dans de tels contextes de fragilité, les migrations et les mobilités sont confrontées à des violences « gratuites » et souvent difficilement explicables. En considérant de tels contextes, l'on ne peut s'empêcher de constater que la présence de missions étrangères (aussi critiquables et liées à des intérêts exogènes soient-elles) demeure l'une des alternatives à très court terme auxquelles s'accrochent les concernés pour instaurer une stabilisation passagère.

### 3.7. Les mouvements contestataires de jeunes : quelle posture politique ?

Plusieurs décennies d'exercice du pouvoir, de mauvaise gouvernance et de faiblesse du leadership politique ont convaincu les populations que les offres politiques de quelque bord qu'elles soient ne sont que le reflet d'une politique

« mensongère » et « inefficace ». Dans un tel contexte les mouvements contestataires, quand ils favorisent l'alternance ou des changements de régimes sont aussi confrontés au portage politique de leurs idéaux. Si l'on considère le cas du Sénégal « *Y'en a marre aujourd'hui est devenue la vraie opposition au détriement de la classe politique qui a été cassée par le principal parti au pouvoir* ».

Il se pose alors la question des limites à franchir ou à ne pas franchir. Car il faudrait faire remarquer que les mouvements de citoyens sont par principe des dynamiques de la société civile. Or, par essence la société civile n'a pas pour vocation de lutter pour atteindre l'exercice du pouvoir politique, mais plutôt de constituer un « contre-pouvoir » qui vise la participation des citoyens, la redevabilité des décideurs et le renforcement des structures démocratiques. Dans ce contexte, l'exemple de « Y en a marre » qui décide de se présenter aux élections législatives au Sénégal est très illustratif. Cette évolution des logiques et des postures des mouvements de jeunes invite à ouvrir le débat sur les transformations ou encore le cycle de vie des mouvements contestataires de jeunes.

### 3.8. La place désormais prépondérante des réseaux sociaux comme moyen d'expression et de mobilisation

Les réseaux sociaux sont utilisés par les jeunes engagés dans des dynamiques contestataires. Ces nouvelles technologies de l'information et de la communication permettent à ces derniers d'amplifier leur combat, de mobiliser au delà des frontières étatiques et aboutissent très souvent à fragiliser les pouvoirs en place. Mais, il convient également de signaler que les recruteurs eux aussi utilisent les réseaux sociaux pour enrôler les jeunes dans l'économie criminelle et dans le djihadisme.

### 3.9. Les constitutions de nos Etats face aux instabilités politiques et aux crises ethniques/tribales

Comment transformer les crises ethniques en des opportunités pour recréer nos identités nationales, notre rapport à l'Etat et les solidarités internes qu'elles soient ethniques ou politiques. Quelle place donner à nos constitutions pour atteindre la stabilité politique ? Quelle place donner à nos constitutions pour construire de véritables métissages ?

### 3.10. Repenser un Etat nouveau

Les nouvelles formes de menaces, les diverses formes de fragmentation de nos sociétés et les limites de nos institutions publiques nous montrent d'avantage – si nous n'étions déjà convaincus – les limites de nos Etats : « nos Etats sont mis à nu ».

Il ressort alors avec force des échanges un imaginaire de l'Etat, un Etat imaginé, un Etat en imagination. En effet, plusieurs points issus des échanges indiquent cette quête d'un nouvel Etat :

- ◆ Il faut une « nouvelle culture politique »,
- ◆ Il y a la nécessité de bâtir un véritable « leadership politique »,
- ◆ Le modèle de leadership rwandais en impressionne plus d'un, mais ses bases et spécificités doivent être étudiées d'avantage,
- ◆ Un modèle de leadership dans un pays donné dans une situation donnée est-il transférable ou ne serait-il pas plus judicieux d'en dégager des éléments à s'approprier ?
- ◆ Comment intégrer la « discipline » comme un facteur clé de gouvernance ?
- ◆ Quels mécanismes de contrôle et de redevabilité ? « Qui contrôle les contrôleurs » ?
- ◆ Quel système éducatif pour bâtir une meilleure citoyenneté ?
- ◆ Quel modèle de « démocratie » basé sur nos valeurs socio-historiques de leadership ?

### 3.11. Les méthodologies, les outils et les expériences

L'intervention dans le champ de la migration est particulière. Cela nécessite une démarche appropriée, inclusive et proactive. Lors de l'atelier des expériences partagées ont montré l'intérêt de l'usage de films pour documenter et rendre compte des dynamiques migratoires. On peut citer l'exemple du film réalisé au Cameroun par Zenü Network « Le désert ou le maquis ». L'usage de support audiovisuel se révèle efficace (parmi tant d'autres) pour éclairer les dynamiques migratoires, mais aussi les diverses formes de conflictualités auxquelles les jeunes sont confrontés à l'intérieur des Etats.

Au plan analytique, un travail approfondi est nécessaire afin d'éclairer l'histoire des migrations, ainsi que les conséquences des premiers migrants sur la définition et l'imposition d'un « imaginaire séduisant » autour de la migration. « Ne pas oublier les images que les premiers migrants ont véhiculées ».

Pour comprendre les phénomènes actuels liés à la radicalisation, aux extrémismes violents et religieux, il est important d'adopter une démarche de recherche rigoureuse. De telles recherches devraient prendre en compte des données empiriques et également intégrer une dimension comparative des réalités de plusieurs pays : cas du Sénégal, du Mali, du Cameroun et du Niger qui sont tous confrontés à de telles menaces.

#### 4. LES QUÊTES ET LES PROJETS

En dehors des grandes questions qui ont largement été débattues, plusieurs autres points que nous appelons « les quêtes et les projets » ont fait l'objet d'un intérêt partagé. Présentés sous la forme de problématique, les points ci-dessous invitent à davantage approfondir la réflexion :

- ◆ Quels sont les déterminants des migrations ? Comment valoriser ce que les migrants apportent dans leur pays d'accueil – notamment en terme de création de richesses ?
- ◆ En quoi les mouvements de jeunes constituent une alternative à la fragmentation ethnique ambiante ? Au delà quel rôle politique et de gouvernance pour les dynamiques de contestation ?
- ◆ Comment documenter et éclairer les phénomènes contemporains d'esclavage – notamment celui du commerce des migrants-esclaves, comme c'est le cas en Libye ? Comment agir sur un tel phénomène ? Face à l'ambiguïté des gouvernants sur les questions migratoires et de mobilité : quelles stratégies adopter pour faire face à ce phénomène ?
- ◆ Comment multiplier les champs d'action ? Comment sortir d'une mobilisation par l'émotion (humanitaire) pour aller vers un engagement citoyen à caractère politique ?
- ◆ Face aux formes de contestations élitistes : comment faire en sorte que les jeunes ruraux, et les autres jeunes qui ont un accès limité à internet (et qui

ne sont pas connectés aux réseaux sociaux) puissent être impliqués dans les dynamiques de mobilisation et de citoyenneté ?

- ◆ Face à l'influence des partenaires internationaux qui encouragent la transformation des mouvements de jeunes en des partis politiques, quelles stratégies adopter ? comment faire pour se prémunir contre les diverses formes d'instrumentalisation venant de l'intérieur et de l'extérieur ?
- ◆ Comment durer dans la lutte/mouvement contestataire, en préservant ses valeurs ? Comment avoir accès aux ressources des partenaires au développement (dans le cadre de l'aide internationale) sans s'aliéner ?
- ◆ Comment construire la légitimité du mouvement dans la durée en évitant de se fragmenter – notamment à cause du manque de structuration et de base nécessaires à toute organisation ?
- ◆ Comment intégrer les systèmes de contrôle propres à nos sociétés traditionnelles dans la gouvernance démocratique actuelle de nos Etats ?
- ◆ Comment valoriser l'éducation des jeunes pour promouvoir les métissages ? Quels rôles assigner à l'éducation pour la promotion des métissages ?
- ◆ La nécessité de trouver et de valoriser ce qui fait de nous une « communauté de destin » plutôt que d'utiliser la notion de « nation » interprétable de façon très diverse ?
- ◆ Comment prémunir/faire en sorte que les mouvements de jeunes, ne se transforment en des luttes armées ?
- ◆ Comment intégrer dans la construction de nos Etats modernes, les logiques sociales et les rapports ethniques/tribaux au pouvoir politique ?
- ◆ Qu'est ce qui fait que les phénomènes de djihadisme (tel que Boko Haram) prolifèrent et surpassent les logiques de métissage dans nos pays ?
- ◆ Qu'est ce que l'identité nationale ? Comment redéfinir nos identités complexes pour donner sens à notre identité nationale ? Comment faire en sorte que nos Etats deviennent des cadres de promotion des métissages et favorisent l'émergence de nouvelles identités ?

## 5. MUTUALISER LES ENERGIES ET FAIRE FACE AUX DYNAMIQUES MEURTRIÈRES

Lors des échanges, au-delà des valeurs que recèlent les métissages, de l'optimisme et des aspirations à de meilleures sociétés, il est apparu un réalisme qui a permis de mettre l'accent sur les « dangers actuels » liés à la complexité des phénomènes de repli identitaire, de terrorisme, d'extrémisme, etc. auxquels nos sociétés sont de plus en plus confrontées. Ces dynamiques meurtrières doivent davantage mobiliser notre engagement et nos énergies pour y faire face. Ces dynamiques meurtrières ont pour noms :

- ◆ Le risque de l'instrumentalisation des mouvements de jeunes, leur transformation en des mouvements armés et les périls liés à l'escalade de la « violence gratuite et banalisée », qui mettrait en péril le « vivre ensemble » ;
- ◆ Le pervertissement des dynamiques de contestations par l'argent et les opportunités immédiates ;
- ◆ Les faiblesses actuelles de nos sociétés, capables d'être pénétrées par des entrepreneurs de conflit de tous ordres, mettant en péril plusieurs siècles de civilisation pourtant bâtis sur une sédimentation longue des valeurs ;
- ◆ L'incursion du religieux dans le champ politique et ses conséquences liées à l'extrémisme affectant considérablement les pratiques culturelles et artistiques, les formes diverses de solidarité et de pardon qui existent dans nos sociétés ;
- ◆ Les fragilités structurelles de nos Etats, caractérisés par la mauvaise gouvernance et qui mettent en péril l'unité nationale et les valeurs démocratiques ;
- ◆ Le péril et l'effritement des valeurs républicaines et démocratiques qui donnent sens à notre « communauté de destin » ;
- ◆ La brutalité des phénomènes conjoncturels d'insécurité et de contestation, les crises cycliques liées au manque de légitimité politique et démocratique ;
- ◆ L'avènement généralisée du terrorisme comme mode de revendication et d'expression politique et son corollaire, d'extrémisme violent et de radicalisation ;
- ◆ Les criminalisations des migrations, leur marchandisation et la faiblesse des réponses politiques et institutionnelles face de tels phénomènes.

## 6. LES OPPORTUNITES D'ACTION

On relève plusieurs opportunités d'action qui devraient faire l'objet de mobilisation et d'engagement collectif :

**1. L'enjeu de transformation.** Face aux dynamiques meurtrières actuelles et aux immenses enjeux sociétaux, la construction de nouveaux modèles de société demeure un enjeu majeur. Il s'agira de réfléchir aux leviers possibles au plan des valeurs républicaines, de démocratie et surtout, il s'agira de partir des cultures de nos sociétés. L'enjeu étant de s'interroger sur les pénétrations idéologiques « plus ou moins faciles » de nos sociétés. Il faudrait s'interroger sur la capacité de nos sociétés à abandonner leurs cultures, souvent séculaires pour adopter des cultures récentes sans histoire locale et sans rapport avec les expériences vécues. Alors les concepts de faiblesse de leadership politique/fragilité des Etats devraient entrer en jeu pour rendre compte de ces dérives. Mais il faut voir également que la nature de sociétés qui sont prédisposées à accepter de tels phénomènes devraient être au centre du questionnement. On parlera alors de « démission nationale » pour indexer les réponses que les politiques ne peuvent apporter aux jeunes qui se réfugient là où ils peuvent.

**2. Penser l'Etat nouveau.** L'idée de penser un nouvel Etat se fonde sur l'impératif de reconstruire le vivre ensemble, en intégrant l'identité nationale, mais également de veiller à une meilleure promotion des métissages. En assurant l'ancrage de l'Etat nouveau dans les principes culturels de gouvernance, de transparence et de légitimité, on pourra procéder à une redécouverte de soi.

**3. Valoriser le potentiel intergénérationnel.** Aujourd'hui, les mouvements de jeunes sont déjà en interaction entre eux. Dans ce contexte, nous devons jouer notre rôle d'aînés, à travers notre expérience, notre soutien tout en veillant à encourager la créativité et l'explosion d'énergie dont ces mouvements sont porteurs.

**4. Créer des articulations et rendre la pensée fructueuse.** Il s'agira de construire davantage de passerelles entre les différentes dynamiques de recherche, de réflexion et d'actions. Des espaces ouverts par Mapinduzi Unit

jusqu'aux innovations culturelles de Pole Institute, en passant par Wathi et d'autres initiatives africaines, l'enjeu devra être de construire des articulations intelligibles, de sorte que les quêtes puissent éclore et se matérialiser à partir de la communauté des certitudes.

**5. Articuler les échelles et rapprocher les énergies.** Les jeunes rappers maliens, les mouvements Y' en a marre, Balai citoyen, La Lucha, déjà dans de fortes dynamiques d'inter-échanges devront être soutenus. Leurs actions renouvellent les dynamiques des sociétés civiles africaines. Les échanges, les partages à travers l'apport des diversités au delà des échelles régionales devraient favoriser les métissages à une plus grande échelle et donner sens au changement de nos sociétés. De même, il faudrait intégrer que les mouvements et autres formes de dynamiques contestataires sont aujourd'hui des formes d'espoir face à la fragmentation ethnique/tribale.

**6. Contribuer au renforcement du leadership politique des jeunes.** Le renforcement des capacités des jeunes demeure un enjeu constant. Il faudrait donc veiller à soutenir les initiatives favorisant une meilleure connaissance des enjeux sociétaux, de la complexité des réformes politiques et institutionnelles, etc. Menées à petite échelle ou à plus grande échelle, de telles initiatives de renforcement de capacité contribueront au relèvement de leur leadership politique et à l'avancée de leur connaissance face aux défis structurels et conjoncturels.

**7. Déconstruire les regards négatifs sur la migration.** Les jeunes migrants ne sont pas que dans des situations de chômage, de fragilité ou de précarité. Ils sont aussi diplômés, ingénieurs, artistes, universitaires, etc. C'est pourquoi, il faudrait avoir non pas une, mais plusieurs lectures de la migration – en un mot, il nous faudrait « changer de regard ».

**8. Mobiliser les opportunités de soutien.** Les organisations de la société civile, les dynamiques jeunes et les espaces de réflexion dont ils se dotent ont plus que jamais besoin d'être soutenus. A cet effet, il faudrait continuer à mobiliser les soutiens à la fois au plan national et international. Toutefois, en s'ouvrant aux opportunités, il faudrait veiller à ne pas se compromettre et à ne pas aliéner ses propres valeurs.

## Contributeurs à cette rencontre

Mapinduzi Unit s'est efforcé en dépit de ses moyens très modestes à rassembler lors de cette rencontre des chercheurs et acteurs jeunes et moins jeunes d'un certain nombre de pays africains (RD Congo, Ouganda, Cameroun, Mali, Sénégal, Niger, Burkina Faso). Nous avons également reçu des contributions écrites de collègues ne pouvant pas être présents. Nous estimons que cette synthèse élaborée par Ambroise Dakouo, Onesphore Sematumba et Christiane Kayser est le produit de tous.

### *Etaient présents:*

Ambroise Dakouo

Abdoulaye Diallo

Flaubert Djateng

Frederick Golooba-Mutebi

Alain Kamdem Souop

Christiane Kayser

Kennedy Muhindo Wema

Sébastien Ouedraogo

Onesphore Sematumba

Serge Sivyva

Rose Alodie Toe

Maimou Wali

### *Ont contribué par écrit :*

Samir Abi

Harry Davies

Alain Kamwanga Mwepu

Evariste Mfaume

## Programme de la Rencontre de Ouagadougou de Mapinduzi Unit

du 18 au 21 avril 2017

### Métissages, migrations et mouvements de jeunes

En 2013 à Dakar les membres et contributeurs de Mapinduzi constataient :

**Nous voulons construire une citoyenneté à partir de nos identités multiples**

- ◆ *Travailler sur les métissages et les racines (reconnaître les nouveaux repères : Urbains, nouveaux villages...)*
- ◆ *Quelles implosions pour une défragmentation des sociétés ?*
- ◆ *Nation ou communauté de destin ?*
- ◆ *Identifier des éléments de mobilisation des populations par rapport à l'appartenance à un espace, à une communauté, à un Etat*

Le métissage est et reste un atout majeur dans un monde globalisé afin de créer une base de vie commune. Mais est-il valorisé ?

Ces dernières années nous constatons que d'un côté les migrations de par le monde, à l'intérieur des Etats et entre pays augmentent, car les populations fuient la violence et l'insécurité, cherchent des conditions de vie dignes et sont de moins en moins sécurisées et à l'aise chez elles dans un monde globalisé néolibéral régi par l'appât du gain et les flux financiers. Ces mouvements de populations rencontrent des réactions de plus en plus hostiles et violentes de la part des « autochtones ». La construction de murs virtuels et réels redevient à la mode pour exclure les uns et enfermer les autres.

Parallèlement un peu partout en Afrique des mouvements de jeunes activistes se forment et même sous des conditions d'oppression s'engagent fortement pour la transformation de leurs régions et pays. Ils combattent la malgouvernance et la corruption, revendiquent leur place dans des systèmes à démocratiser, refusent de fuir les réalités difficiles et insistent pour contribuer aux décisions pour l'avenir de leurs pays. Nous considérons que dans un monde en régression identitaire qui se referme au lieu de s'ouvrir (Brexit,

Trumpisme, mouvements populistes...) ces mouvements africains sont un espoir et une chance pour tous.

Comment cela se passe-t-il chez vous ?

Les mouvements de jeunes sont-ils ouverts au métissage et se battent-ils contre l'exclusion et le repli identitaire ?

Quels liens entre métissages, migrations et mouvements de jeunes ?

Quelles réponses à nos défis de 2013 (voir en haut) ?

Quelles tendances s'en dégagent dans votre pays, région, en général ?

### **Dimanche 16 et lundi 17 avril 2017**

Arrivée des participants à L'Hôtel des Conférences (dimanche et lundi avant midi) échanges informels

### **Mardi 18 avril 2017**

*10 heures* Début des travaux

Bienvenue

Présentation des participants

Rappel de l'évolution de Mapinduzi Unit et du dégagement de la thématique de cette rencontre (Flaubert Djateng)

Echanges

*12 heures 30* Déjeuner

*15 heures* **Camper le décor**

**Samir Abi:** Dans un monde d'opportunités

Présentation du directeur de l'Observatoire Ouest Africain des Migrations

**Sébastien Ouedraogo :** L'expérience d'Alert Migration au Burkina Faso

**Onesphore Sematumba :** Est de la RDC, la mobilité meurtrière  
Ouverture au monde et repli identitaire, Pole Institute Goma, RDC

Débat

**Mercredi, 19 avril**

*9 heures*     **Les Jeunes parlent**

**Serge Sivya** : Les mouvements citoyens, outils de construction d'une citoyenneté à identités multiples

L'expérience du mouvement citoyen la Lucha en RDC

**Ambroise Dakouo** : Les dynamiques contestataires des jeunes au Mali : vers l'émergence d'un contre pouvoir ?

**Représentant du Balai Citoyen** (sous réserves)

**Maïmou Wali**: Mouvement Diffa I care, un mouvement citoyen nigérien

**La perspective des jeunes d'Europe**

(Harry Davies et autres, papier présenté en absence)

Débat

*12 heures 30* Déjeuner

*15 heures*     **La RDC dans la tourmente ... avant un meilleur avenir ?**

**Kennedy Muhindo Wema** : Entre Butembo et le monde globalisé : Pensées d'un journaliste congolais sur le dépassement des frontières

**Evariste Mfaume** : Les mouvements des jeunes à Fizi/Baraka en RDC (en absence)

**Christiane Kayser** : Communauté de destin: la RDC entre exclusion, érection de nouveaux murs et ouverture au monde

**Alain Kamwanga Mwepu** : Les identités ethniques tribales, dernier moyen pour accéder aux avantages politiques et économiques (en absence)

Débat

## Jeudi, 20 avril

9 heures **L'Afrique entre nouvelles dynamiques prometteuses et dangers fondamentalistes**

**Abdoulaye Diallo** : Les jeunes Africains à la croisée des chemins : le cas du Sénégal

**Maïmou Wali** : Jeunes et radicalisation violente : Boko Haram au Niger

**Flaubert Djateng** : L'attirance des groupes armés pour les jeunes du Cameroun

Débat

12 heures 30 Déjeuner

15 heures **Frederick Golooba-Mutebi** : Politics and the youth in Uganda and Rwanda

**Kamdem Souop** : Crise anglophone au Cameroun : opportunité d'émergence d'un projet d'identité nationale

Débat

## Vendredi, 21 avril

9 heures **Valoriser quels atouts ? Créer quelles alliances ?**

Questionnements et idées récoltées : *Synthèse des facilitateurs*

Discussion et réflexion sur les prochains pas

12 heures Déjeuner et départs

Facilitation : Flaubert Djateng et Christiane Kayser

# Dans un monde d'opportunités

Samir Abi\*

Le petit village planétaire voulu par la mondialisation est en effet une réalité. Mais cela n'est pas vécu par tous de la même façon. En effet, s'il est plus que jamais aisé à certaines classes sociales de pouvoir parcourir le monde pour saisir les opportunités qui s'y trouvent, il est tout autant difficile à d'autres d'avoir le droit de franchir une frontière sans être victime des mesures sécuritaires mises en place par les classes sociales aisées. Dans ce monde-village, la jeunesse africaine semble la plus lésée.

Michel de Montaigne, auteur français du XVIème siècle, disait dans ses Essais : « *Les voyages forment la jeunesse* ». Bon nombre de jeunes vivant en Occident se voient offrir chaque année des aides pour parcourir le monde afin de découvrir la diversité des populations qui y vivent. Au-delà du tourisme, ces jeunes qui contribuent souvent volontairement à des actions de solidarité internationale, s'enrichissent également d'une expérience qu'ils peuvent faire valoir au niveau professionnel. Ces opportunités sont difficiles à avoir pour la grande partie des jeunes africains dont les gouvernements s'occupent fort peu. Pour les africains ayant eu la chance d'économiser ou de profiter des aides de leur famille et essayant de tenter l'aventure de la mobilité, les visas et autres restrictions de voyage sont là pour leur rappeler que dans le monde du XXIème siècle les différences de classe demeurent. Se distinguent ainsi ceux qui peuvent aller où ils veulent sans visa ou l'avoir à leur arrivée dans un aéroport de ceux qui ne pourront jamais de voyager par les voies légales car nés sur le « mauvais » continent. Confrontés à des conditions souvent exagérées pour obtenir un visa de mobilité, les jeunes n'ont d'autres choix que de tenter l'aventure

\* Cet article a été écrit par Samir Abi, Secrétaire Permanent de l'Observatoire Ouest Africain des Migrations, pour le compte du séminaire organisé par le Mapinduzi Unit à Ouagadougou au Burkina Faso du 18 au 21 avril 2017

difficile des routes désertiques et des bateaux de fortune dans les mers et les océans pour vivre leurs expériences de découverte.

L'autre paradoxe de ce monde se voit dans la proximité créée par les Nouvelles Technologie de l'Information et de la Communication (NTIC) qui pourtant ne se concrétise pas par un rapprochement plus aisé pour les peuples. Si on peut se lier facilement d'amitié sur internet, via les réseaux sociaux (WhatsApp, Facebook, Instagram, Twitter...), voir tomber amoureux ou encore avoir accès à des offres de rencontre de personnes vivant dans n'importe quelle partie du monde, il est tout autant difficile à un Africain de pouvoir contracter un mariage et ainsi vivre avec une personne d'un autre pays que le sien ou d'un autre continent. Dans un monde-village, il aurait été normal que les hommes se rapprochent plus facilement pour ainsi partager l'idéal humaniste. Le vécu de la diversité aurait ainsi apporté cette beauté des mélanges que l'on retrouve chez les jeunes métissés issus de mariage mixte. Mais loin de valoriser la mixité et le rapprochement, la mondialisation économique néolibérale telle que promue se contente de faciliter la libre circulation des marchandises et de l'argent au détriment des hommes. Il est d'ailleurs bien plus facile d'exporter des bananes ou du café d'Afrique vers l'Europe que de pouvoir faire voyager l'agriculteur qui le produit outre-mer. Face à ces inégalités la jeunesse africaine se doit de relever de nouveaux défis.

Le premier défi à relever reste celui de l'estime de soi. Fort malheureusement les effets pervers de la colonisation et des médias laissent croire aux jeunes d'Afrique leur infériorité par rapport au reste du monde. Les gouvernants dans les pays africains renforcent cette idée en ayant recours à une politique de mendicité ; axant leur projet de société sur l'aide publique au développement et non sur la mobilisation des ressources que leur offre la jeunesse de leur population. L'estime de soi doit pouvoir amener les jeunes africains à comprendre que leur lutte pour la survie dans un contexte social aussi difficile que nos pays africains est déjà une prouesse. Qu'ils doivent être fiers de vivre chaque jour ou plutôt de survivre chaque jour dans un contexte inégalitaire et marqué d'injustice. La survie de chaque jour dans un tel contexte est une lutte contre l'oppression d'un système politico-économique qui ne cesse de mettre fin à la vie de milliers de personnes de par le monde.

Le second défi serait alors de partir de cette valorisation de soi pour transformer le contexte de vie dans sa localité. Tant l'innovation technologique

pour permettre de rompre la dépendance à l'importation que l'expérimentation de nouvelle forme de gouvernance sociale pour promouvoir transparence et justice sociale seront salutaires à ce niveau. Enfin, les efforts au niveau local doivent tout autant s'allier à des mobilisations au niveau global pour l'avènement d'une autre forme de mondialisation. Une mondialisation où l'homme aura plus de valeur que l'argent et les marchandises. Une mondialisation qui promeut le vivre ensemble et l'apport des peuples les uns aux autres plutôt qu'une mondialisation qui crée des antagonismes et facilite la montée des partis fascistes. C'est à ce prix que nous pourrons vivre dans un monde d'opportunités.

*<http://www.obsmigration.org/fr/2017/04/dans-un-monde-dopportunités/>*

# La jeunesse africaine, force vive ou force vide ?

Flaubert Djabateng\*

De plus en plus, l'Afrique est présentée comme le continent de l'avenir, continent avec des pays à croissance à deux chiffres, une population qui s'accroît et un continent qui sera le plus vaste marché dans les quarante années à venir. De nombreux hommes et femmes d'affaires, une pléthore de multinationales se lancent en Afrique pour contrôler les outils de production : technologie de communication, infrastructures de transport, terres, ressources du sol et du sous-sol, ressources qui sous d'autres cieux sont gérées afin d'assurer la qualité de vie des peuples. La ruée est de plus en plus forte et chacun de ces protagonistes recherche systématiquement le monopole. Les pratiques montrent que dans la plupart des cas, les accords conclus ne sont pas gagnant-gagnant, l'Afrique est très souvent perdante, même si certains individus africains y gagnent.

Sur un autre plan, on entend les politiques clamer que la jeunesse constitue « la force vive de la nation » mais en y regardant de près, cette jeunesse risque de se vider de sa force. C'est elle qui subit les conséquences de la mal-gouvernance qui caractérise nos pays, c'est encore elle qui ne pouvant pas exprimer son désespoir s'exile pour rechercher ailleurs ce que son continent pourtant « riche » ne lui offre pas. Plus de 60 % de la population Africaine a moins de 20 ans. De par leur nombre élevé, les jeunes sont d'office un grand potentiel pour le continent.

Ce potentiel ne semble pas être perçu par nos dirigeants. On a l'impression que ces derniers sont de passage et on peut se demander s'ils vivent vraiment en Afrique. Pour les questions de santé, nos dirigeants se soignent ailleurs que dans leurs pays, leurs enfants sont dans des écoles occidentales. Ils roulent

\* Coordonnateur du Zenu Network, Cameroun, et animateur du réseau Mapinduzi

dans des voitures tout terrain et ne souffrent pas de la qualité approximative des routes, ils disposent de grands réfrigérateurs et de congélateurs pour stocker leurs réserves alimentaires et ont pratiquement tous des groupes électrogènes pour faire face aux coupures d'électricité. Jouissant de ces privilèges, les décideurs ne semblent pas se préoccuper des facteurs et services de base qui améliorent la qualité de vie et qui apportent des réponses aux questions des jeunes.

Pour se faire entendre, dans certains pays s'élèvent des voix et des revendications pour réclamer plus de gouvernance, plus de qualité et aussi plus de redevabilité. On a vécu le printemps arabe, on observe des mouvements de jeunes dans des pays comme la RDC avec « La LUCHA », il y a « Yen a Marre » au Sénégal ou « Balai Citoyen » au Burkina Faso. Au Zimbabwe, en Afrique du Sud, au Mali les gens commencent à bouger... Bien qu'encore peu nombreux au vu du fait qu'il existe 54 pays sur le continent, ces mouvements partagent la même communauté de destin et revêtent tous un caractère rassembleur. Leurs instruments privilégiés sont les réseaux sociaux et l'internet. Ils se battent pour une meilleure vie et un meilleur avenir chez eux. Des symboles néocolonialistes et des institutions comme le franc CFA, les accords de partenariat économique qui succèdent aux programmes d'ajustement structurel, les contrats de désendettement et les politiques occidentales de développement constituent des cibles de leurs combats. La dignité de l'Africain et la richesse des cultures africaines en complémentarité et en symbiose avec un monde globalisé leur importent également. Ils se veulent des citoyens du monde fiers de leurs racines et unis contre les fragmentations qui font souffrir leurs peuples.

## Contestations et revendication, pour quels résultats ?

L'existence de ces activistes a soulevé un vent d'espoir depuis deux décennies, mais à ce jour, de nombreux jeunes, membres ou non de ces mouvements, attendent ou recherchent encore le « changement ». Les réseaux sociaux ont un réel pouvoir, mais est-ce qu'ils arrivent à créer de véritables contre-pouvoirs face aux dictateurs et autres élites corrompues ?

La grogne des jeunes est perceptible sur tout le continent. Mais il est difficile de dégager leur implication effective dans les mouvements actuels qui

s'échinent à prendre le leadership de la contestation. Une implication qui serait différente d'un suivisme basé sur la rancœur, une implication qui se caractériserait par l'apport d'opinions et d'arguments lors des discussions ou lors des prises de décision, une implication qui montrerait que les jeunes scrutent les dynamiques en cours pour trouver leur place. Le suivisme qui domine actuellement est tellement déstructuré qu'il conduit parfois à des dérapages et peut même être violent. Le discours prédominant est fondé sur « il faut que » sans qu'on perçoive à quel moment les avis ont été rassemblés, les opinions discutées et les orientations décidées. Cette façon de faire fait le lit de la récupération et même du détournement des objectifs. Le chantier est politique et les intérêts en jeu sont colossaux, il ne faut donc pas être surpris de voir qu'en face, du côté du pouvoir en place, tout est mis en œuvre pour infiltrer les mouvements, soit pour les récupérer, soit pour les fragiliser.

Depuis quelque temps on voit naître sur le continent d'autres formes de revendication qui détournent les jeunes de leurs objectifs tout en leur promettant une place importante dans une société à l'image des gourous et manipulateurs. Il y a la pléthore de sectes communément appelées « Eglises du Réveil » qui mobilisent les énergies et les forces des jeunes pour des objectifs mercenaires et commerciaux. D'un autre côté il y a les manipulateurs islamistes qui séduisent et contrôlent les jeunes avec des discours dangereux de radicalisation. Ces faux prophètes prônent la destruction violente de l'Etat et de la vie en société, des cultures africaines et occidentales, de l'éducation au sens large, des valeurs constructives de toutes sortes. Ce sont des mouvements djihadistes et salafistes, qui travaillent sur la déconstruction avec des concepts comme « l'Etat n'est pas bon », « la démocratie n'est pas bonne », « le livre est mauvais ». Ils sont des déviances de l'Islam, religion de paix, et créent un fossé entre les confessions et à l'intérieur du monde islamique.

Ces autres formes de revendication offrent par contre aux jeunes l'illusion d'un projet économique et politique, elles noyautent les systèmes en place et recrutent en milieu jeune. Leurs alliés sont dans toutes les instances de pouvoir et utilisent la religion comme un terreau pour réduire la résistance et manipuler les consciences. Avec la religion, elles arrivent à renverser les rapports de force et les hiérarchies dans la société. Par exemple, un chauffeur devenu Imam islamiste ou leader d'une secte de réveil est capable d'organiser les prières, rameuter les « fidèles » et par exemple obtenir la soumission d'un

Ministre. Il pourra créer sur le Ministre une pression qui le culpabilise et le rend malléable pour certaines prises de décision.

Ces mouvements radicaux ont en peu de temps occupé de vastes espaces réels et virtuels, allant jusqu'à mettre en péril certaines pratiques traditionnelles des peuples héritées depuis des millénaires. On dit souvent que les changements culturels prennent du temps, mais du fait de ces fondamentalistes on a vu de grands bouleversements en peu de temps dans le vécu des populations.

## Entre espoir et désespoir

Le contexte actuel est propice au découragement de la jeunesse. Pour ceux qui ne se font pas arnaquer par les faux prophètes, deviennent leurs instruments et bien souvent en meurent, ce désespoir se traduit souvent par l'envie de quitter leur pays. Les phénomènes migratoires prennent de l'ampleur. Le nombre de jeunes qui périssent en mer méditerranée dans les conditions effroyables ne se compte plus. En dépit de ces morts par milliers, les jeunes continuent en permanence à être en position départ. Cette envie de partir du fait de la désillusion, du manque de perspectives et des violences qu'ils subissent, violences structurelles, morales et physiques, les jeunes l'embrassent et restent persévérants et déterminés. L'attitude des parents encourage ce phénomène; nous vivons dans une société de départ, où chacun ne pense qu'à partir. Les dirigeants partent chercher les loisirs, les plaisirs et les services ailleurs, les jeunes partent chercher le bonheur et une perspective de vie chez les autres. Nos pays s'appauvrissent de leurs ressources financières et humaines. Nos populations sont aussi humiliées, car l'augmentation des demandes de visa a transformé les ambassades en haut lieu du mépris et de non respect de la personne humaine.

Pourtant, la migration devrait être une occasion d'enrichissement, car ceux qui voyagent apprennent et sont capables de voir les différences, de s'ouvrir au monde, de devenir plus créatifs. Les migrations devraient aussi servir au brassage des peuples avec des échanges pouvant faciliter un meilleur vivre ensemble.

## Que faire ?

Mapinduzi comme espace de réflexion qui mène à l'action se saisit du thème de la migration et des mouvements des jeunes, et par là met le doigt sur une problématique centrale de l'Afrique en notre siècle. En y ajoutant le concept de métissage, Mapinduzi va à l'encontre des tendances de fragmentation qui fragilisent l'Afrique. Nous voulons renforcer les initiatives pour faire des identités non pas des facteurs d'exclusion, mais des passerelles entre les êtres et les peuples, des facteurs d'intégration. Le métissage dignement vécu est un concept qui peut faciliter la production d'une identité nouvelle, or le brassage permet une valorisation de la diversité avec la prise en compte des identités multiples.

L'avenir de nos enfants se joue non pas uniquement chez les décideurs et les puissants de ce monde. Il dépend en grande partie de l'évolution et de la volonté de cette jeunesse qui est la force de l'Afrique pourvu qu'elle trouve sa place et ne se laisse pas détourner de ses objectifs communs. Et nous les grands frères et sœurs avons comme tâche de mettre à leur service notre expérience et nos connaissances.

*L'éducation est l'arme la plus puissante  
qu'on puisse utiliser pour changer le monde.*

Nelson Mandela

# Métissages, fusions culturelles, interfécondations, triangulations, branchements... : les interfaces entre le local et le global

Christiane Kayser\*

Les intervenants des dernières rencontres du réseau Mapinduzi se sont penchés sur les questions identitaires, ont prôné la nécessité de dépasser l'enfermement réducteur et déclarent que « *le « métissage » devra être la somme des identités, le reflet des diversités et non leur effacement ou encore leur réduction.* »<sup>1</sup>

Depuis une vingtaine d'années, il existe surtout entre chercheurs francophones des débats théoriques sur les notions de métissage, créolisation, hybridation, etc.

La notion du métissage est à l'origine un concept négatif lié à la colonisation et désignant quelqu'un ou quelque chose de « non pur ».

La forme *mestis* (« qui est fait moitié d'une chose, moitié d'une autre ») est attestée depuis le XIII<sup>e</sup> siècle. En 1615, le mot « métice », emprunté au portugais, désigne alors une personne née de parents appartenant à des populations présentant des différences phénotypiques visibles (comme la pigmentation de la peau). Le terme *métis* fut notamment utilisé pour désigner les nombreux descendants de parents européens et « indigènes » issus de la colonisation.

L'anthropologue Jean-Loup Amselle, qui était un des premiers à utiliser ce concept de façon positive en relation avec les cultures africaines, revient sur le terme dans une réédition de son oeuvre *Logiques métisses*. Après avoir rappelé qu'il s'agit d'un terme d'élevage, il « estime désormais que cette notion

<sup>1</sup> Voir la synthèse des débats page 9

\* Membre du mouvement de jeunes « La LUCHA », Goma, RDC

est viciée à la base » : «Au cours de l’histoire de l’humanité, les métissages biologiques et culturels ont toujours existé, mais aujourd’hui la pratique volontaire du métissage culturel contraint de supposer que les entités qui font l’objet d’une hybridation sont des entités pures. Si le métissage existe, il est en effet toujours second.» (p. 14-15).

C’est pourquoi il abandonne le terme au profit de celui de « branchements ».

« En recourant à la métaphore électrique ou informatique du branchement, c’est-à-dire à celle d’une dérivation de signifiés particularistes par rapport à un réseau de signifiants planétaires, on parvient à se démarquer de l’approche qui consiste à voir dans notre monde globalisé le produit d’un mélange de cultures vues elles-mêmes comme des univers étanches et à mettre au centre de la réflexion l’idée de triangulation, c’est-à-dire de recours à un élément tiers pour fonder sa propre identité. En utilisant la métaphore du branchement, on peut également montrer, à l’encontre des tenants de la thèse de la globalisation contemporaine, que celle-ci, loin d’être nouvelle, prend en réalité la suite de dispositifs de globalisation antérieurs. »<sup>2</sup>

Ce que nous continuons d’appeler métissage est donc en quelque sorte l’articulation du local au global en fonction d’une pluralité de périodes historiques et d’espaces géographiques. Cette distinction nous paraît essentielle pour ne pas tomber dans le piège de l’ahistoricisme privilégiant en plus une vision du monde avant la globalisation où des « races » et communautés « pures » vivaient de façon étanche.

Dans *Les mots pour dire les métissages : jeux et enjeux d’un lexique*<sup>3</sup>, Laurier Turgeon résume :

« Jean-Loup Amselle inscrit le métissage comme fondement même de la culture. Il oppose la «raison ethnologique » qui consiste à séparer, à classer, à catégoriser et à présenter les cultures comme des entités homogènes et closes, à la « logique métisse » qui renvoie à un processus d’interfécondation entre les cultures et qui met l’accent sur « l’indistinction ou le syncré-

<sup>2</sup> Voir <https://rgi.revues.org/994> Revue 21 | 2004 : L’horizon anthropologique des transferts culturels

<sup>3</sup> Voir op cit

tisme originaire ». La culture résulte donc d'un rapport de force interculturel négocié et renégocié, de traditions continuellement réinterprétées et refaites d'apports extérieurs. Plus récemment, Amselle propose de substituer à la notion de métissage, trop marquée par la biologie et par l'idée d'un mélange des cultures considérées elles-mêmes comme des univers étanches, celle de « branchement », empruntée à l'informatique qui évoque un faisceau d'interconnexions perpétuelles entre les cultures, une dialectique d'interrelations multiples par lesquelles les cultures se construisent. Il place au centre de sa réflexion « l'idée de triangulation, c'est-à-dire de recours à un élément tiers pour fonder sa propre identité ».

Or, depuis la fin du XXe siècle, le mot métissage connaît une renaissance avec un fort accent positif. Il a été repris essentiellement pour lutter contre les purismes et les fondamentalismes de toutes sortes. Il se veut un moyen de caractériser et favoriser la multiplication des contacts, des échanges et des mélanges dans le monde contemporain. On entend rarement le mot métis, en tant que sujet, mais beaucoup celui de métissage qui renvoie à un processus culturel. Le métissage est devenu une métaphore pour dire le monde postmoderne. L'expression « métissage culturel » définit par défaut un phénomène omniprésent, de nature multiple et fragmentaire, qui se présente comme universel dans le monde contemporain, celui de la mondialisation.

On pourrait dès lors penser que la mondialisation fait le lit du métissage. Mais c'est oublier ce que Achille Mbembe souligne dans son œuvre *Critique de la raison nègre*<sup>4</sup> : le monde globalisé produit une grande majorité de « nègres » qui – quelle que soit la couleur de leur peau – sont les défavorisés du néolibéralisme face au petit groupe d'ultra-riches de toutes origines.

Or cette armée de nouveaux marginalisés est, comme on le voit dans certains phénomènes des deux dernières années (vote Brexit, élection de Trump, montée des extrêmes droites populistes...), largement ouverte aux manipulations par rapport aux replis identitaires.

Car le métissage ou la triangulation présupposent toujours une identité ou plutôt des identités multiples bien vécues et assumées. La mondialisation valorise en effet la différence et l'« ethnicité ». Mais tout en prônant la cohabitation

4 Achille Mbembe, *Critique de la raison nègre*, Paris 2013

de sociétés différenciées, en les juxtaposant et en les cloisonnant, elle sous-entend un refus du métissage ; le « mélange culturel » ne peut être envisagé que comme une perte d'authenticité, un amoindrissement de l'identité, une contamination (pathologique) des valeurs culturelles, voire un effacement du sujet. Or une culture qui s'enferme et se cloisonne est condamnée à mort. La créativité, l'évolution, l'innovation dans tous les domaines vivent du mélange, de l'interconnexion dont quelque chose de nouveau naît.

Dans les milieux anglophones on parle plutôt de « **cultural fusion theory** »<sup>5</sup>, théorie de la fusion culturelle ou de la culture fusionnelle, qui serait une alternative positive à l'acculturation.

Or, depuis au moins une douzaine d'années Achille Mbembe et d'autres penseurs africains ont développé la notion de l'« afropolitanisme ».

«Aujourd'hui, nombre d'Africains vivent hors d'Afrique. D'autres ont librement choisi de vivre sur le Continent, et pas nécessairement dans les pays qui les ont vu naître. Davantage encore, beaucoup d'entre eux ont la chance d'avoir fait l'expérience de plusieurs mondes et n'ont guère cessé, en réalité, d'aller et de venir, développant, au détour de ces mouvements, une incalculable richesse du regard et de la sensibilité. Il s'agit généralement de gens qui peuvent s'exprimer en plus d'une langue. Ils sont en train de développer, parfois à leur insu, une culture transnationale que j'appelle « afropolitaine ».<sup>6</sup>

Dans ces « explorateurs des nouvelles frontières », Mbembe inclut également les personnes habitant l'Afrique et vivant des cultures africaines et métis-sées, quelle que soit la couleur de leur peau.

Dans le monde actuel où la mobilité réelle et virtuelle touche la majorité des populations, il devient plus urgent que jamais de rejeter le mimétisme, consciemment embrasser ses identités multiples et en même temps explorer le potentiel des interfécondations.

Les identités multiples sont une évidence, les nier et chercher à définir une « identité nationale » homogène et imposée à tous me semble comporter des risques énormes de fragmentation et de conflits identitaires violents. Le cas de l'actuelle crise anglophone au Cameroun – qui est d'une grande complexité,

5 Voir Cultural fusion theory: An alternative to acculturation Stephen M. Croucher & Eric Kramer Journal of International and Intercultural Communication Volume 10, 2017 – Issue 2

6 Achille Mbembe, l'Afropolitanisme, <http://africultures.com/afropolitanisme-4248/>

dépasse les questions linguistiques et même ses racines historiques – illustre cette hypothèse.<sup>7</sup>

Il s'agit au contraire de définir ensemble les communautés de destin à construire et les bases d'une solidarité féconde qui se définit en dehors de la charité ennemie du respect de l'autre.

Et les jeunes dans tout cela ? Ont-ils des alternatives à la fuite vers d'autres terres, à une migration forcée par faute d'avenir chez eux ? L'afro-pessimisme ou l'afro-optimisme est-il de mise ?

Il me semble essentiel que les jeunes femmes et hommes, que ce soit en Afrique ou ailleurs, pensent et définissent leur avenir et celui de nos sociétés globalisées. Comme le dit si bien Felwine Sarr dans l'introduction à son brillant ouvrage « Afrotopia » :

« Les discours actuels sur l'Afrique sont dominés par ce double mouvement : la foi en un futur radieux et la consternation devant un présent qui semble chaotique.... La tentation est grande, dans ce contexte, de céder au catastrophisme ou à un optimisme béat, son double inversé....

Dans ces conditions, pourquoi articuler une pensée portant sur le présent et le devenir du continent africain ? Parce que les sociétés s'instituent d'abord dans leurs imaginaires... Il s'agit donc de s'extraire d'une dialectique de l'euphorie ou du désespoir et d'entreprendre un effort de réflexion critique sur soi, sur ses propres réalités et sur sa situation dans le monde : se penser, se représenter, se projeter.... L'Afrotopia est une utopie active qui se donne pour tâche de débusquer dans le réel africain les vastes espaces du possible et les féconder. »<sup>8</sup>

7 Voir aussi à ce propos l'atrice d'Alain Kamdem Souop dans la présente publication (page 87) qui défend une autre hypothèse.

8 Felwine Sarr, Afrotopia, Paris 2016

# Les mouvements citoyens, outils de construction d'une citoyenneté à identités multiples

Cas du mouvement citoyen Lutte pour le Changement (LUCHA) en RD Congo

Serge Sivya\*

## 1. A l'origine de la LUCHA, une jeunesse révoltée

La LUCHA est née en 2012, à l'initiative d'un groupe des jeunes révoltés à la fois par la situation du pays en général, et une perspective d'avenir confuse pour la jeunesse, en particulier. Alors étudiants ou récemment diplômés nous voyions les difficultés qu'avaient nos aînés à trouver un emploi ou à réussir dans le secteur privé, souvent informel. Dans l'administration publique, les salaires sont dérisoires et irréguliers. Et même là, il était rare d'entendre parler « d'offre d'emploi ». Le mot « retraite » semblait banni du vocabulaire des aînés. En d'autres mots, les vieux qui ont atteint l'âge de la retraite continuent de travailler jusqu'à la mort faute de système efficace de sécurité sociale. Quand ils meurent, ils sont le plus souvent remplacés par leurs propres enfants, dans une espèce de « système public héréditaire ». Les ONG n'emploient que ceux parmi les jeunes qui ont bénéficié d'une bonne instruction ou dont les familles ont de bonnes relations. La plupart des jeunes diplômés universitaires finissent comme gardiens de sécurité, petits commerçants, chauffeurs

\* Membre du mouvement de jeunes « La LUCHA », Goma, RDC

de taxi, ou demandeurs éternels d'emploi. Voilà ce qui devait nous attendre, nous aussi !

Notre premier souci fut naturellement de dénoncer ce système aliénant pour la jeunesse, et de réclamer des politiques de promotion de l'emploi des jeunes. Mais très vite, nous avons compris que le problème était plus profond. La mauvaise gouvernance, la corruption, les problèmes liés à notre système d'éducation obsolète, l'insouciance des autorités par rapport aux questions d'intérêt général y compris l'offre de services sociaux de base, c'est de cela dont il fallait s'occuper. Notre stratégie : rendre les citoyens plus conscients de leurs droits et plus exigeants envers les gouvernants, de sorte que ceux-ci se sentent responsables et redevables.

Chaque problème qui nous préoccupait et faisait l'objet d'une action débouchait sur la même conclusion : il y a un problème de gouvernance. Que ce soit lors de la campagne « GOMA VEUT DE L'EAU » (pour revendiquer que la régie chargée de la distribution de l'eau garantisse l'accès à l'eau potable au sein des ménages dans une ville au bord du lac Kivu) ou après des actions pour réclamer la réhabilitation de la voirie urbaine, la même conclusion refaisait surface. Autre option choisie par la LUCHA, le recours à l'action non-violente comme mode de revendication, dans un pays et une région ravagés par des décennies de conflits violents, et où il est comme de principe que pour se faire entendre ou respecter il faut tuer, violer, détruire, piller, et terroriser.

## 2. La LUCHA et le métissage

Autour du problème de chômage de jeunes nous avons réussi à fédérer de nombreux sympathisants. Dans une ville où chaque année, les universités et institutions supérieures déversent plus d'un millier de diplômés sur un marché de l'emploi incapable d'en absorber même 10 %, la dénonciation du chômage endémique des jeunes allait recevoir un grand écho, tout comme les revendications sociales sur les questions d'eau potable, de routes, de sécurité, etc. Pour la première fois, les citoyens de Goma purent s'unir autour de revendications sur des problèmes de leur vie quotidienne, dans la non-violence, et surtout loin des considérations habituelles d'ordre identitaire. Dans cette ville, les gens sont habitués à se réunir sur des bases ethniques et identitaires : une

église des Wanande, une ONG des adventistes, un parti politique des ressortissants de Bukavu, ... il y a toujours un repère d'exclusion. Les personnes qui pourtant ont beaucoup d'intérêts communs comme citoyens d'une ville, d'une province, d'un pays, se démarquent par leur communauté ethnique, leur affiliation religieuse, leur lieu de naissance, etc...

A Goma, la fragmentation ethnique se trame au sein de mutuelles tribales sensées être des espaces de promotion et d'enrichissement culturels ; au lieu de cela, ces groupes qui fonctionnent dans une logique d'exclusion, se mutent en lieux de radicalisation des jeunes et en « caisses de résonance » des politiques. Les réunions de ces mutuelles se tiennent le plus souvent le dimanche après-midi. Inopinément, La LUCHA tient aussi ses réunions chaque dimanche après-midi. Ce qui épargne aux jeunes luchéens l'intoxication par ces mutuelles.

Pour la LUCHA, le repère c'est la Nation congolaise, qui constitue (ou devrait constituer) une sorte de communauté de destin. Contrairement aux groupes armés par exemple, qui se revendiquent chacun de telle ou telle tribu, la LUCHA s'est imposé dès le début la vision d'une lutte nationale à vocation africaine. Une lutte de tous les citoyens pour leurs droits, au-delà de leurs différences ethniques, régionales, de genre, de rang social, et de leurs convictions philosophiques ou politiques. Cette intégration est-elle favorisée par le fait que notre mouvement est né en milieu urbain, un milieu « cosmopolite » ? C'est une hypothèse à vérifier. Il reste que jamais dans sa formation et dans son histoire, le mouvement n'a mis en avant l'identité au sens étroit du terme, mais plutôt la valeur et la dignité qui sont intrinsèques à tout être humain, à tout citoyen congolais. Il en va de même en ce qui concerne le « Gender » la notion de genre : dans la LUCHA, les filles et les garçons ; hommes et femmes se considèrent comme égaux sans forcer cette égalité pour correspondre à « ce qui est à la mode ». Ils ont les mêmes responsabilités et répondent aux mêmes exigences sur le plan personnel. Dans la rue, lors des actions, comme dans la réflexion et la planification stratégique, nous sommes ensemble en tant que citoyens d'un même pays, égaux et animés par la même détermination.

Comme dit plut haut, nous agissons ensemble, en tant que jeunes congolais et africains, qui sont affectés de manière plus ou moins similaire aux différents problèmes de notre société. Nous faisons face aux mêmes difficultés (chômage, éducation obsolète,...), aux mêmes ennemis (la mauvaise gouvernance et la résignation de nos peuples), et nous avons compris qu'il faut les

affronter ensemble. Nous n'avons pas le choix : nous devons nous unir autour d'un combat commun sinon c'est notre avenir qui est en jeu. Voilà notre métissage à nous !

Un regard intégrateur comme facteur de mobilisation :

- ◆ Nous avons une même histoire ;
- ◆ un même destin. Notre avenir est lié ;
- ◆ quand on a un large champ de recrutement, on a une grande chance de mobilisation ;
- ◆ la fierté d'appartenir à un groupe qui prône l'inclusion et se bat contre toute fragmentation ;
- ◆ la crédibilité que cela donne (l'inclusion est une valeur défendue par beaucoup de mouvements à travers le monde) ;
- ◆ cela crée une indépendance vis-à-vis des pesanteurs ethniques, religieuses et sociales;
- ◆ favorise la performance par la promotion de la méritocratie ;
- ◆ et tient compte de la réalité (on ne peut pas se leurrer à vouloir changer en groupe restreint).

### **3. Le piège d'une nouvelle identité construite contre une autre**

L'élan militant autour des mêmes défis à relever crée comme une nouvelle identité. Une identité de militant. L'on a au sein de la Lucha développé des réflexes et valeurs communs qui nous distinguent des autres. Les autres, ce sont ceux qui ne militent pas parce qu'ils sont résignés à la situation désespérante du pays, ou parce qu'ils essaient de s'accommoder au chaos. Les autres, ce sont ceux-là qui ne nous comprennent pas et ceux qui trouvent que notre engagement menace leurs intérêts. Au nombre de ces derniers on trouve les politiciens de la classe dirigeante et leurs acolytes, certains fonctionnaires du sys-

tème judiciaire, des agents de sécurité. Certains parmi eux nous ont traités de jaloux ou encore de « jeunes manipulés ».

Il n'est pas rare de constater que certains militants développent une sorte de répugnance qui, si elle n'est pas canalisée, risquera de nous faire retomber dans la haine et ainsi favoriser la division, voire la violence. Un jeune qui a été injustement condamné n'oublie pas le juge qui a prononcé cette sentence et risquera de garder une colère ou même une hargne contre lui, un étudiant qui a été chassé de l'université pour son engagement citoyen pourrait ne pas le pardonner à ses autorités académiques, celui qui a perdu son travail parce qu'il est membre de la LUCHA gardera éventuellement rancune contre son employeur et tous risqueront de se liguer de façon destructrice contre le « système » incarné par ces personnes. La militance aura créé une autre division. Voilà un nouveau défi dont il faudrait être conscient et contre lequel il faut agir.

Oui nous devons nous défendre contre ceux qui nous manipulent ou nous combattent. Mais nous devons préserver une approche constructrice et non-violente.

N'oublions jamais que parmi d'autres le grand Nelson Mandela nous a montré que ce ne sont pas la hargne, la rancœur, les sentiments mesquins, la division qui permettent de gagner la lutte pour le changement à la longue. Ce sont plutôt une vision et une stratégie de longue haleine avec des objectifs intégrateurs qui permettent des alliances avec la majorité des acteurs et l'émergence de nouvelles formes de vivre ensemble.

# Est de la RDC, la mobilité meurtrière

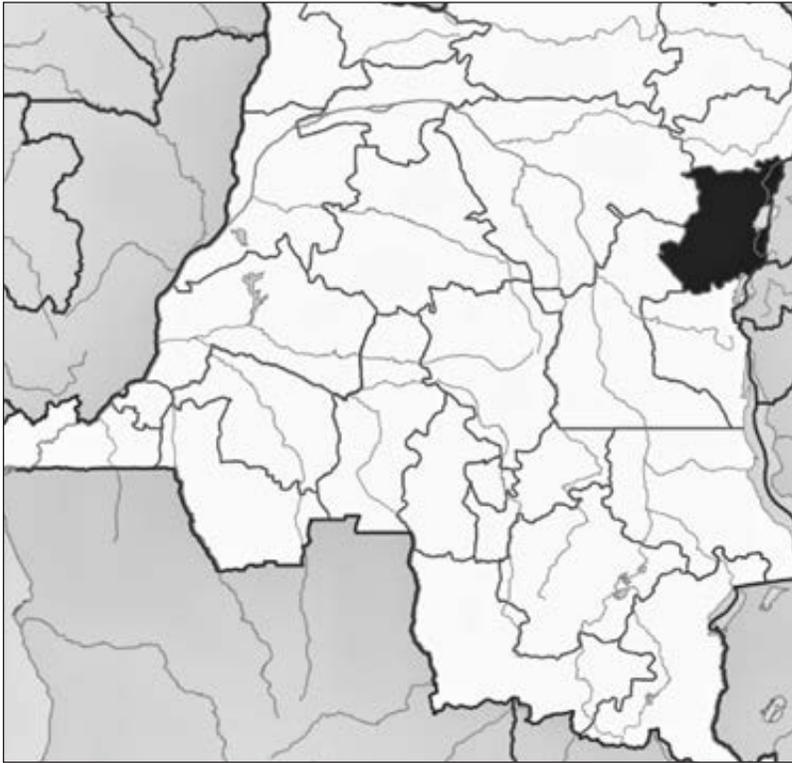
Mapinduzi, Ouagadougou, avril 2017

Onesphore Sematumba\*

A l'occasion d'une rencontre internationale tenue à Bruxelles il y a quelques années autour de la question foncière en RDC, les experts congolais, acteurs de la Société civile, ont posé le diagnostic en des termes d'une touchante simplicité. Un participant venu de Butembo, professeur d'université devenu depuis lors Ministre provincial des Mines a estimé que le problème foncier dans cette partie septentrionale de la province – à forte densité de populations – du Nord-Kivu était dû au glissement des populations en provenance des territoires de Masisi et de Rutshuru au Sud et qui sont en compétition pour les terres devenues de plus en plus rares. Ce glissement non-encadré était, poursuivit-il, à la base des conflits qui opposent les autochtones locaux, les Nande, aux « allochtones » venus de territoires voisins. Lorsque vint le tour du participant venu de l'Ituri, le district voisin de Beni, devenu depuis lors la Province de l'Ituri, il imputa le problème au glissement des Nande du Nord-Kivu vers leur zone. Devenus à leur tour « allochtones », ils étaient accusés de comportement hégémonique, en compétition pour les terres, le pouvoir politique et les affaires en général. Lorsque mon tour de prendre la parole arriva, je posai plutôt des questions. Et si nous confondions, ici, le problème avec les solutions ? Et si, en RDC, chaque groupe avait son étranger, dans un étrange jeu de rôle où l'autochtonie et l'allochtonie s'acquièrent et se perdent selon que l'on s'éloigne de son terroir où les autres veulent vous confiner au point que toute tentative de mobilité, à la recherche des meilleures conditions de vie ou, tout simplement à la quête d'un réduit de paix, peut se transformer en cauchemar ?

Les jeunes Africains traversent plusieurs « mers » meurtrières à la recherche d'un eldorado généralement imaginé outre-Atlantique. C'est le cas de ceux qui

\* Responsable information/communication de Pole Institute, Goma, RDC



RDC, province du Nord-Kivu

bravent la mer de sable et de chaleur du Sahara pour aller échouer dans les ténèbres libyennes. C'est aussi le cas de ceux qui bravent les vagues de la mer Méditerranée pour finir au fond des eaux impitoyables pour les moins chanceux ou dans les camps de précarité en Italie pour les autres. Mais on oublie ceux qui meurent sur les routes intérieures de leur propre pays. Ils n'ont pas d'autre qualification que leur force physique, la terre est leur source de richesse et d'épanouissement. Ils se déplacent pour la rechercher, l'acquérir et l'exploiter. Leur « mer » est troublée par les violences devenues endémiques, qui ont exacerbé la suspicion de l'autre. De Rutshuru à Boga, en Ituri, la mobilité est hasardeuse. Certains y perdent la vie, assimilés aux égorgés qui endeuillent la zone de transit depuis plusieurs années en toute impunité. Ceux qui arrivent à destination commencent la dure vie d'allochtone, c'est-à-dire, d'étranger dans son propre pays. Ou presque.

Comment sortir de ce piège et consacrer la mobilité comme une solution normale aux défis actuels des jeunes et des moins jeunes au lieu de constituer une entreprise meurtrière au Nord-Kivu et en RDC en général où les terroirs sont devenus des ghettos ? Quelles sont les passerelles existantes ou à créer pour briser ces chaînes ? Tel est l'objet de ma réflexion dans cette session de Mapinduzi.

## 1. Les barrières

Par barrières, j'entends tout ce qui enfreint la mobilité, tout ce qui obstrue le passage de l'un vers l'autre, des uns vers les autres, du petit Nord vers le Grand Nord, Du Nord-Kivu vers l'Ituri, etc. Les barrières peuvent être de plusieurs ordres, je vais citer les plus évidentes.

### 1.1. Les barrières infrastructurelles

La RDC, c'est connu, manque cruellement de voies de communication. Les routes laissées par les Belges se sont fortement dégradées ou ont été ravalées par la nature. Pour la zone qui nous concerne, il existe une route nationale censée relier la ville de Goma au sud aux villes septentrionales de Butembo et Beni (au NK) et Kisangani, dans l'actuelle province de la Tshopo. Cette route, ou ce qui en reste, n'est praticable que sur des « tronçons de stabilité », pour paraphraser un illustre humanitaire onusien des temps actuels, M. Martin Kobler, auteur et initiateur du concept « îlots de stabilité » en RDC.

Les tronçons de stabilité sont constitués des rares kilomètres encore carrossables, c'est-à-dire presque pas grand-chose. Par exemple, pour parcourir les 350 km entre Goma et Beni, il faut compter entre 2 et 3 jours de voyage en saison sèche, un peu plus en saison de pluies. Même pour les plus performants des véhicules, se lancer sur cette route-là relève du sacrifice. En comparaison, les quelque 500 km Goma-Kigali-Goma se parcourent en 4 ou 5 heures selon le nombre de policiers déployés sur le parcours.

## 1.2. Les barrières sécuritaires

Entre les rares tronçons de stabilité, les coupeurs de routes isolés ou en bandes organisées rackettent, pillent et kidnappent les passagers juchés sur les camions FUSO ou entassés dans des mini-bus Toyota. Les rescapés n'échapperont pas aux différents « rapports » payés à chaque barrière officielle de sécurité, où plusieurs agents des services de l'Etat (on peut en compter jusqu'à 12 à certains endroits : FARDC, T2, ANR, DGM, Environnement, P2, SAESCAM, Anti-fraude, etc.) ou encore des agents des milices tenant lieu d'Etat local, rançonnent à visage découvert.

## 1.3. Les ghettos identitaires

Le Nord-Kivu est un espace continu de plus ou moins 60-000 km<sup>2</sup> avec une population estimée à 6.655.000 habitants formant une mosaïque de 8 ethnies localisées dans des terroirs, je dirais des nations traditionnelles que la colonisation belge a institutionnalisées dans certains endroits, en renforçant des chefferies ethniques assumées. Mais cet espace est balaféré au milieu par le Parc national des Virunga, classé au patrimoine mondial de l'Humanité par l'UNESCO et que tente de conserver et de préserver un prince belge contre les prédateurs de tous ordres. Ce parc est devenu un sanctuaire de plusieurs milices armées étrangères (FDLR-FOCA et autres) et locales (Maï Maï). Le tronçon du parc que traverse la route vers le nord est devenu tellement dangereux qu'il n'est emprunté que deux fois par jour, sous escorte militaire entre les cités de Kiwanja et de Kanyabayonga, c'est-à-dire la dernière cité du petit nord à grande démographie Banyarwanda et la première grande cité du Grand Nord à forte démographie Banande. Nous avons nommé là les deux communautés dont les élites se livrent une compétition politique et économique impitoyable à travers des réseaux locaux, provinciaux, nationaux voire régionaux.

Cette bande du parc national constitue donc une sorte de zone naturelle de démarcation des territoires ethniques, au point que régulièrement des voix s'élèvent pour diviser la province en deux en suivant cette ligne, ce qui consacrerait une ghettoïsation ethnique de la gouvernance, comme cela est en train de se réaliser au Kasai actuellement où les nouvelles provinces créées en 2016 donnent lieu à des luttes fratricides entre les Tshokwe, le Lulua et les Luba qui

se chassent mutuellement, chaque groupe trouvant que les autres devraient aller vers leur nouvelle province. Les bruits des violences entre les partisans du chef Kamuina N’sapu et le pouvoir de Kinshasa occultent cette dimension du problème congolais, pour le moment.

#### 1.4. Les îlots éducatifs

Pendant longtemps, l’école a été le lieu de brassage par excellence, le milieu ouvert où se tissaient des liens sur des bases autres que l’identité ethnique, l’appartenance clanique, etc. Aujourd’hui, c’est à un effondrement total que nous assistons. Je ne parlerai pas ici de l’effondrement de la qualité de la formation transmise dans nos écoles et nos universités devenues des arnaques à ciel ouvert. Je parle de la destruction de l’école-lieu de brassage et de métissage, je parle de ces écoles fréquentées par des frères, des sœurs et des cousins de la Maternelle au Master. Des écoles créées à la va-vite dans des villages et sous les arbres, où les enfants, les adolescents et les jeunes adultes subissent et évoluent dans un milieu scolaire et universitaire « ethniquement homogène ». Tout est parti d’une bonne intention de principe, à savoir qu’il fallait rapprocher l’école du bénéficiaire. En RDC, il n’existe plus de bourse pour les étudiants et tous les frais académiques, des syllabus, des droits d’auteurs pour les enseignants auteurs des syllabus, de direction des mémoires, de participation aux sessions ordinaires des examens, de participation à la deuxième session, sont pris en charge par les parents.

Ensuite le système s’est emballé, les universités ont poussé comme des champignons dans une forêt congolaise avec, à la sortie, une jeunesse qui confond terroir tribal et territoire national, une jeunesse plus ou moins formée mais qui ignore tout de l’amitié et du métissage forgés par les fréquentations des autres que « les miens », qui ne saura jamais la plus-value d’une identité telle que les anciens de l’ISP Bukavu quand on est originaire de la zone frontalière de l’Ouganda, etc.

Et dans les milieux urbains où se croisent différentes communautés, l’école, notamment l’université, fréquentée par les enfants du coin, les rixes inter-ethniques prennent régulièrement le pas sur les concours d’éloquence dans les amphithéâtres de fortune, comme c’est le cas dans certaines universités de Goma que je ne citerai pas ici.

Avec autant de barrières, la traversée du petit Nord vers l'Ituri, en passant par le Grand Nord, sur fond d'une grande insécurité caractérisée par les massacres odieux dont les Nande ont été victimes dans la région de Beni relève du parcours du combattant. Pendant longtemps, le gouvernement congolais, à travers son porte-parole, a accusé les rebelles ougandais de l'ADF qui campent sur les contreforts du massif du Rwenzori, d'être les auteurs des massacres dans le contexte d'un djihadisme international dont les ramifications allaient jusqu'en Tanzanie, en Ouganda, au Rwanda, etc. Dans ce contexte-là, traverser cette zone, avec une machette dans le baluchon et handicapé par l'ignorance de la langue locale, est une entreprise périlleuse. Plusieurs personnes l'ont payé de leur vie.

## 2. Les passerelles

Le tableau que je viens de brosser est certes très sombre, mais il y a des lueurs d'espoir, de petites passerelles qu'il faut renforcer et, aussi, de grands chantiers qu'il faut amorcer pour éviter à la jeunesse de poursuivre une voie qui mène au suicide collectif.

### 2.1. Les mouvements des jeunes

Qu'on les appelle mouvements « citoyens » ou associations de X et Y, les mouvements des jeunes constituent une bouffée d'oxygène dans la grande masse de ceux qui sont avachis dans leurs petites certitudes, qui reproduisent les schémas fragmentaires dictés à la fois par l'enferment sur soi, le manque de perspectives économiques et l'ignorance. Certes le régime actuel congolais est très répressif. Certes le Congolais a peur, certes tout est précaire et la classe politique ainsi que les Sociétés civiles sont d'une affligeante médiocrité. Mais il y a de l'espoir en voyant ces jeunes qui, au-delà de leurs origines ethniques, placent leurs revendications au niveau des communautés, en exigeant l'accès aux services de base (eau, électricité...) ou en accompagnant les populations victimes des dysfonctionnements et des maffias de l'Etat comme c'était le cas il y a une semaine, lorsque ces jeunes ont organisé un sit-in pour exiger le remboursement des épargnes des victimes des institutions de microfinance. Ils ne

pourront pas porter toutes les revendications des populations mais ils peuvent être, à moyen terme, des sentinelles pour que les institutions telles que le parlement et le gouvernement prennent des lois et des politiques qui sécurisent la mobilité des populations et leur implantation sur n'importe quelle portion du territoire national.

Ces jeunes ne sont pas bien compris, même et surtout par leurs proches qui les trouvent téméraires (on ne brave pas l'autorité, on n'interpelle pas le père), ils ont besoin d'être accompagnés et soutenus, notamment à travers des échanges d'expériences avec les autres membres des mouvements citoyens qui ont plus ou moins réussi des changements plus ou moins significatifs.

## 2.2. Une école alternative

Le système éducatif congolais, nous l'avons dit, n'est plus un lieu de métissage et de socialisation au-delà de la communauté ethnique. La formation elle-même se limite à la mémorisation-restitution des concepts au lieu d'être un lieu d'épanouissement de la réflexion, de l'esprit critique et d'invention de solutions possibles. Pole Institute consacre tout un programme à la formation des jeunes universitaires à travers les concepts d'université alternative les week-ends et d'université des grandes vacances en août pour suivre des programmes visant à la transformation sociale avec et par les jeunes.

## 2.3. La presse

De plus en plus des médias libres sont résolument engagés dans la promotion de la cohabitation pacifique des communautés ethniques et dans la dénonciation des abus, en promouvant l'expression des populations ordinaires et non celle des autorités en place comme c'est souvent le cas. C'est ce que fait la radio Pole FM à partir de Goma. Et ce n'est certes pas un hasard malheureux si, lors de la récente manifestation de la LUCHA, trois journalistes ont vu leur matériel confisqué : un reporter photographe blanc, un journaliste de la radio onusienne Okapi et une journaliste de Pole FM. Cette dernière a même été violente, étranglée et giflée.

# Nord Kivu : les migrations de tous les dangers

Kennedy Mwema\*

## I. INTRODUCTION

En écoutant les informations sur les médias internationaux, surtout sur les télévisions européennes, il ne se passe pas 24 heures, surtout en été, que l'on raconte la fin tragique des centaines, voire des milliers de migrants qui fuient les misères africaines (et ou asiatiques) pour aller vers l'Eldorado du vieux continent. La plupart de ces malheureux voyageurs finissent la vie, noyés dans la mer Méditerranée. Certains se lamentent sur ce destin raté de ces pauvres migrants. D'autres se moquent de ceux qui croient qu'en Europe on ramasse du pain sur les arbres sauvages, cela dépend de la considération, sans songer aux réelles motivations ou aux vraies raisons qui poussent ces milliers de personnes à prendre la route de l'exil et ou de l'exode. Ce qui est vrai est que chacun a bien une raison.

Ces images flottant sur la mer Méditerranée, font vite oublier le calvaire que subissent autant de compatriotes, les peuples du Kivu en quête de mieux vivre, fuyant l'insécurité devenue chronique, la précarité et le manque de terres... Ceux qui tentent d'aller s'installer ailleurs connaissent la méfiance avec laquelle on les accueille. Ce n'est pas si facile. Il arrive que lorsque vous débarquez à Kinshasa, des kinois vous développent le langage du genre « vous les gens de l'est », (comme si l'Ets du pays ne faisait pas partie de la RDC) ou encore « vous les gens de l'intérieur ». Mais plus proche de chez nous encore, dans la même province, le Grand Nord s'oppose au Petit Nord (appellation

\* Journaliste, Butembo, RDC

bien contrôlée). Dans ma ville Butembo il est arrivé pire. Les migrants ont été assimilés à des tueurs. Il a suffi à certains de ne pas connaître la langue locale ou de balbutier un swahili à la tonalité douteuse... De surcroits surcroît s'ils allaient du Sud vers le Nord...

Au dernier trimestre de 2016, des jeunes instrumentalisés en sous-main par des politiciens ont imposé une terreur sur la ville. C'était au moment où les massacres s'amplifiaient en ville voisine de Beni et toute personne étrangère qui traversait Butembo courait le risque d'être lynchée. Le 24 Août 2016, le jour se lève ordinairement sur la ville. Mais la tension est perceptible. Il y a quelques jours, des convois de mini bus transportant des personnes soupçonnées d'être des Hutu migrant vers la province de l'Ituri ont été interceptés et renvoyés par des populations en colères. Ils sont accusés par on ne sait qui, d'être les tueurs qui massacrent dans la ville de Beni et ses environs. Ce jour-là donc, deux femmes innocentes ont été brûlées vives dans une agence de voyage, en plein centre-ville, tout simplement parce qu'elles étaient soupçonnées d'être des migrants hutu<sup>1</sup>... On se rendra compte après et trop tard que ces victimes innocentes supposées hutu étaient au fait: l'une de Bukavu et l'autre de l'Equateur et n'avaient aucun lien avec les migrants. Les faits étaient là, on a tué des gens parce qu'on les accusait d'appartenir à un groupe des migrants. Et comme si cela ne suffisait pas, le lendemain, un homme soupçonné d'être lui aussi un migrant Hutu a aussi été brûlé vif dans un autre quartier de la ville près de l'aéroport... Seuls les médias ont tout au moins joué un rôle, celui de rappeler les jeunes agités à une prise de responsabilité et à rejeter la xénophobie.

Notre objectif dans cette analyse n'est ni de défendre les migrants ni de leur donner raison. Mais nous voulons simplement comprendre comment les acteurs étatiques de premier plan gèrent cette situation, avec une certaine légèreté tardive qui cache une certaine volonté manifeste de vouloir manipuler la situation et peut être en tirer profit. La situation mérite que l'on s'y penche et qu'on approche froidement la question des migrations internes au Nord Kivu en particulier et ou entre les provinces voisines d'un même pays.

<sup>1</sup> Lire la tragédie sur <http://www.bfmtv.com/international/rdc-deux-femmes-lynchees-et-brulees-vives-par-une-foule-en-colere-1030011.html>

## II. MIGRER N'EST-CE PAS UN DROIT ?

La situation est très sérieuse qu'elle émeut les politiciens de la région. Le gouverneur de Province du Nord Kivu a dû, pour stopper l'hémorragie découlant de ce passage des personnes sur le sol nande, produire une note circulaire « *interdisant la circulation des personnes inconnues* »<sup>2</sup> sur toute l'étendue du Nord Kivu, en particulier en territoire de Beni. Mais des gens mal intentionnés ont interprété à leur guise ce message.

La situation a semblé se calmer jusqu'à ce que les populations Hutu (venues de Masisi ?) décident, d'elles-mêmes ou sous l'impulsion de certains acteurs politiques, d'aller assiéger, la mi-mai, le gouvernorat de province avec des calicots de fortune, exprimant leur droit d'habiter où ils veulent. Le gouverneur de province a même dû se défendre, avec un ton rarement dur, dans une conférence de presse exclusivement centrée autour de cette question le 20 mai dernier.

Plusieurs textes organisent les migrations de par le monde par ce que depuis des lustres, migrer est un droit. La constitution de la RDC en elle-même à son article 30 le stipule si bien : « *Toute personne qui se trouve sur le territoire national, a le droit d'y circuler librement, d'y fixer sa résidence, de le quitter et d'y revenir, dans les conditions fixées par la loi.* »<sup>3</sup> Cette idée se renforce bien sûre par l'obligation d'avoir une loi sur les mouvements internes des populations. Or la RDC connaît une lacune dans ce secteur. Il faut bien une loi spécifique sur les mouvements des populations. Mais nous croyons, nous, qu'il faut quitter, dans un premier temps le raisonnement, du «ghétonage», celui de croire que l'on est seulement lié à son terroir. La notion de l'identité doit dépasser celui du territoire, comme le dit si bien Alain Mabanckou « *il serait vain de se cantonner au territoire, d'ignorer la multiplication des interférences, et par là, la complexité de cette ère nouvelle qui nous lie les uns aux autres, loin des considérations géographiques* ».<sup>4</sup>

Dans la foulée, le caucus des parlementaires de l'ITURI a repris à son compte la situation. Dans un communiqué cité par la presse de Kinshasa, il y a

2 Note circulaire N°01/551/CAB/GP-NK du 28 mai 2016

3 Article 30 de la Constitution de la RDC, alinéa 1

4 A. Mabanckou, *Le sanglot de l'Homme Noir*, Fayard 2011, P. 59

des termes durs des élus de l'Ituri. On qualifie ainsi ces migrants par exemple de « rwandais » liant dans la foulée ces migrations à un projet de balkanisation de la RDC. On peut y lire par exemple des déclarations comme : « *Les parlementaires de l'Ituri affirment leur détermination à s'opposer à tout schéma et à toute personne qui tentera de balkaniser la RDC en se servant de la province de l'Ituri comme élément déclencheur* »<sup>5</sup>.

On risque de croire que cette histoire n'a commencé qu'hier. Mais que non. Selon les habitants du territoire d'Irumu, les Hutu ont commencé à migrer en masse dans ce territoire vers les années 2010. Mais les migrations à grande échelle avec une nouvelle appellation passée de « Hutu » à « Banyabwisha » se sont amplifiées depuis 2015. Un journaliste qui a travaillé sur la question nous a expliqué que ce peuple représente actuellement plus de 5 mille familles qui habitent les petits villages autour des centres de Boga, Burasi et Tchabi. Ils cultivent des champs acquis contre de l'argent auprès des chefs coutumiers de la région et ne ravissent rien. Ils cultivent leurs champs et vendent les produits vivriers dans les marchés de la région d'Irumu centre et Bunia. Ils construisent des écoles où leurs enfants étudient...<sup>6</sup>

### III. ET SI C'ETAIT UNE QUESTION POLITIQUE ?

Il est important de se demander en toute légitimité, pourquoi c'est seulement à cette veille d'élection que cette question redevient capitale. Déjà en mai 2016, l'assemblée provinciale du Nord Kivu s'était penchée sur la question. Dans sa plénière du 27 Mai 2016, la question avait été largement discutée et une recommandation avait même été produite pour que le mouvement de ces personnes « inconnues » (?) soit suspendu. Il fallait même que le ministre provincial en charge de l'administration et de l'ordre public puisse procéder dans *un meilleur délai à l'identification*<sup>7</sup> de ces personnes. Vu les rebondissements de la situation, presque une année après, il transparait que cette recommandation ainsi

5 Christine Tshibuyi, <https://actualite.cd/2017/05/22/deputes-de-lituri-sopposent-a-migration-hutus-vers-province/> consulté le 23 Mai 2017 à 10H09'

6 Echanges avec un journaliste de Bunia sur la question

7 Note circulaire N°01/551/CAB/GP-NK du 28 mai 2016

que la note circulaire du gouverneur de province du Nord Kivu n'ont jamais été suivies d'effets.

Il s'observe un manque criant d'une volonté politique pour que ce dossier soit résolu une fois pour toute. Par contre il transparait que les hommes politiques veulent exploiter la question pour s'attirer qui une sympathie, qui d'éventuels électeurs... Les élections prochaines sont donc à notre humble avis un des enjeux qui font trembler plus d'un politicien et tous les coups sont permis pour s'y préparer politiquement. Faut-il croire alors que cette fois, la question sera prise au sérieux ? Peut-être car dans son point de presse, le gouverneur de province a été un peu plus formel. Une commission de contrôle sera mise sur pied pour aller conjointement avec les autorités de la province voisine de l'Ituri, aller identifier ces milliers de familles. « *Je ne peux pas accepter ou me taire lorsque ce sont mes électeurs qui partent ailleurs* » a déclaré le gouverneur du Nord Kivu dans une conférence de presse.<sup>8</sup>

#### IV. L'ENTRETIEN DU FLOU PAR L'ETAT

Que coûte à un Etat l'organisation des mouvements de ses propres concitoyens sur son propre sol à l'intérieure même de ses frontières ? Parce qu'en effet, on ne comprend plus les contours de cette question des migrations qui fait monter les démons de la xénophobie. Il revient à notre humble avis de lire l'histoire de la région pour comprendre qu'il est vrai, les hutu et les nande ne s'estiment pas assez, mais ils n'ont pas vécu non plus dans l'animosité. Il y a eu de l'adversité certes, portant sur l'exercice du pouvoir politique entre les deux peuples les plus majoritaires du Nord Kivu mais aussi sur la gestion et l'occupation de la terre. Mais les nande vivent en terres Hutu sans problème depuis des lustres. D'ailleurs, la cohabitation a jadis été pacifique entre les deux peuples. De son vivant, Monseigneur Emmanuel Kataliko écrivant à son confrère Monseigneur Faustin Ngabu affirmait dans une lettre : « *Dans le territoire de Lubero ont cohabité Nande, Hutu et Tutsi que j'ai moi-même baptisés ou confirmés, comme dans la paroisse de Luofu. Le centre scolaire adventiste de Rwese-Lukanga a accueilli, pour leurs études secondaires, des*

8 Conférence de presse du gouverneur le 20 Mai 2017 à Goma sur la question des migrants Hutus

*tribus venant de toutes les provinces du Congo, et même des Hutu et Tutsi du Rwanda, sans qu'il y ait des tensions liées à une quelconque appartenance ethnique ou tribale »<sup>9</sup>*

## V. CONCLUSION

La question des migrants hutus est à prendre avec le sérieux qu'il faut. A ce jour on ne sait pas retrouver les villages dépeuplés d'où ils proviennent du Masisi ou de Rutchuru pour aller vers l'Ituri. Et pourtant, ils sont porteurs des documents, des ordres de mission et des cartes d'électeurs congolaises tenant lieu de pièce d'identités. Ils ne sont donc pas des « populations inconnues » car ils sont identifiés. Si on continue à les traiter, avec cette légèreté complice, on est parti pour raviver les conflits liés à la nationalité et à la question de la terre qui ont miné la cohabitation pacifique entre les peuples de l'Est. Le Nord Kivu est déjà assez instable pour ne pas laisser se prolonger vers l'Ituri un problème qui sera demain ingérable, surtout que l'histoire récente même de l'Ituri est teintée des conflits terribles. Et ce n'est pas seulement l'Ituri qui en pâtira... Le grand Nord Kivu jusque-là un peu épargné des conflits inter ethniques risquera de plonger.

<sup>9</sup> <http://benilubero.com/un-message-du-feu-mgr-kataliko-qui-a-tout-dit-et-predit/> consulté le 23 05 2017 11H01

# Les dynamiques contestataires des jeunes au Mali : vers l'émergence d'un contre pouvoir ?

Ambroise Dakouo\*

## Introduction

Sur le continent africain, les luttes pour l'ouverture démocratique au début des années 90 ont mis en scène la jeunesse, qui a investi « les rues comme nouveaux terrains d'expression et de mobilisation ». Ces dernières années, l'engagement des jeunes à travers diverses formes de mobilisation, a pris une ampleur considérable. Ces actions de mobilisation ont un peu partout sur le continent abouti à des changements sociopolitiques et institutionnels. L'analyse des dynamiques contestataires montre une configuration politique qui implique largement la jeunesse africaine. Cette dynamique révèle aussi des fractures et des dysfonctionnements dans les Etats africains, au plan social, politique et institutionnel.<sup>1</sup>

Passer les décennies de construction démocratique, la conjoncture actuelle d'émergence de nouvelles formes de menaces (l'émergence de groupes armés non étatiques et terroristes, la montée de la criminalité transfrontalière et transnationale organisée, l'expansion de la radicalisation, etc. dans l'espace sahélo-saharien et plus particulièrement au Mali) et les conséquences liées à la mauvaise gouvernance confrontent à nouveaux les Etats subsahariens à des défis cruciaux.

<sup>1</sup> Muxel Anne, (2000). *L'expérience politique des jeunes*, Paris, presses science po.

\* Chercheur. Coordinateur national de l'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique au Mali (ARGA-Mali).

A ce propos, Alexandre Marc, Neelam Verjee, et Stephen Mogaka<sup>2</sup> soutiennent que « le ressentiment accumulé envers des Etats corrompus qui régissent l'économie et n'offrent aucune perspective aux jeunes ; le sentiment de frustration et d'exclusion ; l'instrumentalisation des jeunes par les élites, et la défiance intergénérationnelle croissante posent la problématique des jeunes dans les Etats confrontés à des crises structurelles ».

En effet, le contexte post crise au Mali, caractérisé par la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation, signé le 15 mai et le 20 juin 2015 offre un angle d'observation des dynamiques des jeunes maliens. Ce contexte est également marqué par de nombreux faits de corruption et de mauvaise gouvernance (achat de l'avion présidentiel, achat des équipements militaires, l'affaire des engrais frelatés vendus aux paysans, les révélations liées aux marchés publics frauduleux et les manques à gagner signalés par le Bureaux du Vérificateur Général). L'émergence des formes de contestation des jeunes est donc à saisir dans ce climat délétère de remise en cause permanent de la gouvernance politique.

Pourtant malgré, le « charme » des actions de contestation dont les jeunes sont les acteurs, il convient de soumettre à une critique rigide les capacités des jeunes à s'ériger en un véritable contre pouvoir. Cette préoccupation nous amène à formuler les questions suivantes : Quels sont les champs et les formes de contestation des jeunes au Mali ? En quoi les formes actuelles de contestation font des jeunes un contre pouvoir sérieux ?

La production scientifique sur les dynamiques des jeunes est abondante et permanente. Les constructions théoriques sont des plus pertinentes et permettent de saisir ça et là, dans divers contextes, les rapports des jeunes à la politique, les rapports des jeunes à la vie démocratique, les rapports des jeunes à l'emploi, les rapports des jeunes à la violence, les rapports des jeunes à l'espace associatif, à la citoyenneté, etc.

Dans son ouvrage « Politiques et mouvements de jeunesse en Afrique francophone : Le cas du Mali », Badra Alou Traoré montre que les transformations et les mutations socioéconomiques qui engendrent une diversité de problèmes et de phénomènes complexifient les réponses institutionnelles de promotion de la jeunesse. On note à cet effet, que les réponses institutionnelles en matière de

<sup>2</sup> Marc Alexandre, Verjee Neelam, et Mogaka Stephen, (2015), *Relever les défis de la stabilité et de la sécurité en Afrique de l'Ouest*, AFD/Banque Mondiale, Washington, DC, p. 17.

promotion de la jeunesse se divisent en trois logiques qui sont : i) une logique où la politique de jeunesse serait prise en charge par un ministère spécifique ; ii) une logique où la politique de la jeunesse est transversale à plusieurs départements ministériels ; et iii) une logique où la mise en œuvre de la réforme de la décentralisation amène un partage des responsabilités entre l'Etat central et les collectivités locales.<sup>3</sup>

Le sociologue Ibrahima Touré de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal) a analysé au cours d'une conférence du CODESRIA les nouvelles dynamiques collectives des jeunes dans l'espace public. Dans un article intitulé « Jeunesse, mobilisations sociales et citoyenneté en Afrique de l'Ouest. **Étude comparée** des mouvements de contestation « Y'en a marre » au Sénégal et « Balai citoyen » au Burkina Faso », Ibrahima Touré montre que les travaux portant sur les formes de mobilisation sociale des jeunes se sont multipliés, mais les grilles de lecture proposées restent cependant descriptives et rarement comparatives. L'auteur pense que « les modèles d'analyse de l'actionnalisme et du processus politique (*political process*), montrent que les mouvements sociaux de jeunes, coalisés ou non, sont au cœur de la vitalité démocratique du continent. Les jeunes s'identifient comme de véritables contre-pouvoirs et engagent individuellement et collectivement, en fonction des opportunités et des contraintes du moment, les citoyens dans des systèmes de valeurs nouveaux. Et ceci, en vue, non seulement, d'une refondation politique mais aussi d'un changement social pour le développement ».<sup>4</sup> En somme Ibrahima Touré estime que le modèle d'analyse des opportunités politiques postule que le contexte politique (contraintes et opportunités) est déterminant à la structuration ou non des mouvements sociaux.

La sociologie de la jeunesse rend compte d'une évolution constante des approches et des définitions qui permettent de saisir telles qu'elles se donnent à être aperçues les « dynamiques jeunes » notamment dans le contexte d'instabilité permanent en Afrique de l'ouest. Dans ce sens, nous formulons les hypothèses suivantes : La crise au Mali, en occasionnant le discrédit des acteurs

3 Traoré Badra Alou (2007), *Politiques et mouvements de jeunesse en Afrique francophone : Le cas du Mali*, Harmattan, Paris, p. 11.

4 Touré Ibrahima (2014) TOURE Ibrahima (2014), « Jeunesse, mobilisations sociales et citoyenneté en Afrique de l'Ouest. **Étude comparée** des mouvements de contestation «Y'en a marre» au Sénégal et «Balai citoyen» au Burkina Faso », CODERSRIA.

politiques a favorisé l'émergence des dynamiques associatives contestatrices portant sur les pratiques de gouvernance des affaires publiques ; Si les jeunes sont devenus dans le contexte de reconstruction au Mali un contre pouvoir, cela n'est pas généralisable à toutes les régions au Mali – seuls les jeunes de Gao et Bamako (dans une certaine mesure) semblent avoir acquis ce statut.

Nous estimons à cet effet que l'analyse des jeunes à partir d'une double dimension structurale et conjecturale, devrait offrir une meilleure perspective pour saisir, au-delà des effets de mode la validité et la profondeur des formes de contestations politiques.

## 1. Historicité des mouvements de contestation des jeunes

Au Mali, les jeunes ont joué un rôle majeur dans la lutte pour l'avènement de la démocratie pluraliste. L'année 1991 a constitué un véritable tournant dans la vie de la nation malienne. En effet, à la suite d'une révolution populaire parachéevée par un coup d'Etat militaire, le Mali a accédé à la démocratie à travers l'instauration d'un multipartisme intégral. L'accession du Mali à la démocratie a été possible à travers l'engagement collectif de plusieurs acteurs politiques, de la société civile et des jeunes dont les mouvements estudiantins ont été en première ligne des manifestations et des contestations du régime du général Moussa Traoré.

À l'origine de cette révolution populaire, il s'est trouvé un contexte historique international favorable à la démocratisation des Etats et une situation socio-économique interne désastreuse doublée par de graves privations des libertés. C'est la conjonction de l'ensemble de ces facteurs et des mouvements politico-civiles et militaires agrégés, qui ont permis l'aboutissement de la lutte contre le régime de Moussa Traoré.

L'action de la jeunesse malienne est demeurée prépondérante dans l'aboutissement de cette lutte. Le mouvement estudiantin, AEEM (Association des Elèves et Etudiants du Mali) en rejoignant les associations politiques (CNID, ADEMA, AJDP, JLD, appelé Mouvement Démocratique), s'est positionné à la pointe du combat démocratique. L'AEEM a organisé « une série de grèves et de manifestations » qui ont eu pour conséquences de déstabiliser le régime de Moussa Traoré et de provoquer sa chute.

Au lendemain du renversement du général Moussa Traoré, la jeunesse a participé au Comité de Transition pour le Salut du Peuple (CTSP), alors mis en place. Oumar Mariko, leader du mouvement étudiant affirmait alors leur positionnement : « *Nous sommes une organisation syndicale indépendante de toute formation politique [...] Nous entendons néanmoins influencer sur les changements en cours. Il faut qu'on marque de notre sceau les décisions nées du changement parce que nous sommes concernés par l'avenir de ce pays* ».

Le CTSP a organisé du 29 juillet au 12 août 1991, la Conférence Nationale avec toutes les composantes de la Nation malienne. L'une des principales conclusions de cette conférence a été le projet de Constitution. A travers cette Constitution qui a été validée par le référendum du 12 janvier 1992, le Mali a inauguré la III<sup>ème</sup> République en jetant les bases d'une démocratie pluraliste.

L'analyse de l'évolution historique depuis 1991 montre une configuration politique qui implique largement la jeunesse. Pour Anne Muxel<sup>5</sup>, il faut comprendre l'engagement des jeunes au travers d'actions concrètes, comme des formes de mobilisation qui révèlent des fractures et des dysfonctionnements dans la société.

## 2. Essai de définition d'une typologie et des domaines d'actions des organisations de jeunes au Mali

Afin de dresser la typologie des organisations de jeunes, l'on s'est davantage intéressé à leur fonctionnement, leurs champs d'actions, leurs méthodes d'intervention et leurs cibles. Il ressort de cette investigation des **résultats qui informent sur la structure et la gouvernance des organisations dans les différentes régions de l'étude.**<sup>6</sup>

5 Anne Muxel, op. ci. (2000).

6 L'étude en question a été réalisée dans quatre régions/district (Kayes, Tombouctou, Gao et Bamako).

## Typologie des organisations

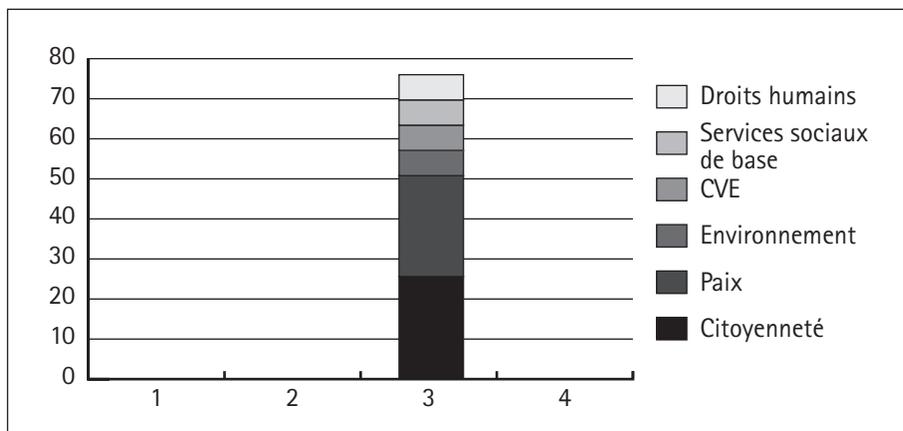
Les types d'organisations de jeunes rencontrés, sont très généralement des associations. Cela représentent 85,6 % des organisations. Les organisations de type plateforme (réseau, fédération) représentent 11,8 %. Quand aux organisations de type coopérative et organisation non gouvernementale (ONG), elles représentent chacun 1,3 % des organisations de jeunes. Cette grande disparité amène à s'interroger sur les raisons qui poussent les jeunes à aller vers la création des associations au détriment des autres types d'organisations.

A ce niveau deux explications majeures peuvent être mobilisées pour rendre compte de cette disparité. Premièrement, la loi N° 04-038 du 04 août 2004 relatives aux associations est très accessible à la compréhension et à l'application. Nous référant à cette loi, (article 2), on peut définir l'association comme étant : « *la convention par laquelle plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leurs activités dans un but autre que de partager les bénéfices. Elle est régie, quant à sa validité, par les principes généraux du droit applicables aux contrats et obligations* ».

Les modalités décrites par la loi N° 04-038 du 04 août 2004 relatives aux associations pour la création d'une association sont loin d'être contraignantes. En effet, il est mentionné à l'article 3 que « *les associations de personnes pourront se former librement sans autorisation ni déclaration préalable, mais elles ne jouiront de la capacité juridique que si elles se sont conformées aux dispositions de l'Article 6 de la présente loi* ». De même, les administrations publiques n'entravent pas la création des associations de jeunes, ce qui favorise l'obtention de récépissés très souvent dans des délais raisonnables. Deuxièmement, la forme associative permet de mobiliser les ressources de l'aide publique au développement. A cet effet, les succès de plusieurs associations dans le domaine des projets de développement constituent alors un facteur d'entraînement pour les autres jeunes.

## Des domaines d'actions des organisations

Le graphique ci-dessous permet d'identifier les domaines prioritaires d'intervention des organisations de jeunes.



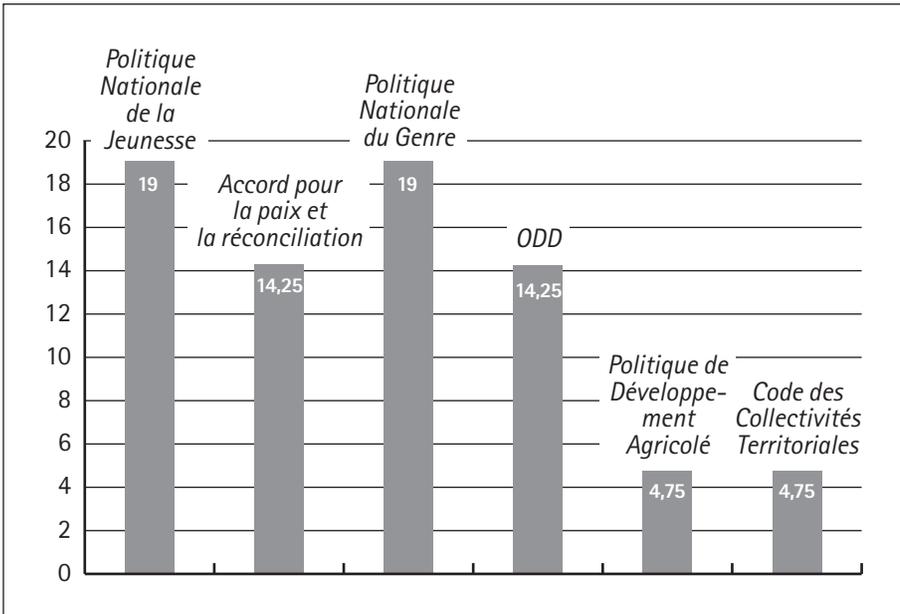
Graphique 1 : Domaines prioritaires d'intervention des organisations de jeunes

L'analyse de ce graphique, montre que les domaines d'activités prioritaires des jeunes sont la Citoyenneté ; la Paix/Cohésion sociale/Réconciliation ; l'Environnement ; la Lutte contre l'extrémisme violent ; l'Accès aux services sociaux de base ; et les Droits humains. Un tel résultat conforte l'hypothèse de l'intérêt des jeunes sur les enjeux actuels du pays liés au processus de réconciliation et de reconstruction.

En effet, le contexte post-crise au Mali ayant mis en défi la problématique de la paix, il est fort de constater que de nombreuses sources de financement existent dans ce domaine. Est à ce dire que l'existence de telles opportunités oriente le positionnement des organisations jeunes afin de capter les « ressources de la paix » ? Un tel postulat, n'est pas à exclure quand on sait que la période post-crise au Mali s'est caractérisée par un soutien massif de la part des partenaires au développement en faveur des initiatives de dialogues et de rencontres inter et intracommunautaires. De façon globale, c'est la prise en compte du double contexte d'opportunité – à savoir l'opportunité de financement et l'opportunité de l'action en terme de son intérêt local et/ou national qui permet de saisir les positionnements des organisations de jeunes.

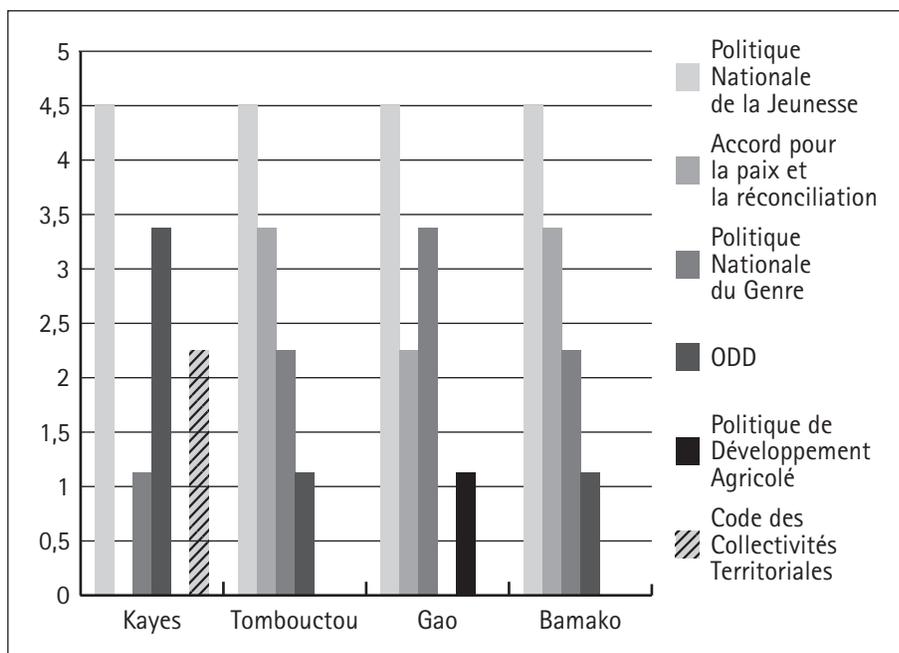
## Références aux politiques nationales et internationales

La référence aux politiques nationales et internationales est un indicateur majeur pour comprendre dans quelle mesure les organisations de jeunes intègrent les orientations politiques dans leurs actions. Aujourd'hui, les politiques publiques occupent une place importante dans la gouvernance des affaires publiques, de sorte que de nombreux domaines de l'action publique font l'objet d'une définition de politique. Dans ce contexte les politiques publiques permettent d'orienter, de contextualiser et de proposer une série d'actions devant permettre de résoudre telle ou telle préoccupation nationale. Il arrive que les objectifs internationaux en matière de développement s'articulent avec les politiques nationales. Très généralement, cette articulation favorise la mobilisation des ressources de l'aide publique au développement et la concentration des efforts afin d'apporter une réponse durable à la problématique donnée. Dans cette perspective prendre en compte les politiques nationales et/ou internationales c'est contribuer à la réponse aux défis de l'action publique.



Graphique 2 : Politiques nationales et internationales référencées par les jeunes

A la lecture de ce graphique, on constate que les politiques les plus référencées par les jeunes sont la Politique Nationale de la Jeunesse et la Politique Nationale du Genre. Ensuite, on relève une importance accordée à l'Accord pour la paix et la réconciliation. La seule référence de politique internationale demeure les Objectifs de Développement Durable (ODD).



Graphique 3 : Politiques nationales et internationales référencées par les jeunes au niveau de chaque région

Toutefois, il convient de situer qu'il y a une légère disparité au niveau des régions. Dans toutes les régions, il a été cité la référence à l'accord sauf à Kayes. Cette particularité de Kayes, se confirme aussi en ce sens, que c'est au niveau de cette seule région qu'il a été fait référence au Code des collectivités. On relève également que la Politique de Développement Agricole a été mentionnée seulement dans la région de Gao. Quant aux ODD, ils ont été cités à la fois dans la région de Tombouctou et dans le district de Bamako.

Malgré, ces résultats, il convient de situer que la référence aux politiques nationales et internationales n'est pas toujours systématique dans les entretiens avec les jeunes. Très généralement, quand on analyse les productions

des jeunes – que se soient les documents de projet, les rapports d'activités, les rapports de bilan, etc. – apparaît très faiblement la place des politiques nationales et internationales.

Depuis son adoption en 2010, la PNG a fait l'objet d'une large diffusion. Le pourcentage de référence à cette politique pourrait s'expliquer par cela. Cependant, en dehors de la politique nationale du genre, aucun interlocuteur n'a fait référence à la Loi N° 2015-052/du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives. Pourtant la loi instituant des mesures pour promouvoir le genre est récente. En outre, cette loi représente une avancée majeure quant à la promotion du genre au Mali.

L'Accord pour la paix et la réconciliation nationale au Mali a fait l'objet d'une large diffusion. Aujourd'hui, le contenu de cet accord est théoriquement connu de la majeure partie des organisations de la société civile. Le pourcentage de référence à l'Accord peut s'expliquer par la forte communication autour du document. On y ajoutera également que le soutien de plusieurs partenaires techniques et financiers pour appuyer les organisations de la société civile dans le cadre de la diffusion de l'Accord, de la mise en œuvre de certaines actions mentionnées dans l'Accord peut aussi expliquer la bonne connaissance de ce document par les acteurs jeunes.

### **3. Champs et formes de contestation des jeunes au Mali**

Que se soit dans le domaine culturel – artistique, politique et social, les jeunes au Mali sont engagés dans des actions de contestations face au pouvoir politique en place. A cet effet, différentes illustrations existent.

#### **La dynamique contestataire des jeunes de Gao**

Face à l'augmentation unilatérale des prix de transport dans la ville de Gao en 2015, les trois mouvements de la jeunesse de la ville (patrouilleurs, patriotes et Nous pas bouger) se sont mobilisés pour faire échec à cette décision des compagnies de transport (NOUR, SONEF et BINKE). Les jeunes ont par exemple empêché de façon spontanée la sortie et les entrées des cars pendant

quelques jours. Ils ont exigé aux compagnies de transport de ramener le prix du transport Gao-Bamako à son prix initial. Le transport a grimpé de 19.000 à 25.000 F CFA.

Suite à des mouvements de contestation contre la hausse du prix des transports sur l'axe Bamako-Gao, les trois compagnies de transport SONEF, NOUR et BINKE ont baissé leurs prix. Les frais de transport sont désormais passés de 25.000 à 20.000 Francs CFA, soit une réduction de 5.000 francs. Selon un responsable des jeunes de Gao, cette baisse « n'est pas suffisante », mais elle constitue une « avancée » dans les négociations qui se poursuivent avec les transporteurs.

### Les manifestations meurtrières à Gao

Lors d'une manifestation organisée par des associations de jeunes de la société civile locale à Gao, les forces de sécurité ont ouvert le feu mardi 12 juillet 2016 sur des manifestants, faisant au moins trois morts et plusieurs blessés. Le gouvernement malien a pour sa part fait état de « trois morts et des blessés tant du côté des manifestants que des forces de l'ordre », dans un communiqué publié mardi 12 juillet. A noter également que cette manifestation avait été interdite par les autorités en raison de l'état d'urgence. Les manifestants protestaient contre l'installation des autorités intérimaires.

La mise en place des autorités intérimaires est une disposition de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale. Elle visait à dénoncer la mise en place des autorités intérimaires dans le Nord, censée débiter ce vendredi. Prévue dans l'accord de paix d'Alger, cette disposition prévoit le remplacement temporaire des élus locaux par des représentants du gouvernement, de l'ex-rébellion et des groupes armés pro-gouvernementaux dans les cinq régions administratives du nord du Mali.

## Master Soumi : de la forme artistique de contestation de la gouvernance des affaires publiques

Master Soumi est un jeune rappeur malien. Il n'hésite pas à utiliser son art pour dénoncer les dérives de gouvernance des affaires publiques au Mali, notamment à travers des titres comme : « Hakilidjigui », « Gwèlèkan », « Dougoumassira ».

*« Je n'ai peur de personne, et je vais dire la vérité quel qu'en soit le prix à payer ».*

*« Notre capitale a fait peau neuve juste parce que Hollande doit venir au Mali » explique le rappeur tout en posant plusieurs questions qui sont entre autres : « Je demande au gouvernement si les dispositifs sécuritaires mis en place pour le sommet resteront même après le sommet pour protéger le malien lambda. Je souhaite savoir si les travaux d'embellissement et de nettoyage continueront aussi ».*

Le jeune rappeur dénonce principalement les tares de la mauvaise gouvernance en pointant du doigt le président de la république ainsi que son gouvernement. Il parle en premier de la politisation de l'islam par des hommes politiques qui profitent de l'islam pour bernier la population en organisant des conférences dans les mosquées. La corruption qui prend de plus en plus de l'ampleur au Mali est également évoquée, en plus de la non tenue des promesses faites par le président de la république durant la campagne de l'élection présidentielle de 2013 dont, entre autres, la création de 200.000 emplois pour les jeunes, la lutte contre la corruption et le rappel des ambassadeurs qui ne s'occuperaient pas convenablement des maliens à l'étranger.

Selon Master Soumy, nos richesses font l'objet d'un partage de gâteau entre les dirigeants. Sur un autre plan, le rappeur touche le problème de réadmission des maliens sans papiers vivant en Europe que le gouvernement veut à tout prix étouffer. Il parle aussi des difficultés auxquelles les maliens de France sont confrontés.<sup>7</sup>

<sup>7</sup> Diarra Salif, maliactu.net (10 janvier 2017), « Nouvelle chanson : Master Soumy crache la vérité sur la mauvaise gouvernance malgré les menaces ». <http://maliactu.net/mali-nouvelle-chanson-master-soumy-crache-la-verite-sur-la-mauvaise-gouvernance-malgre-les-menaces/>

## Le rappeur Penzy, menacé de mort

Le jeune rappeur Penzy, de son vrai nom, Tahirou Hanguiné Touré est auteur d'un single intitulé « Ko ne kan da dé », autrement dit « que je ferme ma bouche ». Dans ce titre, le rappeur dénonce la mauvaise gouvernance. Ce titre fait suite à « O ma ne kouminai », également composé dans le même registre de dénonciation.

Face à ces prises de position, le rappeur a reçu plusieurs appels anonymes de menaces de mort. Pour le rappeur, ces menaces ne le feront pas taire. Il estime qu'il chante pour le Mali, et pour les Maliens.

## Ras Bath, un phénomène nouveau de contestation

Mohamed Youssouf Bathily dit Ras Bath est un jeune chroniqueur malien. Il est très populaire à travers ses diatribes sur une radio privée locale de Bamako, notamment en dénonçant la mauvaise gouvernance.

En août 2016, lors d'une manifestation à la suite de l'arrestation du chroniqueur Mohamed Youssouf Bathily dit Ras Bath, la manifestation a dégénéré. Il y a eu un mort, de nombreux blessés et des dégâts matériels importants. Le chroniqueur, avait été arrêté dans la nuit du 14 août 2016 pour « injure publique ».

En réalité Ras Bath capitalise et se fait le porte voix de la jeunesse malienne en crise et qui vit « un gros malaise » face au manque d'opportunité en terme d'emploi, face à la mauvaise gouvernance, etc. Pour le journaliste Diala Thiény Konaté « les jeunes qui ont effectivement pris part aux événements de mars 1991, se sentent totalement floués et abandonnés par les politiques dont la quasi-totalité s'est enrichie de façon éhontée dans des affaires de corruption et de détournements de biens publics. Non seulement ils se sont enrichis de l'argent du peuple mais ils ont été incapables de faire face aux problèmes majeurs des jeunes et des Maliens. L'école est dans un état de décrépitude totale depuis plus de trois décennies et ne forme que des étudiants de bas niveau. Parallèlement, le chômage, dont on ignore les chiffres officiels, plonge la jeunesse dans une désespérance totale ».<sup>8</sup>

8 Konaté Diala Thiény, (18 août 2016), « Ras Bath, le symbole malheureux d'un vrai malaise ». <http://maliactu.net/mali-ras-bath-le-symbole-malheureux-dun-vrai-malaise/>

## Mouvement trop c'est trop : « Nous voulons nous soigner ... les médecins doivent retourner dans les hôpitaux »

Pour dénoncer la grève illimitée des médecins qui a duré pendant plusieurs semaines en 2016 au Mali, le mouvement « Trop C'est Trop » a organisé plusieurs meetings pour dénoncer cette situation. Le mouvement, pour se faire entendre, a décidé de faire un sit-in sur l'estrade du boulevard de l'indépendance, juste en face de la bourse du travail. Ainsi, sur les réseaux sociaux, les membres du mouvement ont invité les Maliens à prendre part à ce sit-in, qui avait pour but de sauver les malades qui mourraient à petit feu dans les hôpitaux, faute de soins. Le lundi 27 mars 2017, au moment, où démarraient les travaux de la conférence d'entente, une vingtaine de jeunes se donnaient rendez vous devant la bourse du travail. Les manifestants étaient munis d'une banderole sur laquelle on pouvait lire : « la santé est un droit », « l'école est un droit », « Trop C'est Trop » etc. Munis en outre d'un mégaphone, les manifestants scandaient des slogans du genre : « nous voulons nous soigner », « les médecins doivent retourner dans les hôpitaux » etc.

Selon, Malick Konaté un des porte-paroles du mouvement, le choix du lieu n'est pas fortuit. « Le président de la République et les ministres empruntent cette route pour le palais. Ensuite, il est situé en face de la bourse du travail, où se trouvent les leaders syndicaux. Les deux parties seront interpellées. Nous faisons d'une pierre deux coups » a expliqué Malick Konaté.

Toujours selon Konaté, ce sit-in n'est ni contre le gouvernement, ni contre le syndicat des médecins. Il explique que c'est tout juste une pression pour que les acteurs s'impliquent à fond pour mettre fin à la souffrance des malades qui n'ont pas de soins.<sup>9</sup>

### Les contestations sur les réseaux sociaux

Avec l'essor des réseaux sociaux, force est de reconnaître que l'information s'est démocratisée. Il n'est plus possible de censurer une information en fermant ou en faisant pression sur les chaînes de télévisions, les radios et les journaux.

<sup>9</sup> Kene A., Delta News, (5 avril 2017), « Mouvement trop c'est trop : « Nous voulons nous soigner ... les médecins doivent retourner dans les hôpitaux ». <http://maliactu.net/mali-mouvement-trop-cest-trop-nous-voulons-nous-soigner-les-medecins-doivent-retourner-dans-les-hopitaux/>.

Aujourd'hui, Facebook, Twitter, Youtube sont devenus des canaux de communication à part entière. Ils sont en passe de rivaliser avec les médias traditionnels. Désormais, on les utilise comme moyen d'expression pour dénoncer la mauvaise gouvernance. L'accès à internet et les nouvelles technologies de l'information ont permis l'émergence d'un mouvement de blogueurs et de web-activistes. Ces derniers en utilisant les nouveaux médias échappent souvent au contrôle de l'État.

## La censure comme réponse à l'activisme des jeunes

Le 17 août 2016, suite à une manifestation pour exiger la libération de l'animateur Ras Bath le Mali connaissait sa toute première suspension des réseaux sociaux. L'animateur Ras Bath, avait à la veille de sa comparution, appelé à la mobilisation sur Facebook. Minimisant les conséquences d'une telle action, les autorités ont été surprises par l'ampleur de la mobilisation.<sup>10</sup> Malgré cette censure, les jeunes ont pu recourir à d'autres « applications libres », mais ils ont également dénoncé cette censure étatique.

## Conclusion

Au Mali, les jeunes ont joué un rôle majeur pour l'avènement et la construction du processus démocratique. L'analyse de l'évolution historique depuis 1991 montre une configuration politique qui implique largement la jeunesse comme acteur de premier plan.<sup>11</sup> Cependant les réponses politiques et insti-

10 Ces trois dernières années, une forme nouvelle de contestation a vu le jour sur les réseaux sociaux. En effet, les jeunes scrutent quotidiennement les actes de mauvaises gouvernance et n'hésitent pas à les dénoncer sur les réseaux sociaux. Face à cette dénonciation, les autorités désabusées utilisent souvent des qualificatifs inappropriés montrant aussi leur mépris de cette forme de contestation. Par exemple, une autorité a déjà utilisé le terme « *Fassodewn Jugu* », ce qui signifie en langue bambara : les mauvais enfants de la République. En août 2014, à travers un tweet, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, avait à son tour traité d'« Aigris » ceux qui demandaient des comptes sur l'acquisition d'un nouvel avion présidentiel. L'achat de cet avion selon la presse avait été entaché d'irrégularité. Cette attitude du ministre Mahamadou Camara avait soulevé un tollé sur le net avec le hashtag « *TeamAigri* ». *Deux ans après, le Ministre de la communication Mountaga Tall qualifiait la réaction des internautes de « débats de caniveau ».*

11 Dakouo Ambroise (2015), « La conquête du pouvoir au Mali par les jeunes au lendemain du coup d'Etat du 22 mars 2012 », in Sissoko Tiefing (dir), *La jeunesse malienne : entre autonomie, mobilisation et exclusion*, 2015, Harmattan.

tutionnelles n'ont pas véritablement été à la hauteur des attentes de la majorité des jeunes maliens.

Face à la « fragilité » de l'Etat malien, les jeunes ont suffisamment intégré les défis<sup>12</sup> auxquels ils sont confrontés et reproduisent des discours revendicateurs et contestataires de plus en plus argumentés.

La permanence des campagnes sur les réseaux sociaux (Facebook, etc.) et les marches organisées par les jeunes à Bamako, contre les révélations de corruption, l'incohérence des décisions politiques, etc. sont un indicateur de l'internalisation de leur rôle, en tant qu'acteur de changement.

La faible connexion entre les actions des jeunes, la quête d'opportunité pour sortir des situations de fragilité ou pour consolider un emploi durement acquis et aussi les immiscions politiques, fragilisent davantage l'émergence des jeunes comme un véritable contre pouvoir (à l'exception de Gao et Bamako). D'une part, la prolifération des associations créées par les jeunes, pour prendre part à l'œuvre de construction de la paix et de la citoyenneté démocratique est un révélateur de l'engagement constant des jeunes. D'autre part, le foisonnement du « tissu associatif » au niveau local et régional, n'est pas toujours synonyme d'un véritable dynamisme de la part de ces derniers. En réalité la faiblesse du management associatif, la faible capacité contributive et le manque d'alternance fragilisent la gouvernance des organisations de jeunes et précipitent très souvent leur dépérissement.

En dépit des défis auxquels ils sont confrontés, il convient d'apposer un nouvel regard sur les jeunes, afin de comprendre les ambiguïtés conjoncturelles dans lesquelles ils se trouvent, mais aussi de saisir la prise de conscience qui structure de façon progressive leur engagement politique.

12 Les jeunes représentant près de 60 à 70 % de la population malienne. Chaque année, 300 000 jeunes arrivent sur le marché du travail ; un grand nombre d'entre eux, n'arrive pas à accéder à un emploi décent. De ce fait, malgré une croissance économique moyenne annuelle de 4,5 %, le taux de chômage augmente. (Observatoire du Développement Humain Durable (ODHD), (2013). *Impacts de la crise socio-économiques et politique 2012 sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement*. Bamako). Aujourd'hui, le manque d'emplois est particulièrement aigu pour les jeunes âgés de 15 à 35 ans et le taux de chômage atteindrait 40 à 45 % selon les estimations. (Banque Mondiale, (2014), « Promouvoir la légitimité de l'Etat, la stabilité et la cohésion dans les espaces peu densément peuplés : cas du Mali », Rapport/ 26 Juin 2014, p.26).

## Références

- DAKOUO Ambroise (2015), « La conquête du pouvoir au Mali par les jeunes au lendemain du coup d'Etat du 22 mars 2012 », in Sissoko Tiefing (dir), *La jeunesse malienne : entre autonomie, mobilisation et exclusion*, 2015, Harmattan.
- DIARRAH Salif, maliactu.net (10 janvier 2017), « Nouvelle chanson : Master Soumy crache la vérité sur la mauvaise gouvernance malgré les menaces ». <http://maliactu.net/mali-nouvelle-chanson-master-soumy-crache-la-verite-sur-la-mauvaise-gouvernance-malgre-les-menaces/>
- KENE A., Delta News, (5 avril 2017), « Mouvement trop c'est trop : « Nous voulons nous soigner ... les médecins doivent retourner dans les hôpitaux ». <http://maliactu.net/mali-mouvement-trop-cest-trop-nous-voulons-nous-soigner-les-medecins-doivent-retourner-dans-les-hopitaux/>.
- KONATE Diala Thiény, (18 août 2016), « Ras Bath, le symbole malheureux d'un vrai malaise ». <http://maliactu.net/mali-ras-bath-le-symbole-malheureux-dun-vrai-malaise/>
- MARC Alexandre, Verjee Neelam, et Mogaka Stephen, (2015), *Relever les défis de la stabilité et de la sécurité en Afrique de l'Ouest*, AFD/Banque Mondiale, Washington, DC.
- MUXEL Anne, (2000). *L'expérience politique des jeunes*, Paris, presses science po.
- TOURE Ibrahima (2014), « Jeunesse, mobilisations sociales et citoyenneté en Afrique de l'Ouest. Étude comparée des mouvements de contestation «Y'en a marre» au Sénégal et «Balai citoyen» au Burkina Faso », CODERSRIA.
- TRAORE Badra Alou (2007), *Politiques et mouvements de jeunesse en Afrique francophone : Le cas du Mali*, Harmattan, Paris.

# Le militantisme de la jeunesse britannique : défis, espoirs et préoccupations

Harry Davies\*

Ces dernières années, la politique britannique a été déstabilisée par le référendum sur l'indépendance de l'Ecosse, la montée de Jeremy Corbyn et, bien sûr, le Brexit. Les jeunes se sont réveillés.

Un certain nombre de partis populistes a pris le devant de la scène, même si beaucoup ont perdu du terrain dernièrement ; l'UKIP en Grande Bretagne, Podemos en Espagne ; Syriza en Grèce ; le Front National en France, et aux États-Unis, Donald Trump et Bernie Sanders ont tous deux incarné une réponse à un appétit du public pour une représentation politique transgressive.

Avant cela, l'engagement des jeunes dans la politique britannique était au plus bas. Des millions d'entre eux ont défilé contre la Guerre en Irak à travers le monde mais ils ont échoué à faire dévier le gouvernement. Nos Membres du Parlement ont été impliqués dans le scandale des dépenses des députés, dont certains utilisaient l'argent des contribuables pour leur intérêt personnel.

Les Démocrates Libéraux ont brigué le vote de la jeunesse en promettant de ne pas augmenter les frais d'inscription universitaires, tout cela pour revenir sur leurs engagements une fois entrés dans la coalition, encore une fois face à la contestation des jeunes. Les politiciens semblaient ne pas se soucier de nos objectifs, refusaient d'entendre nos voix et la politique parlementaire offrait très peu d'alternatives en matière de représentation. Les grands médias semblaient également résolus à donner de nos préoccupations et de nos contestations légitimes une image capricieuse, ignorante et essentiellement futile.

\* Jeune journaliste et metteur en scène britannique

Dans ce climat, Jeremy Corbyn a été désigné candidat à la direction du Parti Travailleiste. Obscur député, personne ne s'attendait à son succès. Néanmoins, Corbyn proposait une alternative qui a incité 183,000 personnes à rejoindre le Parti Travailleiste. Des jeunes pour la plupart et dont un grand nombre ne s'était jamais de leur vie engagés dans l'action politique. En grande partie grâce à une adhésion enthousiaste de jeunes sympathisants, il est devenu et il est toujours chef de l'opposition.

L'Ecosse a connu ses propres vagues ascendantes dans l'engagement politique des jeunes quelques années avant le vote sur l'indépendance écossaise. L'âge électoral minimum a été ramené de 18 à 16 ans : 100,000 personnes de moins de 18 ans se sont inscrites pour voter, 80 % des nouvellement éligibles. Près des trois quarts d'entre elles (71 %) ont voté pour l'indépendance. Le référendum a attiré un nombre record de 3,6 million d'électeurs, une preuve de plus de l'engagement des gens lorsqu'on leur offre l'opportunité d'un véritable changement.

Puis, il y a eu le Brexit. En dépit des premières observations laissant entendre que moins d'un tiers des 18/24-ans était allé voter, des données plus récentes indiquent qu'il s'agissait de plus des deux tiers, une proportion impressionnante de 75 % d'entre eux désiraient rester dans l'Union Européenne. Pour un groupe démographique notoirement apathique, c'était énorme.

Il s'agit ici de points culminants passionnants dans l'engagement politique des jeunes mais l'inquiétude demeure en ce qui concerne leur pérennité. Le Brexit a eu lieu. L'indépendance écossaise, non. Jeremy Corbyn est en train de rapidement perdre la confiance de ceux qu'il a tant impressionnés au début. Il y a eu de grandes manifestations contre Trump, contre le Brexit, pour le soutien aux immigrants. Ce type de mobilisation de masse est une tendance nouvelle et enthousiasmante mais l'absence d'organisation et d'objectifs clairs font craindre que leur échec à court terme ne mène à un désengagement plus important et plus tenace encore.

Alors que le parti Conservateur ne rencontre que peu ou pas d'opposition des Travailleistes en difficulté, les jeunes protestent en l'absence de toute bannière fédératrice.

Les jeunes ont trouvé d'autres voies. Beaucoup ont intégré la philosophie du métissage à leur action politique, principalement dans leur réaction à la crise des réfugiés.

Le gouvernement français a fermé la « Jungle », le plus grand camp de réfugiés d'Europe, à Calais. Le gouvernement britannique a accordé le droit d'asile à 2,000 personnes seulement, alors que les pays européens cherchaient des solutions.

Les milliers de personnes qui ont sillonné l'Europe pour offrir leurs services depuis la France, la Grèce et l'Italie démontrent à quel point tout cela va clairement à l'encontre des positions d'exclusion adoptées par les partis au pouvoir de nos nations.

Les très décriés médias sociaux ont constitué une arène dans laquelle les voix des marginalisés ont pris de l'ampleur et où une conscience et une action politique ont pu se constituer et se renforcer. On peut toujours craindre que les gens ne deviennent des guerriers du clavier tout en restant apathiques dans leurs vies réelles, mais cela est, je crois, exagéré.

L'histoire de Cal-Aid, une ONG basée en Grande Bretagne qui s'est employée à aider les personnes de Calais, est un bon exemple du pouvoir des médias sociaux. Ils ont recueilli plus de 200,000€, ce qui a battu les records de GoFundMe, et ils sont devenus l'organisme de bienfaisance représentatif de la Jungle en partageant des images et des récits sur ce qui était en train de se passer.

Ce travail a été initié par trois frères et sœurs âgés de moins de 25 ans. Ils ont utilisé les ressources modernes pour concrétiser un véritable changement, en s'adressant à de jeunes gens qui savent très bien tirer le meilleur parti des médias sociaux. On a pu constater ce pouvoir dans le monde entier, pendant le Printemps Arabe, tout au long des protestations en Turquie, dans les manifestations des Black Lives Matter à l'échelon international, et il en va de même pour le Royaume Uni.

Les politiques identitaires et les revendications particulières offrent vraiment un terrain propice à un engagement prometteur et différent. On constate une tendance à la hausse dans la prise de conscience générale de l'importance de causes telles que l'égalité des races, le féminisme, les droits de la communauté LGBTQ (Lesbien, Gay, Bisexuel et Transgenre) et l'environnement. Les jeunes y sont à l'avant-garde. La proportion de négationnistes du changement climatique diminue en fonction du rajeunissement démographique, pendant que la sensibilisation aux préoccupations liées à la race, à la sexualité et au sexisme s'accroît.

À mesure qu'apparaissent des instruments d'analyse et des domaines de discussion inédits, de nouveaux enjeux sont identifiés. Par exemple, l'essentialisation des préoccupations selon la couleur de peau, le genre ou toute autre caractéristique.

Les privilèges sont également considérés comme une nouvelle cible pour les jeunes militants, qu'ils soient aux prises avec leurs propres avantages ou en train d'éduquer les autres. Il semble que l'on comprend de mieux en mieux, mais non sans quelques difficultés, que de nombreuses causes se recourent et que le progrès de l'une ne saurait avoir lieu aux dépens d'une autre. En substance, une compréhension du métissage semble également se dessiner en même temps que se manifeste une prise de conscience commune de la nécessité d'une action politique ouverte à tous.

Les médias sociaux contribuent à de nouveaux progrès accomplis ici également. Twitter en particulier a permis à des groupes et à des individus concernés par ces questions d'établir des liens à l'échelle internationale, de faire reconnaître leurs opinions et de partager leurs expériences. Ainsi, les gens ont pris de l'assurance pour s'exprimer en tant que membres de groupes unifiés bien que disséminés. On reconnaît donc le bien-fondé et même l'importance commerciale de ces groupes, si bien que des médias et des produits ont vu le jour du fait de ces groupes et pour les soutenir. C'est un domaine que les jeunes comprennent et dans lequel ils fonctionnent avec fluidité.

Les récents succès de groupes tels que Galdem, groupe de médias mis en place par et pour de jeunes femmes de couleur, s'avèrent prometteurs pour ceux qui désirent générer des changements en faveur de groupes habituellement marginalisés. À présent des groupes de médias plus importants sont à l'œuvre pour inclure leurs voix et explorer des problèmes étrangers à une élite médiatique essentiellement dominée par des blancs de genre masculin.

Le racisme institutionnel, l'écart salarial entre les femmes et les hommes, les abus à l'égard des LGBTQ et les dommages écologiques demeurent très présents mais de nombreux indicateurs démontrent maintenant que nous allons dans la direction opposée.

Des graines d'espoir laissent entendre qu'un véritable changement peut être accompli grâce au travail, à la foi et à l'organisation de l'action politique des jeunes.

Il existe une détermination à résister à un faux patriotisme et un nationalisme réactionnaire personnifié par Trump et par le Brexit et fomenté par certains médias.

À l'heure actuelle, cependant, cet enthousiasme est limité par le fait qu'il s'exprime sous la forme d'une action performative ayant priorité sur les tâches plus laborieuses d'une analyse sérieuse, une stratégie planifiée et de tactiques mûrement réfléchies

En l'absence d'organes organisationnels et de direction claire, les mouvements de la jeunesse doivent faire en sorte de régler ces problèmes si leur mobilisation doit donner lieu à des changements durables plutôt qu'à de la frustration ou pire encore, à un total désenchantement.

# Des ponts, non des murs !\*

Samir Abi\*\*

Plus d'un quart de siècle après sa chute, le mur de Berlin reste dans la conscience collective comme un des faits les plus marquants du siècle écoulé. La honte qu'il a suscitée et la joie manifeste qui a caractérisé sa démolition restent à jamais inscrites dans nos mémoires. Au moment où ce mur tombait, en 1989, j'étais encore tout jeune, vivant au Togo et admirant l'Europe, ses valeurs de liberté et sa démocratie. Et comme beaucoup de jeunes togolais, l'Allemagne était le pays qui bénéficiait le plus de notre admiration.

Le hasard de l'histoire a fait que mon pays « le Togo » ait été nommé ainsi par les colons allemands. Suivant les pas des autres nations européennes dans la conquête des terres africaines, le chancelier Bismarck envoya le Dr Gustav Nachtigal négocier des « **traités de Coopération** » avec les royaumes qui vivaient sur ces terres que les allemands nommèrent par la suite « Togoland ». Ainsi naît l'histoire du pays nommé « Togo » dont je tiens actuellement le passeport. Si par la suite le Togo devint une colonie française, l'amour des allemands n'a jamais quitté cette terre qui jusqu'alors leur doit le tracé des principales routes nationales, les voies ferrées, la capitale Lomé et ses premiers plans d'aménagements. Malgré la brutalité des troupes allemandes qui ont brimé, à la force des baïonnettes, tous les peuples vivant sur ces sols qui refusaient de signer des « traités de coopération » avec ces « envahisseurs » migrants européens d'alors, le peuple togolais a gardé en souvenir la rigueur allemande au travail et leur pragmatisme dans la gestion autonome de la « colonie modèle » qu'était à leurs yeux le « Togoland ».

\* Editorial écrit par Samir Abi et publié par le Journal Allemand « Taz » le 28 juin 2017 dans le cadre du Forum Mondial sur la Migration et le Développement : <https://www.taz.de/Archiv-Suche!/5423914&s=-samir+abi&SuchRahmen=Print/>

\*\* Samir Abi est le Secrétaire Permanent de l'Observatoire Ouest Africain des Migrations

La tenue du Forum Mondial sur la Migration et le Développement à Berlin, en Allemagne, m'incite, en tant qu'héritier de cette histoire, à partager avec le peuple allemand ce passé commun qui a été le nôtre. Le passé récent a fait également de l'Allemagne, le pays européen qui a le plus soutenu le peuple togolais en lutte pour la démocratisation dans les années 90. Fuyant la répression de ces années de plomb et de terreur, les opposants togolais ont trouvé refuge en Allemagne d'où ils ne cessèrent de continuer la lutte pour le respect de la volonté du peuple togolais d'une alternance démocratique. De réfugiés, ils devinrent des migrants qui contribuent chaque année à 10 % de PIB du Togo par leur transfert de fonds. Les souvenirs marquant de ce passé commun ne laissent plus la place qu'à l'amertume que vivent à l'heure actuelle de nombreux togolais face aux murs que l'Allemagne érige avec l'Afrique.

La politique d'expulsion de nombreux togolais déboutés de leur demande d'Asile et les refus massifs de visa dont font l'objet les citoyens togolais désirant se rendre en Allemagne ont vite fait de briser l'idylle amoureuse entre les héritiers du « Togoland » et l'Allemagne. Le rapprochement politique entre Lomé et Berlin est venu également ajouter de la tiédeur dans la passion allemande au Togo. La volonté du Gouvernement Allemand de prendre pied économiquement en Afrique en ne tenant pas compte de la gouvernance démocratique et du respect des droits humains par les gouvernements africains avec lesquels il signe des « traités de coopération » est sans cesse dénoncée par la société civile aussi bien en Allemagne qu'en Afrique. Le nouveau « **Plan Marshall** » que propose l'Allemagne à certains pays africains est une preuve supplémentaire du retour vers les temps de conquête coloniale où la recherche de débouchés économiques est le maître mot de la coopération entre les pays européens et l'Afrique.

Mais face aux nouveaux murs de « Berlin » qui se créent sur le continent africain à cause du financement accordé par l'Union Européenne et des pays comme la France, l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne aux pays africains pour bloquer la mobilité des africains sur leur sol, il devient nécessaire de renouer avec les mobilisations qui ont permis la chute du mur de Berlin en 1989. En ce sens, le rôle des journalistes en Europe comme en Afrique est primordial. Par la plume, la voix ou l'image, ces derniers ont les outils pour éclairer les opinions publiques et vaincre les idées propagées par les groupes et partis fascistes qui créent des situations conflictuelles entre les peuples pour s'assurer la conquête

ou la conservation du pouvoir. Il était donc de notre devoir de nous associer à ce chantier lancé par le journal allemand Taz (die tageszeitung) pour aider à briser les nouveaux murs de « Berlin » à la force de nos plumes. Puisse ces mots en inspirer d'autres pour plus de ponts entre les peuples et les cultures à travers le monde.

*<http://www.obsmigration.org/fr/2017/07/ponts-non-murs/>*



KARA, une initiative au Niger par Maïmou Wali

## Maïmou Wali\*

Le Cercle d'Action et de Réflexion pour un Développement Local Innovant au Niger dénommé CERCLE.DEV, est un groupe de bénévoles dédié à la jeunesse nigérienne dans l'ambition d'inciter et d'accompagner les jeunes filles et garçons dans des actions citoyennes axées sur la mobilisation sociale et des ressources locales.

CERCLE.DEV est né pendant la période de l'extension des opérations de la secte Boko Haram dans la région de Diffa au Niger en 2015, qui a occasionné l'installation de plusieurs camps de populations déplacées avec des besoins humanitaires pour plus de 70 000 personnes dont des femmes et des enfants vivant des situations de précarité.

Face à ce grand défi, les bénévoles de CERCLE.DEV ont initié en janvier 2016, une opération de collecte d'habits, couvertures et vivres pour soulager les populations victimes du phénomène de Boko Haram. Cette initiative était

\* Présidente du Cercle.DEV Niamey, Niger (site web : [cercledev.org](http://cercledev.org))

une première dans un contexte où les actions humanitaires relèvent du ressort des organisations internationales.

L'opération de collecte appelée « KARA » en langue Haoussa qui veut dire assistance en langue française a démarré à travers des messages de mobilisation sur les réseaux sociaux. L'appel à la mobilisation a connu très rapidement un grand succès et la jeunesse nigérienne a adhéré à la cause avec la multiplication des opérations de collecte dans les autres régions du pays (Agadèz, Zinder, Maradi et Tahoua).

L'initiative a progressivement fait la une sur facebook et s'est élargie à la diaspora dans la sous-région, en Europe, en Asie, aux Etats Unis et au Canada. Une page facebook a été dédiée à l'évènement avec l'inscription de plus de 2500 jeunes filles et garçons au mouvement qui a évolué sur le nom de « Diffa I care ».

Le mouvement des jeunes 100 % citoyen avec comme principe premier le bénévolat, a servi de cadre d'échanges, de renforcement de liens de solidarité et un déclic pour un élan d'actions citoyennes au Niger, avec le soutien des artistes nigériens de la presse, des entreprises, des compagnies de transport et de téléphonie cellulaire, des opérateurs économiques, des organisations de la société civile, des collectivités, des autorités coutumières et administratives et des bonnes volontés.

Les délégations des jeunes filles et garçons issues de différents horizons ont convergé à Diffa en mai 2017 pour soutenir les populations déplacées dans les différents camps malgré le contexte de la situation sécuritaire dans la région.

Le mouvement a collecté et distribué plus de 100 000 habits toute nature confondue, 70 000 paires de chaussures, 40 000 couvertures, 55 000 ustensiles de cuisine, 200 matelas, 1500 articles de fournitures scolaires et 4 tonnes de céréales.

Plus de 35 000 donateurs individuels, 10 entreprises, 10 ONG nationales et internationales, 10 structures des jeunes et 2 compagnies de voyages ainsi que les collectivités locales.

Les grands défis de cette expérience restent la sauvegarde de l'originalité citoyenne du mouvement, développer la connexion entre les jeunes et briser les différences.

Rompre définitivement avec la logique de main tendue et créer une dynamique de mobilisation sociale et de ressource locale pour un développement local autonome !

## Retour « volontaire » de 154 infortunés burkinabé de la Libye

Sébastien Ouedraogo\*

Responsable de Alert Migration, Ouagadougou, Burkina Faso

alert\_migration@yahoo.fr

En marge de la rencontre de Mapinduzi Unit du 18 au 21 avril 2017, sur le thème « Métissages, Migrations et Mouvement de Jeunes » à Ouagadougou dans la capitale burkinabé, les participants ont, grâce à l'association « Alert Migration », point focal pays de l'Observatoire Ouest Africain des Migrations, pu se rendre compte des conditions de retour en cette soirée de mercredi 19 avril de la Libye de 154 infortunés burkinabé. Parmi les 154 migrants, on note la présence de sept (7) femmes et des enfants ; l'âge de ces jeunes était compris entre 17 et 35 ans. Ce retour organisé par l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) dans le cadre de son programme d'aide au retour volontaire et à la réintégration (ARVR) est salué par la grande majorité des migrants. Si certains sont de retour avec un kit minimum (valise, sacoché, portable), d'autres par contre sont rentrés bredouille pourrait-on

\* Journaliste, Butembo, RDC



dire vu l'état dans lequel ils se trouvaient (chemise et pantalon offert par l'OIM). Ces infortunés confirment à travers leur témoignage les dures conditions de vie notamment la vente et l'esclavage dont sont victimes les noirs africains sur le sol africain, l'insécurité grandissante dans les rues de Tripoli (risque permanent d'enlèvement, de maltraitance et de séquestration) et les diplomates africains en poste sont eux aussi victimes de menaces. Les migrants, encore sous le choc, racontent amèrement leur mésaventure et leur propos ne laisse personne indifférent « je peux vous manger cru, a dit un libyen », « il faut les chasser de nos pays » laissent – ils entendre à tout bout de champ. Toujours présente à chaque retour volontaire ou forcé de migrants, l'Association Alert Migration assiste sur place les migrants, les reconforte de concert avec l'OIM et les structures de l'Etat (comme la CONASUR). Elle milite pour le respect des droits des migrants et des membres de leur famille et déroule à cet effet un paquet de services (plaidoyers, émissions radio et télé, caravane de sensibilisation, production de gadgets, etc.) à l'endroit des autorités coutumières, administratives politiques et religieuses, des leaders d'opinion, des responsables et organisations de la société civile. Cette jeune structure ambitionne à créer des cadres permanents de rencontre et d'échanges, à sensibiliser et aussi former les jeunes sur les droits des migrants car nous sommes convaincus que plus le jeune est formé moins il prend de risques dans ses projets de mobilité voire de migration.



# Crise anglophone au Cameroun : Opportunité d'élaboration d'un projet d'identité nationale

Kamdem Souop\*

## RESUME

Alors que depuis plus de deux mois, le gouvernement camerounais a pris la décision de couper la connexion Internet dans les deux régions anglophones du pays, comme réponse à la peur de voir la toile inondée de diverses sortes d'informations sur ce qui s'y passe et de servir de courroie de transmission de mots d'ordre des activistes et même des sécessionnistes, la crise s'enlise.

Devant l'impasse qui a pris corps au lendemain de l'arrestation des leaders de la contestation qui servaient en même temps de négociateurs de la partie anglophone, les populations de l'arrière-pays anglophone, hésitantes au début, ont pris fait et cause pour ceux qui sont appelés à répondre de chefs d'accusation pouvant leur coûter la vie. Elles ont choisi de développer la désobéissance civile, en s'exemptant de travailler trois jours par semaine et en retenant leurs enfants à la maison.

Il s'avère désormais impératif, devant les échecs de conciliation du gouvernement et la radicalisation des positions sur le terrain, fort coûteuses à l'économie et à l'image du pays, de formuler des propositions qui, non seulement adressent la crise anglophone, mais trouvent de manière plus globale une solution durable au problème de fond du pays : l'absence d'une identité camerounaise.

\* Ecrivain, Directeur de publication de [www.villesetcommunes.info](http://www.villesetcommunes.info), Brazzaville, 24-26 mars 2017

## Introduction

Le Cameroun avait déjà connu le maquis, les villes mortes, les grèves de la faim. Il faudra désormais ajouter à cette liste la crise dite anglophone ou le « problème anglophone ». Elle avait été prédite par Ngouo Woungly-Massaga, alias Commandant Kissamba pour le compte de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) pour dénoncer la « mascarade de référendum » de mai 1972. Elle avait été ensuite révélée il y a déjà une trentaine d'années par Mongo Béti dans une tribune d'une rare actualité, puis soulignée par Achille Mbembé dans une tribune en 2005. Finalement, elle a été mise à nu par la succession d'événements amorcés à Bamenda en novembre 2016, avant de s'étendre à l'ensemble des deux régions anglophones du pays : le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.

Mais qui est anglophone ? Cette question est cruciale dans la compréhension des enjeux socio-culturels et politiques de la problématique anglophone et de la durabilité de la cohésion sociale. Différentes dynamiques sociales et engagements par rapport à la question anglophone placent les Camerounais à différents niveaux du « spectre anglophone », selon certains analystes. Le premier niveau est celui des deux langues officielles que sont le français et l'anglais et dont l'hégémonie sur les quelques 200 langues du pays fait qu'un Camerounais est anglophone parce que sa première langue officielle est l'anglais. Au deuxième niveau, un Camerounais anglophone est une personne qui descend des lignées ancrées dans l'ancien Cameroun Occidental, même si sa première langue n'est pas l'anglais. Un troisième niveau montre qu'un Camerounais anglophone peut être un francophone dont la langue d'enseignement est l'anglais, ou qui a appris l'anglais plus tard dans sa vie de façon suffisante pour être affecté par la culture anglophone, ou encore qui a vécu suffisamment longtemps dans les régions anglophones au point d'en avoir adopté les modes de vie, au point d'être stigmatisé pour cela. Enfin, un quatrième niveau révèle des Camerounais qui peuvent ou pas parler anglais, qui peuvent ne pas être descendants de Cameroun occidental, mais qui comprennent le problème anglophone tel qu'il est présenté ci-dessus, admettent son existence et défendent activement le droit de protéger le patrimoine, les valeurs des Anglophones dans l'esprit des accords de Fouban.

On le voit, le problème n'est pas forcément ou toujours lié à une identité linguistique, mais va jusqu'à s'ancrer dans une perspective socio-politique de l'histoire, la gestion et l'évolution politique du Cameroun.

Cerner les tenants et aboutissants possibles de la crise dite anglophone au Cameroun, dont par exemple la nécessité de définir enfin une identité nationale camerounaise, projet ignoré volontairement depuis l'assassinat des véritables pères de l'indépendance du Cameroun entre les années 1957 et 1971, nécessite d'aller aux sources de cette crise, de repérer les enjeux communicationnels de la crise gérés maladroitement par le gouvernement, et de voir comment les jeunes anglophones regroupés de manière plus ou moins structurée ont sans doute posé les prémices d'une redéfinition du jeu des acteurs politiques au Cameroun.

## 1. Aux sources de la crise : brouillages référentiels ou incapacité à cerner le problème de fond ?

Le **21 novembre 2016**, les habitants de la ville de Bamenda, chef-lieu de la région du Nord-Ouest, profitent d'un appel à la grève lancé par des syndicats d'enseignants qui dénoncent un système éducatif anglophone qui se « *francophonise* » de plus en plus, pour exprimer leur ras-le-bol : ils ne veulent plus des professeurs francophones qui enseignent l'anglais à leurs enfants alors qu'ils ne maîtrisent pas la langue, ils ne veulent plus des médecins francophones dans leurs hôpitaux et exigent que les déclarations d'impôts et autres documents administratifs ne soient plus conçus qu'en langue française et que leurs conditions de vie s'améliorent. Ce faisant, leurs revendications rejoignent celles des avocats, qui dénoncent de leur côté la non-translation de lois et de documents juridiques en anglais au moment de leur publication (Code pénal, OHADA) et la nomination de magistrats qui ne maîtrisent pas la langue anglaise dans les deux régions anglophones.

Le **25 novembre 2016** : « Il n'existe pas de problème anglophone au Cameroun ». Atanga Nji, ci-devant Ministre chargé des missions à la Présidence de la République et Chef de la délégation permanente du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) dans le département de la Mezam (Nord-

Ouest), dont le passé comporte des zones d'ombre qui obligent les observateurs à se demander comment le Chef de l'Etat a pu le nommer Secrétaire Permanent du Conseil National de Sécurité, prend de court tout le monde et utilise les colonnes du quotidien gouvernemental, Cameroon Tribune du jour, pour non seulement marteler que « les anglophones ne sont pas marginalisés, mais je dirai en plus, preuves à l'appui que le Chef de l'Etat, SE Paul Biya, a toujours accordé aux anglophones un traitement préférentiel. Je suis surpris de ce débat qui n'a pas sens », « Les avocats ont commencé leurs revendications par la traduction des textes OHADA, la Common Law, etc. Aujourd'hui, ces mêmes avocats parlent d'une prétendue marginalisation des anglophones et vont jusqu'à parler d'un retour au fédéralisme de 1961. C'est inacceptable et intolérable. Aucun homme de bon sens ne peut prendre ces avocats au sérieux ». Non content de cette sortie publique, il manquera de se faire lyncher au Nord-Ouest par une foule de jeunes probablement en effet hors de sens, alors qu'il y tente une mission de pacification. Plus tard, il se dit qu'il inspirera le communiqué du Président du Conseil National de la Communication sur l'interdiction faite aux médias de parler du fédéralisme dans leurs espaces et colonnes.

A la suite des menaces du Secrétaire Permanent à la Sécurité de « traquer » les activistes partout où besoin est, les sécessionnistes du Southern Cameroon National Council (SCNC) s'invitent dans la crise en récupérant les premiers dividendes, au point d'élargir le rayon de leurs sympathisants avec l'enlèvement pourtant évitable. Et, les forces de l'ordre, dépassées, sont renforcées par les militaires qui sont invités à rétablir l'ordre par tous les moyens. Les jeunes, en majorité les étudiants, sont molestés, leurs chambres cassées pour les en sortir, les filles humiliées et certaines violées. Les images circulent abondamment sur la toile, suscitant un tollé et une indignation à la mesure de ce qu'on y voit.

**Le 22 décembre 2016**, dans un mémorandum signé par cinq évêques anglophones de la province épiscopale de Bamenda (Mgrs George Nkuo, évêque de Kumbo et Président de la Bamenda provincial Episcopal Conference [BAPEC], Cornelius Fontem Esua, archevêque de Bamenda, Immanuel Bushu évêque de Buea, Andrew Nke, évêque de Mamfe et Agapitus Nfon, évêque de Kumba) l'on apprend que « *Depuis quelques mois, il y a eu une série de troubles et de violences dans certaines villes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun occasionnés par la grève des avocats anglophones et des syndicats des ensei-*

*gnants du sous-système éducatif anglophone. Ceux-ci ont entraîné la perte de vies humaines et la destruction de biens de certains citoyens. Il y a eu des violations flagrantes des droits de l'homme, comme en témoignent des témoignages crédibles et des images sur les chaînes de télévision locales et les réseaux sociaux ». Ils en profitent pour faire un rappel historique où ils présentent un problème anglophone créé à leurs yeux par le Président Ahmadou Ahidjo et qui s'est aggravé avec le temps au point d'aboutir à « l'érosion délibérée et systématique de l'identité culturelle du Cameroun Occidental » et de générer en bout de chaîne des groupes sécessionnistes.*

**Le 31 décembre 2016**, dans son traditionnel discours à la nation, Paul Biya s'exprime au sujet des grévistes : « Par le fait d'un groupe de manifestants extrémistes, manipulés et instrumentalisés, des Camerounais ont perdu la vie ; des bâtiments publics et privés ont été détruits ; les symboles les plus sacrés de notre nation ont été profanés ; les activités économiques ont été paralysées momentanément ».

**Le 03 janvier 2017**, dans un communiqué rendu public, l'élite politico-administrative anglophone, composée d'une centaine de signataires, dont des députés et sénateurs censés représenter le peuple, rassurent le pouvoir que les cours reprendront effectivement le 09 janvier. Désaveu complet de la part de la base qui n'y obéit point. Et à juste titre, puisque cette élite à l'annonce du discours du Chef de l'Etat à la nation du 31 décembre 2016 souligne : « ayant à l'esprit la ferme condamnation par (le chef de l'Etat) de tous les actes de violence quels que soient leurs origines et leurs auteurs, et son engagement à tirer toutes les conclusions des enquêtes en cours sur les allégations des violences survenues récemment dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; (...) Lançons un appel pour la reprise des cours sur l'ensemble de ces deux régions, invitons tous les enseignants, syndicats d'enseignants, fondateurs d'établissements scolaires, parents, membres de la société civile, politiciens, commerçants, opérateurs économiques, chauffeurs de taxis, conducteurs de motos taxis, étudiants, élèves et citoyens de bonne volonté, à veiller à ce que les cours reprennent effectivement dans les régions du Nord- Ouest et du Sud-Ouest, afin de sauver l'année scolaire et académique déjà compromise de nos enfants, et assurer ainsi leur avenir».

Le 07 janvier 2017, les Chefs traditionnels du Cameroun, réunis à Yaoundé, ont adressé une motion de soutien au Chef de l'Etat. Parmi eux, des hauts responsables du pays, qui par divers moyens sont devenus autorités traditionnelles : Jacques Fame Ndongo (Ministre de l'Enseignement supérieur et Chef de 3e degré de Nkolandom, région du Sud), Alim Hayatou (Secrétaire d'Etat à la Santé et Lamido de Garoua, région du Nord), Camille Mouthé à Bidias (Directeur général du Fonds National de l'Emploi et Chef de village à Bafia, région du Centre), Jean Jacques Ndoudoumou (ex-Dg de l'Agence de Régulation des Marchés Publics et Chef de village).

Le même jour, les membres de l'Union des Fous du Nord-Ouest ont, dans un mémorandum, invité le Chef de l'Etat à prescrire un dialogue honnête et franc comme seule issue à la crise. Ils ont en outre rappelé que dès novembre, ils avaient exprimé leur opinion sur le fait que seul un dialogue inclusif pouvait permettre aux parties en présence de traiter du problème.

Le 09 janvier 2017 : Durcissement de ton des activistes regroupés au sein du consortium constitué d'avocats, d'enseignants et de membres de la société civile anglophone (Cameroon Anglophone Civil Society Consortium, CACSC), qui avaient donné un ultimatum au gouvernement s'il continuait d'ignorer leurs revendications. Début du mouvement général couplant grèves et villes mortes dans les deux régions, malgré policiers, gendarmes et militaires dans les rues. Avant de passer à cette « *méthode forte* », les grévistes avaient posé un ultimatum au gouvernement avec lequel aucune négociation n'a abouti jusqu'ici : libérer toutes les personnes interpellées lors des violences du 21 novembre et 8 décembre 2016, avant la relance des discussions. « *Mais, comme toujours, le gouvernement ne nous écoute pas. Ces jeunes sont encore à Yaoundé. Beaucoup parmi eux sont gravement malades, soupire Wilfred Tassang, secrétaire général de la Cameroon Teachers Trade Union (CATTU), l'un des syndicats des enseignants en grève. Tant que nos revendications ne seront pas prises en compte, nous n'allons pas arrêter notre grève. Il faut qu'on cesse de nous marginaliser.* » D'ailleurs ils menacent d'étendre la grève aux régions francophones.

Le 10 janvier 2017, Radio Hot Cocoa, l'une des radios les plus écoutées de Bamenda est fermée sur ordre du gouverneur de la région du Nord-Ouest au motif d'« *incitation à la violence, à la haine et à la désobéissance civile* ». Les

habitants, habitués à intervenir dans des émissions où les auditeurs ont la parole, ne peuvent donc plus exprimer leur « *ras-le-bol* » face aux « *injustices* » dont ils se disent victimes en tant qu'anglophones, notamment dans l'émission « *Biggest Breakfast Show* » (BBS).

Le même jour, David Abouem à Tchoyi, ancien Gouverneur des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ancien Ministre de l'Enseignement supérieur, ancien Secrétaire général des services du Premier ministre et ancien Secrétaire général de la Présidence de la République, signe une tribune libre sur la crise. Il y souligne ce qu'elle n'est pas, « Ce n'est pas un problème de vivre ensemble. N'est-ce pas cette région qui accueillit à bras ouverts des milliers de Camerounais fuyant l'indigénat et les travaux forcés ? C'est elle aussi qui donna refuge à de nombreux upécistes traqués par les forces coloniales », avant de dire ce qu'il pense qu'elle tient en six points : (i) la critique de l'Etat centralisé, (ii) le transfert des centres de décision de Yaoundé, loin des populations et de leurs problèmes, (iii) le non-respect des engagements relatifs à la prise en compte, de manière équitable, des cultures et traditions institutionnelles, juridiques, administratives ... héritées des anciennes puissances administrantes, (iv) le non-respect des promesses solennelles faites pendant la campagne référendaire, (v) le changement du nom de l'Etat : remplacement de « la République Unie du Cameroun » par « la République du Cameroun » et (vi) le non-respect du bilinguisme dans le secteur public, bien que la Constitution fasse du français et de l'anglais deux langues officielles d'égale valeur.

**Le 17 janvier 2017 :** Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation signe un texte interdisant le Southern Cameroons National Council (SCNC) et le Consortium de la société civile.

Le même jour, le Ministre de la Communication affirme lors d'un point de presse : « *Il est inconcevable, voire impensable de croire un seul instant que du fait d'un héritage politico-culturel qui a formaté notre modèle sociétal, du fait de cet héritage dont nous sommes tous fiers, le Président de la République en vienne à s'exonérer d'une mission régaliennne que lui a confié le peuple souverain (...)* »

Ce même jour, Fontem Afoteka'a (enseignant), Nkongho Félix Agbor Balla (avocat) et Mancho Bbixy alias Bbc (animateur radio) sont arrêtés et transférés à Yaoundé.

**Le 18 janvier 2017**, Laurent Ezzo, ministre d'État, ministre de la Justice Garde des Sceaux, remet solennellement 303 exemplaires du Code pénal, des actes Uniformes OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires) et traités version anglaise, à Nié Albert Nganjé et Émile Essombé. Ces derniers sont respectivement Procureurs près les Cour d'appel des Régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest.

**Le 19 janvier 2017**, le gouvernement prend la décision de couper la connexion internet dans les deux régions anglophones, en dehors des voies satellitaires. Motif officiel ? La « préservation de l'ordre public », après la diffusion de « fausses informations » sur les réseaux sociaux... L'ONG « Internet sans frontières » estime à 310 millions de francs CFA les pertes, par jour de coupure, pour le secteur économique. Inspirée par le hashtag #BringBackOurGirls destiné à soutenir les lycéennes nigérianes victimes de rapt, la toile « camerounophile » a lancé #BringBackOurInternet (« Rendez-nous notre Internet »). Cette campagne de résistance au musellement a enregistré le soutien précieux du lanceur d'alerte américain Edward Snowden.

**Le 20 janvier 2017** : Publication d'un communiqué du Conseil National de la Communication menaçant de suspension ou de fermeture tout organe qui traiterai dans ses espaces ou colonnes de la question du fédéralisme.

**Le 21 janvier 2017** : Arrestation de Paul Ayah Abine, anglophone et Avocat Général près la Cour Suprême et détention au Secrétariat d'Etat à la Défense. En plus de n'avoir pas vu la procédure relative à la mise en accusation des magistrats de la Cour Suprême s'appliquer dans son cas, il y a quelques jours, il se plaignait de n'avoir toujours pas été notifié des charges qui pèsent sur lui, près de deux mois après avoir été « enlevé ». Me Emmanuel Simh, avocat, rappelle la procédure à suivre : « L'arrestation de Paul Ayah Abine est une violation du Code de procédure pénale. Lorsqu'un magistrat est susceptible d'être poursuivi, le procureur général compétent présente une requête au président de la Cour suprême qui désigne un magistrat chargé d'instruire l'affaire et trois autres, d'un rang au moins égal à celui du mis en cause, au niveau de la hiérarchie de la Cour suprême ».

Le 23 janvier 2017, par le décret n°2017/013, le Chef de l'Etat crée la Commission Nationale de Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme, placée sous son autorité et dont les missions devraient permettre de maintenir la paix, consolider l'unité nationale et la pratique du vivre ensemble des populations.

Le 24 janvier 2017, Jacques Fame Ndong, Ministre de l'Enseignement supérieur, dans Cameroon Tribune, souligne que : « *Nous devons absolument préserver, consolider et densifier les sous-systèmes éducatifs anglophones* ». Alors que quelques semaines plus tôt, il avait signé un communiqué dans lequel il demandait aux parents enseignants et étudiants confondus de « *faire prévaloir le droit à l'éducation inhérent à la Constitution et de ne pas céder aux manœuvres répréhensibles qui relèvent de la guerre psychologique* ».

Le 25 janvier 2017 : Le Ministre de la Communication affirme sur RFI : « *Nous disons que dans le cadre de la décentralisation, dans le cadre de l'application intégrale du bilinguisme, il n'y a pas de problème qui ne trouve pas de solution* ».

Le 31 janvier 2017, au cours d'une audience que leur accorde le premier ministre en présence de Jacques Fame Ndong, ministre de l'Enseignement supérieur et souvent présenté comme plume du Chef de l'Etat, les Evêques anglophones ont demandé au gouvernement de rouvrir les négociations avec toutes les parties impliquées pour une solution pacifique de la crise.

Le 10 février 2017, le Chef de l'Etat, dans son discours à la jeunesse déclare : « *Face à cette situation, le gouvernement a été amené à prendre des mesures pour maintenir l'ordre, assurer la sécurité des citoyens et de leurs biens, et mettre à la disposition de la justice leurs auteurs et suspects des agissements criminels que je viens de mentionner. Cette action nécessaire va se poursuivre dans le respect des lois et règlements de la République* ».

Le 13 février 2017 : première audience du procès de Fontem Afoteka'a, Nkongho Félix Agbor Balla et Mancho Bbixy alias Bbc, représentés par la crème des avocats camerounais au nombre desquels Ben Muna, Charles Tchoungang, et Patrice Monthé que rejoindra Maurice Kamto quelques semaines plus tard.

A cette occasion, ils ont dénoncé l'interdiction du droit de visite et les humiliations subies par leurs clients. La moindre n'étant pas le fait de leur notifier les actes d'accusation en français, en plus d'être détenus et jugés hors de leur lieu de résidence et de production des actes querellés.

**Le 15 février 2017**, Issa Tchiroma Bakari, Ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement réunit la presse pour dit-il « faire le point sur les procédures judiciaires visant certaines personnes mises en cause suite aux événements intervenus dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ». Il y dit en substance : « 82 personnes ont été interpellées, et 21 ont été par la suite remises en liberté à la date d'aujourd'hui. Parmi les 61 personnes toujours en détention, 31 sont en instance de jugement devant la juridiction compétente, à savoir le Tribunal militaire de Yaoundé. Il est à noter que parmi les personnes en instance de jugement, l'une d'elles est poursuivie libre ». Pour rappel, il a indiqué pour quels chefs d'accusation, le gouvernement entend faire entendre la prééminence de la puissance publique : « actes de terrorisme, hostilité contre la patrie, sécession, révolution, insurrection, outrage au président de la République, outrage aux corps constitués et aux fonctionnaires, rébellion en groupe, guerre civile, propagation de fausses nouvelles, apologie de crimes » dont certains sont passibles de la peine de mort depuis l'adoption de la loi du 23 décembre 2014 sur le terrorisme dont l'article 2 stipule : « Est puni de la peine de mort, celui qui, à titre personnel, en complicité ou en coaction, commet tout acte ou menace susceptibles de causer la mort, de mettre en danger l'intégrité physique, d'occasionner des dommages corporels ou matériels, des dommages des ressources naturelles, à l'environnement ».

Le même jour, un groupe de parlementaires anglophones du RDPC, réunis autour de Simon Achidi Achu, ancien premier ministre et Vice-président du Sénat, invite le Chef de l'Etat à écouter la voix du peuple en faisant libérer les activistes pour apaiser les tensions et faciliter la résolution de la crise. Un geste attendu de la part du gouvernement et réclamé déjà par les organisations de la société civile et les chefs traditionnels du Nord-Ouest.

**Le 03 mars 2017** : les bâtiments de la Faculté de médecine de l'Université de Bamenda sont incendiés par des personnes non identifiées.

**Le 06 mars 2017**, l'hebdomadaire « La Nouvelle » fait savoir que les séparatistes du « Southern Cameroon » encore appelée « République d'Ambazonie » seraient en train de mettre sur pied une armée, la « Southern Cameroon Defense Forces », avec des appuis américains avec en toile de fond l'exploitation du pétrole de Bakassi. Un certain Nsoh Foncha Nkem se déclare Chef d'État-Major de cette armée. Position partagée par le géopoliticien Luc Michel. Le journal dit « avoir tenté de recouper des informations auprès des forces de défenses camerounaises, mais rien ne filtre, et aucun démenti n'a été formulé. Ce qui pourrait laisser croire que la menace a tout de même été prise au sérieux ».

**Le 15 mars 2017** : Paul Biya nomme les membres de la Commission Nationale de Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme, avec comme président Peter Mafany Musonge, ancien premier ministre, Grand Chancelier des Ordres Nationaux qu'il cumule avec la position pourtant incompatible de sénateur (nommé), entre autres nombreuses casquettes, un homme qui ne s'est pas privé au plus fort de la crise d'accuser publiquement les élites anglophones du Nord-Ouest d'animer la grève et les révoltes dans leur si « douce et paisible » région du Sud-Ouest, souhaitant faire des originaires de cette dernière les esclaves de ceux du Nord-Ouest, et appelant ainsi les populations à se constituer en groupes pour appuyer les autorités et les forces de l'ordre dans la répression contre les grévistes. Comment obtenir d'un tel homme qu'il réussisse dans sa mission si tant est que cette commission servira effectivement à quelque chose dans la résolution de la crise ?

**Le 19 mars 2017** : D'après le quotidien Le Jour, plusieurs personnes ont reçu un message les informant de l'ouverture d'un compte bancaire à la Bank of America pour financer le « Southern Cameroon » encore appelé « Ambazonie ».

**Le 23 mars 2017** : deuxième audience du procès contre les activistes Fontem Afoteka'a, Nkongho Félix Agbor Balla et Mancho Bbixy alias Bbc. Devant l'absence des témoins que l'accusation devait présenter, les avocats des défenseurs introduisent une demande de mise en liberté provisoire. Le juge décide de l'examiner le 27 avril prochain.

Le même jour, le deuxième procès contre 25 activistes dont Mancho Bbixy alias Bbc accusés « d'actes de terrorisme, rébellion, hostilité à la patrie, dégradation des biens publics, pillage en bandes ». Ils ont tous plaidé non coupables et l'affaire a été renvoyée au 27 avril.

Un troisième procès s'est ouvert le même jour contre 5 activistes pour, « actes de terrorisme, complicité d'hostilité à la patrie, succession et financement de terrorisme ». L'affaire a été également renvoyée au 27 avril pour comparution des témoins de l'accusation.

Bon à savoir : Trois fois, le Premier ministre, chef du gouvernement, Philemon Yang, anglophone originaire du Nord-Ouest a été dépêché par le Chef de l'Etat pour trouver une solution à la crise. Trois fois, il y a eu échec. Il y a pourtant rencontré les leaders syndicaux, les parents d'élèves, les chefs traditionnels, les organisations de la société civile. Mais il s'est tiré plusieurs balles dans les pieds en rappelant que la forme unitaire de l'Etat était non négociable et que c'est un crime d'empêcher aux enfants d'aller à l'école et aux commerçants de faire leur commerce. Comment croit-il réussir sa pacification en tenant un tel discours ? Au mieux, il paraît aux yeux des autres anglophones comme un homme mou sans épaisseur et qui fait pitié, au pire comme un « traître » qui, malgré le pouvoir dont, il dispose si tant est qu'il en ait le moindre, ne fait rien pour faire entendre la cause de tous les anglophones. Dans les deux cas, il est coupable et condamné. Et son patron le sait en l'envoyant au casse-pipe.

Quelle lecture le gouvernement veut-il que les populations anglophones, notamment celles vivant effectivement au Nord-Ouest et au Sud-Ouest, fassent des effets d'annonce tendant à souligner que tout est rentré dans l'ordre alors qu'il n'y a pas une once d'avancée sur les revendications de départ et les complications liées à l'arrestation de ceux qui ont eu le courage de braver l'Etat pour que la cause des « muets » de ces régions soit entendue ? Il y a une volonté établie de brouiller les cartes alors qu'en face, la détermination grandit au jour le jour.

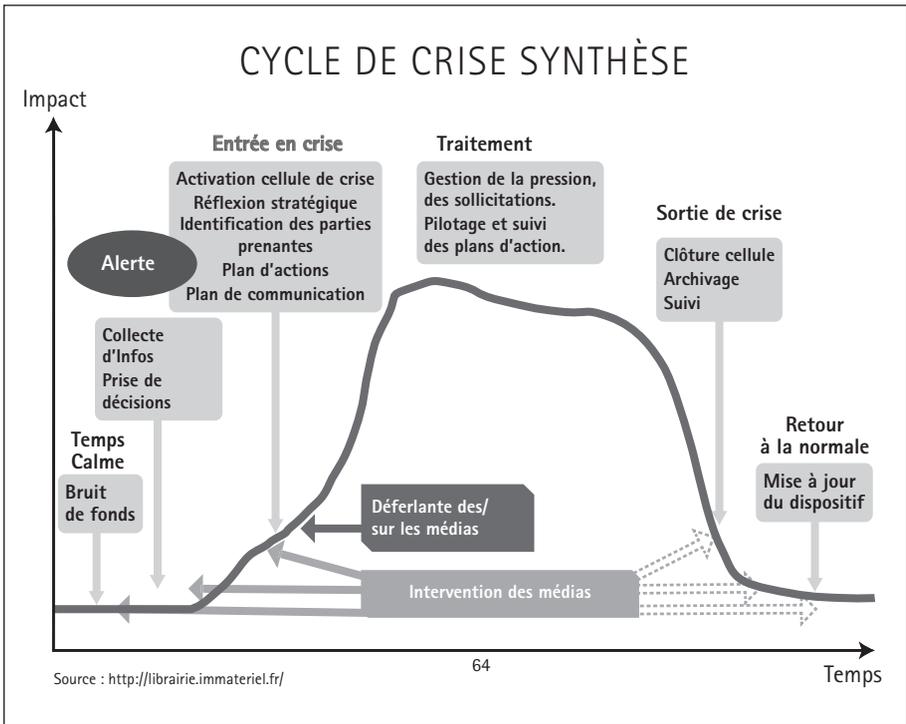
Désormais, la libération sans condition de ces activistes constitue l'une des conditions non négociables à la reprise du dialogue, en plus du rétablissement de la connexion Internet ainsi que la démilitarisation des zones anglophones. Comment reculer sans perdre la face ? Telle est la question qui taraude le gouvernement après toutes ses bourdes et son addiction au bluff. Perdre la

face actuellement, ne serait plus seulement la perdre avec les anglophones. Le risque de voir son effet se reproduire ailleurs est l'épée qui pend au dessus d'un régime repu d'un pouvoir usé mais qu'il n'entend pas céder.

## 2. Enjeux communicationnels : comment communiquer au 21e siècle quand on est un gouvernement aux abois ?

Quand il faudra faire le bilan de cette crise, ce qui frappera les esprits, c'est la question de la communication, notamment la communication gouvernementale vue sous le triple prisme de la communication de crise, de la communication politique et de la communication sociale.

La faute est doublée de circonstances aggravantes, lorsqu'on sait que la communication du grand parti national, celle du président de la République et celle du gouvernement ont longtemps été – et le sont sans doute encore – l'apanage



de l'un des plus grands enseignants de communication que le pays ait enfanté. C'est dire à quel point la responsabilité de ces lumières du peuple est engagée quand on regarde aux efforts inouïs faits pour fouler aux pieds les préceptes qu'ils enseignent par ailleurs à l'université.

### (i) Communication de crise : la triple erreur du gouvernement

La communication de crise est un élément crucial dans un bon système de gestion de crise. Elle contribue à limiter les impacts négatifs des crises en répondant de façon efficace, ponctuelle et responsable aux besoins d'information de toutes les parties prenantes.

La communication de crise est entrée dans une nouvelle ère depuis l'avènement d'internet et en particulier des réseaux sociaux (Facebook, Twitter...). Désormais, consommateurs, militants, citoyens disposent de médias accessibles, disponibles en permanence pour exprimer leur mécontentement et mobiliser leurs pairs : blogs, forums des grands sites, en plus des réseaux sociaux. Les médias traditionnels, il faut le rappeler, utilisent de plus en plus le web comme source d'information. Ce nouveau contexte augmente la pression sur les entreprises, les institutions et particulièrement nos gouvernements : il renforce l'accès à l'information, les exigences de réactivité et modifie les modalités transactionnelles.

Or, dans le cadre de la gestion de la crise anglophone, le gouvernement s'est pris les pieds dans le tapis plusieurs fois au lieu d'adopter la stratégie de la reconnaissance qui aurait permis, avec un *mea culpa* d'aller au cœur du problème, avec des assises élargies et de questionner le mal à la racine. Il a plutôt adopté et implémenté quasiment toutes les facettes des stratégies du détournement et de la contre-attaque et pas forcément dans un ordre chronologique, et même quelquefois combinées :

#### ◆ Première stratégie : le détournement

*Le complot de l'accusateur* : Jamais les Camerounais n'avaient autant été habitués à entendre parler de « gens tapis dans l'ombre », d'« ennemis de la République » que depuis qu'un ancien opposant au régime est le porte-parole du gouvernement. Et cela n'a pas manqué de revenir au moment d'évoquer la crise dite anglophone ou des régions anglophones.

◆ **Deuxième stratégie : la contre-attaque**

*Le déni de la crise* : Dès les premiers moments, le gouvernement a répété qu'il n'y avait aucune crise à Bamenda, où tout a commencé, ni dans les régions anglophones. A grand renfort de publicité, il l'a martelé et quand les images ont inondé la toile, il a changé de discours en reconnaissant l'existence d'un problème mais en s'empressant de le minimiser, en invoquant qu'il y a plus grave que le problème anglophone. Ce d'autant plus que l'actualité de l'Extrême Nord, y a contribué, avec notamment la lutte contre la nébuleuse terroriste Boko Haram qui a valu d'ailleurs au pays de connaître le premier décès d'un général d'armée sur le front.

*L'accusation d'autrui* : Cette formule a l'avantage de détourner le regard des vrais coupables de la situation. Elle est assez proche de la formule ci-dessous, en ce qu'elle dédouane le gouvernement en poussant le public à regarder ailleurs, dans la brume de la faune infinie des acteurs autres que ceux qui ont la charge de conduire la nation. Et elle semble avoir marché, si l'on se fie aux nombreuses prises de paroles d'Anglophones de l'appareil d'Etat et des francophones habitués à écumer les plateaux de radio et de télévision. Avec en toile de fond l'agitation du spectre hideux de la sécession, présentée comme enjeu réel des revendications anglophones.

*L'identification de fusibles ou boucs-émissaires* : En choisissant de contrattaquer, le gouvernement s'est sans doute mis dans une posture dont il aura du mal à sortir indemne pour la simple raison qu'il y a beaucoup trop de précédents dont les Camerounais gardent le souvenir vivace. Et peu importe qu'il ait choisi la formule de ne pas faire de commentaire ou de dire, comme on l'a maintes fois vu avec des titres pompeux de la presse publique (CRTV et Cameroon Tribune) sur un retour à la normale plusieurs fois démentis par une réalité se durcissant chaque jour davantage, que la crise relève du passé, la vérité est que le pays est loin d'en avoir fini avec la crise. Alors le gouvernement, définitivement terré dans la contrattaque a sorti ce qu'il ne fallait surtout pas sortir : la formule du fusible ou du bouc-émissaire.

De nombreuses personnes ont fait l'objet d'arrestations dans les deux régions et ont été déportées à Yaoundé pour être jugées – excusez du peu ! –

par le Tribunal militaire. En matière de complexe de Gribouille, on ne pouvait mieux faire. Résultat des courses, même si les leaders de la contestation jouissaient d'une côte de popularité discutable au sein de la population anglophone, ils ont par leur arrestation et les premières évolutions de leurs conditions, cristallisé toutes les attentions et émotions des anglophones au point où une grande majorité pour ne pas dire tous ont pris fait et cause pour eux. A l'exception, bien sûr, de ceux qui attablés avec le Prince, jouissent de nombreux avantages de leur position lénifiante.

Et mesure des plus incompréhensibles, à la fois sur le plan de son coût politique, social, économique et stratégique : la coupure d'internet dans les deux régions anglophones jusqu'à nouvel avis depuis janvier 2017. A date, certaines organisations parlent de plusieurs milliards de FCFA de pertes pour l'économie nationale et pour les divers acteurs économiques, compte non tenu de ce que cela implique pour les individus à une ère où internet est tout simplement devenu un droit humain au même titre que le droit à la vie ou à l'information. Les villes mortes sont passées d'un jour par semaine à trois. Les commerçants du marché Mboppi évoquent une baisse de plus de 40 % de leur chiffre d'affaires et des graves difficultés à rentrer en possession à Tiko ou Kumba de leurs marchandises venant du Nigéria, le plus grand partenaire du Cameroun avec 3,5 % en moyenne d'importations de produits camerounais et 17 à 22 % en moyenne d'exportations sur le Cameroun.

En fin de compte, le gouvernement a manqué l'occasion de redorer son blason en travaillant sur la prise de parole modérée sur la crise, sur la différence entre réalité objective et réalité perçue, sur la nécessité de jouer sur la réactivité, l'empathie et la reconnaissance des responsabilités, sur le leadership (le Premier ministre s'exprimant dans les médias plutôt que le ministre de la Communication) et un maximum de transparence (sur les efforts menés pour solutionner la crise), sur la cohérence entre le discours, les actes et leur démonstration.

Au fond, le mal ne vient-il pas de beaucoup plus loin, amplifié par la gestion chaotique de la catastrophe ferroviaire de ... 2016 ? Assurément. Car le « follow up » de cette précédente crise ayant endeuillé des familles anglophones et francophones, dont le monde entier attendait les résultats de l'enquête annoncée à grand renfort de publicité, n'a jamais eu lieu et c'est dans

la foulée qu'à Bamenda des revendications longtemps contenues d'avocats et enseignants a surgi.

Le Cameroun a donc depuis longtemps mal à la gestion des crises et sa communication de crise. Ce qui depuis longtemps affecte la réputation du gouvernement et partant du label Cameroun à l'étranger.

## (ii) Communication sociale : incapacité à impulser un changement de comportement

Le 15 février 2017, au cours du point de presse qu'il a tenu pour informer l'opinion nationale et internationale du sort des activistes arrêtés en régions anglophones et transférés à Yaoundé, le gouvernement va s'autoriser des commentaires menus sur la(s) procédure(s) judiciaire(s) en cours, au mépris de la loi. Il a refusé de répondre aux questions des journalistes en se réfugiant habilement derrière l'article 169 du Code Pénal relatif aux commentaires tendancieux, qui expose celui qui relate publiquement une procédure judiciaire non définitivement jugée dans les conditions telles qu'il influence même non intentionnellement l'opinion d'autrui pour ou contre l'une des parties, à des sanctions pénales pouvant aller jusqu'à trois mois d'emprisonnement ferme. Mais les propos tenus ce jour-là ne visaient-ils pas à influencer l'opinion ? Lorsque dans une communication gouvernementale, en l'absence du commissaire de gouvernement, ou simplement du Ministre de la Justice, Issa Tchiroma s'autorise des développements sur les fondements légaux des poursuites judiciaires, ne remplit-il pas en ce moment l'unique mission de légitimation au sein de l'opinion, d'une procédure querellée ? Surtout quand dans le même temps, il ne dit strictement rien du sort judiciaire réservé aux militaires, gendarmes et policiers qui ont sauvagement réprimé des étudiants et autres manifestants dont certains ont perdu la vie.

Cette manière de faire délégitime le gouvernement à impulser des changements de comportements chez les Camerounais alors que tout le monde s'accorde à dire que de nombreux comportements gagneraient à être corrigés si le pays veut se projeter de manière résolue vers son développement : incivisme urbain et fiscal, corruption, détournement de deniers publics, etc.

### 3. Jeunesse et pouvoir : prémices d'une redéfinition du jeu des acteurs politiques au Cameroun

Il y aura un avant et un après « crise anglophone » au Cameroun. Et ceci pour trois raisons essentielles : beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis 1990 et les vents de démocratisation (i), les modes de vie et surtout de communication ont décentré les sources de production et de consommation de l'information (ii), les discours politiques ne peuvent plus se contenter d'être des vœux pieux ressassés à longueur de mandat (iii) et les dissonances de l'analyse transactionnelle au Cameroun interpelle sur le type et la qualité de discours que les politiques tiennent aux jeunes.

#### (i) Les temps ont changé depuis 1990 et l'effritement bien pensé de l'offre politique

Avec les vents d'Est, la décennie 1990 a vu fleurir en Afrique des acteurs politiques qui se découvraient un destin national ou se redécouvraient une virginité politique après avoir été au cœur des systèmes politiques autocrates. Les populations, oubliées des brimades, humiliations, meurtres, ou tout simplement peu portées à la rancune, ont tout de suite adopté ces nouveaux messies sans être très exigeantes sur leur projet de société.

Près de trois décennies plus tard, une pluie de désillusions essuyée, les populations se retrouvent désabusées et en quête de nouvelles voix, de nouveaux modèles, de nouveaux messies. Les pouvoirs en place ayant réussi à éroder la confiance des populations dans les oppositions formelles ou informelles, l'on a assisté à un effritement voire un essoufflement de l'offre politique au moment même où le constat s'impose qu'il y a une forte demande de renouvellement du personnel politique du pouvoir comme de l'opposition.

Au Cameroun, le principal parti d'opposition est un parti dont les ambitions nationales ont savamment été ramenées à des proportions régionales pour ne pas dire strictement anglophones, comme l'origine de son président et de la majorité de son personnel politique. Le Social Democratic Front (SDF), pour ne pas le nommer, a depuis sa naissance en 1991, vu son influence et sa recette politique s'amenuiser progressivement alors que dans le même temps, quelques cadres se dotaient de titres fonciers aux postes occupés. A titre d'exemples :

le Chairman de ce parti est à sa 26e année à la tête du parti et n'est pas près de passer la main. Joseph Mbah Ndam est vice-président de l'Assemblée nationale depuis 1997 tandis que Awudu Mbaya Cyprian, questeur à l'Assemblée depuis 1997. Joseph Banadzem est président du groupe parlementaire SDF à l'Assemblée depuis 1997. Jean Tsomelou, son homologue au Sénat et nouveau secrétaire général du parti, a été élu député en 1997 puis sénateur en 2013.

En cinq ans, la première formation d'opposition du Cameroun a perdu une partie de son implantation territoriale. Alors que le SDF avait présenté 103 personnes aux législatives de 2007, il n'en a soutenu que 64 en 2013. Pis, non seulement ce nombre est déjà bien insuffisant pour espérer contrôler une Assemblée de 180 députés, mais le parti était aussi absent de l'Adamaoua, du Centre, de l'Est, de l'Extrême-Nord et du Sud, soit de cinq des dix grandes régions qui composent le pays.

Autre symbole : en 1996, le SDF dirigeait 70 communes sur 360 et comptait 43 députés. À l'heure actuelle, il n'a plus dans son giron que 23 mairies et un contingent de 18 députés, tandis que le RDPC, qui ne se prive pas de s'appuyer sur une administration qu'il contrôle, caracole toujours en tête avec 148 représentants à la chambre basse.

(ii) Les modes de vie et surtout de communication ont décentré les sources de production et de consommation de l'information

La digitalisation de la vie en Afrique où l'on évoque un taux de pénétration des smartphones à 68 %, un taux de pénétration de l'internet de l'ordre de 29 % et surtout un taux de pénétration des téléphones portables de l'ordre de 60 % selon certaines sources. Soit un taux de pénétration de 11 % des réseaux sociaux et de 8 % de taux de pénétration des réseaux sociaux à partir d'un mobile.

Ces chiffres interpellent d'autant plus que le décentrement des sources de production et de consommation d'information a accompagné cette révolution. Les citoyens ont étoffé leur palette de compétences et sont devenus producteurs de l'information ... instantanée, au point de devenir des concurrents sérieux des professionnels de l'information. De même, ces citoyens ont vu se multiplier sous leurs yeux les sources d'information, mettant en difficulté les gouvernants qui n'ont pas fait le pas de la digitalisation et réformer en conséquence leur regard sur l'obligation d'informer les gouvernés de manière proactive.

(iii) Les discours politiques ne peuvent plus se contenter d'être des vœux pieux ressassés à longueur de mandat

Longtemps, les hommes politiques, notamment ceux au pouvoir, ont cru pouvoir se contenter de vœux pieux mille fois répétés sans se lasser. Devant une demande pressante de plus de redevabilité ou a minima plus d'échanges avec les populations à la base, ils ont quelquefois dû se forcer à modifier leur nature, changer la façon de gouverner ou tout simplement augmenter la fréquence de leurs échanges avec les populations.

Au Cameroun, la crise anglophone a poussé Paul Biya à se faire violence, de manière « historique ». Habitué à voir le Chef de l'Etat prendre la parole à trois occasions par an : la cérémonie des vœux du Corps diplomatique et des corps constitués, la fête de la jeunesse, et le discours de fin d'année, les Camerounais ont vu Paul Biya s'exprimer trois fois en une semaine : les 3, 8 et 10 février 2017. Avec comme fil d'Ariane, l'unité nationale. La première au Quartier Général de Yaoundé pour rendre hommage à trois officiers de l'armée, dont un général, tués dans un crash d'hélicoptère dans une opération de la lutte contre Boko Haram. La deuxième pour féliciter les Lions indomptables revenus de la Coupe d'Afrique des Nations au Gabon 2017 avec le trophée de champions, et la troisième étant la traditionnelle adresse à la jeunesse. Pour cette dernière, il s'agit d'une date qui n'est pas innocente sur le plan mémoriel et historique, et elle nous renseigne en partie sur ce qui se passe en zones anglophones. Paul Biya, politicien émérite jouant sur cette date de manière subliminale.

En effet, le 31 mai 1961, rappelle Cabral Libii, analyste politique camerounais, « Dans un message à la nation le 31 mai 1961, le Président Ahidjo déclara « la force l'a emporté sur la justice ». C'est ainsi que le 1er juin 1961 fût déclaré « jour de deuil national ». Et pour cause, cette date correspond au rattachement officiel du Northern Cameroon au Nigéria, subséquemment au plébiscite organisé le 11 février 1961 à l'issue duquel, le British Cameroon fut partitionné. Cinq ans plus tard, en 1966, le Président Ahidjo décide de transformer le deuil national, en fête nationale. Il choisit donc non pas, le 1er juin qu'il avait pourtant désigné jour de deuil national, mais plutôt le 11 février, date de commémoration du plébiscite qui divisa le British Cameroon. Le paradoxe de cette nouvelle fête réside en ce que, contrairement au jour de deuil qui déplorait la séparation de nos frères du Northern Cameroon, partis au Nigéria, le 11 février, fête nationale,

ne va pas célébrer le rattachement de nos compatriotes au Cameroun Oriental. Le jour de fête est plutôt dédié à la jeunesse. Glissement qui va être diversement interprété. A ce jour, et à la faveur notamment de la crise anglophone, ce choix semble ne pas encore avoir livré tous ses secrets. Toujours est-il, que l'idée de fêter la jeunesse ne venait pas ex nihilo. Dans le Cameroun occidental d'alors, était bel et bien célébrée «the Youth Day» (journée de la jeunesse) qui devait son existence, selon toute vraisemblance, à un autre événement, « the Empire Day » (journée de l'empire) célébré des années 1950 à 1960 en Grande Bretagne. A côté de cette justification, existent bien d'autres. Tantôt on fait allusion à la volonté présidentielle de s'approprier la philosophie d'une « jeunesse, fer de lance », inspirée par Israël, un pays avec lequel le Président Ahidjo entretenait alors d'excellentes relations, tantôt on invoque la victoire éclatante d'Oryx de Douala, vainqueur de la coupe africaine des Clubs champions, le 7 février 1965 face au stade malien, victoire que le Président aurait souhaité graver sur du marbre. La première édition de 1967 fût célébrée sous le thème : « JEUNESSE ET PRISE DE CONSCIENCE ». En tous cas, si cette victoire d'Oryx a vraiment été le mobile profond ou décisif d'Ahidjo, la 51ème édition de 2017, aura donné pleine résonance à cela, du fait de la victoire des lions indomptables. Et finalement, grâce à ce sacre, la jeunesse aura eu droit à deux discours en l'espace de deux jours. Avec en bonne place évidemment, la jeunesse footballistique.

Ce qui se dégage c'est qu'en 2017 comme en 1966 le Chef de l'Etat a soigneusement évité de prendre la parole spécialement pour parler de la situation de la partie anglophone, mais davantage de noyer son propos dans une occasion n'ayant aucun lien direct avec le problème touchant environ 20 % de la population.

Le charme de cette manière de procéder semble ne plus faire son effet, car la crise perdure. Il y a sans doute eu une lassitude progressive devant tant d'effets d'annonce comme cette promesse fait le 10 février 2007 de mettre 236 milliards dans un plan d'action quinquennal en faveur des jeunes, ramenés à 136 milliards le 10 février 2009, et à 102 milliards le 10 février 2017 sur un plan triennal cette fois.

(iv) Les dissonances de l'analyse transactionnelle au Cameroun :  
qui dit quoi aux jeunes ?

Théorie élaborée dans les années 1950 par Eric Berne, l'analyse transactionnelle n'est plus seulement « Ce qui se passe dans l'intervalle, entre bonjour et au revoir, (relevant) d'une théorie spécifique de la personnalité et de la dynamique de groupe (...) », car aujourd'hui elle est couplée à d'autres approches comme la systémique de l'Ecole de Palo Alto.

Par ses – très rares – prises de parole et leur timing, par leur contenu, par ses silences qui ont inspiré toute une thèse récemment soutenue à l'Université de Yaoundé II, par sa gestuelle, ses tenues et leur couleur, le Chef de l'Etat camerounais est tout le temps en train de communiquer. C'est à croire que c'est un incorrigible chercheur en communication et le Cameroun est son cobaye, tandis que l'espace médiatique est son laboratoire.

Or, en décidant même de s'exprimer, d'agir et de le démontrer, le Chef de l'Etat a failli à trois niveaux au moins : le timing (il a choisi de s'exprimer le plus tard possible), le contenu (la posture d'Etat à laquelle il a habitué les Camerounais est celle de la distance : plus que les mots, en n'effectuant pas une visite dans ces deux régions avant que la crise gagne en ampleur, lui réputé par ailleurs grand voyageur, il a manqué le coche au niveau du contenu) et les actes (en choisissant de faire arrêter les leaders du Consortium, l'Avocat Général près de la Cour Suprême, des avocats, de faire entendre sur des chefs d'accusation passibles de peine de mort Akere Muna reconnu comme l'un des hommes les plus intègres du pays ou de créer une Commission nationale de promotion du bilinguisme et du multiculturalisme où il a finalement nommé une pluie de has been alors qu'il promettait quelques jours plutôt d'y faire jouer un rôle accru aux jeunes), il a démontré son incapacité à résoudre durablement la crise.

Et l'un des moments forts de cette incapacité se joue par devers lui désormais dans le procès hyper-médiatisé – internet dans les régions anglophones ou pas – des activistes de la crise anglophone. Après l'impair du tribunal militaire consistant à notifier en français et sans traduction les charges qui pèsent contre eux, voici que le Président de la République a décidé de nommer Ngwane George Essambe, fondateur d'une Osc basée à Buea, AfricaPhonie, et membre du Consortium pourtant interdit par le régime, dans la Commission Nationale de Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme.

#### 4. Identité nationale : nécessité de penser les substrats d'une réalité jamais pensée

Plusieurs acteurs et analystes se sont prononcés dans le cadre de cette crise. Quelques illuminés, y compris au sein des journalistes, se sont risqués à un vocabulaire pour le moins curieux, mais de toute évidence de nature à jeter le trouble dans l'esprit du grand public ou de l'huile sur le feu pour faire simple.

Le débat de fond dans cette affaire a été évoqué par quelques analystes, qui soit ont remis au goût du jour les luttes des pères de l'indépendance du Cameroun, soit ont osé s'aventurer sur un débat que ne veut pas avoir le gouvernement, soit ont compris qu'il était temps de se poser les bonnes questions.

##### (i) Apprendre des modèles des nations multicommunautaires dans le monde

Le Cameroun n'est pas le premier pays à devoir se penser sur une assise multicommunautaire. Par conséquent, il a intérêt à étudier les modèles qui ont réussi à fédérer cette richesse et en à en faire un tout plutôt qu'un handicap. Au nombre de ces pays, on compte le Liban, l'Inde, et surtout le Canada et les Etats-Unis.

Le Cameroun n'est pas obligé de répéter les erreurs par lesquels ces pays sont passés, mais doit tirer d'une étude approfondie des divers modèles qui y ont été expérimentés pour élaborer son propre modèle.

##### (ii) Recenser les identités communautaires camerounaises et en faire une synthèse

Le Cameroun revendique pas moins de 248 ethnies qui présentent une immense variété de cultures et d'héritages divers, ainsi que des modalités d'exercice du pouvoir et de gestion des affaires de la collectivité qui gagneraient à être non seulement recensées, documentées, mais également filtrées afin de proposer à un référendum aux Camerounais un projet enrichi des diverses sensibilités culturelles et ethniques du pays.

### (iii) Définir enfin l'identité nationale camerounaise

Dotés de tous les matériaux suscités, le Cameroun sera alors capable de définir ce que veut dire « être Camerounais », au-delà des pièces officielles d'identité. Les aspirations les plus profondes des personnes revendiquant leur attachement au Cameroun devront dans ces conditions porter sur les piliers suivants par ordre de priorité :

- ◆ **Le territoire** : La superficie du pays n'est pas seulement l'enjeu de cette claire définition du territoire camerounais. Il y va aussi de la question de la claire définition de ses frontières. Car cela a des répercussions sur les rapports avec les pays voisins où se trouvent dans des proportions plus ou moins importantes des prolongements ou extensions de certaines micro-nations ou communautés camerounaises.

La question territoriale est aussi celle de savoir comment le territoire est envisagé et réparti de manière à savoir où situer quelle ambition stratégique, économique, industrielle, universitaire, scientifique, technologique, énergétique, militaire, forestière, faunique, touristique, culturelle, etc.

- ◆ **L'histoire** : Le Cameroun n'a jamais pu se donner l'occasion de se réconcilier avec son passé, glorieux ou non, avec ses héros, ses traîtres, ses mythes et ses zones d'ombre. C'est l'occasion de le faire.

- ◆ **La race** : Peut-on être d'une autre couleur de peau que la couleur noire et être Camerounais ? La question raciale qui semble aller de soi gagnerait sans doute à être abordée.

- ◆ **La culture** : Quelles traditions préserver ? Quelles coutumes perpétuer ? Quelles mœurs conserver ? Il faudra des réponses à ces questions.

Le Cameroun doit pouvoir identifier les valeurs qui font le Cameroun de manière à ce que leur promotion de par le monde permette à toute personne de reconnaître un Camerounais. Cela passe par l'architecture, la musique, la peinture, la cuisine, etc.

A ce niveau les aspects culturels devraient même intégrer les aspects de culture politique. Il n'y a pas que les conceptions de gauche et de

droite qui existent en politique. En analysant les outputs d'une étude commandée par la GIZ sous l'égide de la Conférence Africaine de la Décentralisation et du Développement Local (CADDEL), on découvre des conceptions différentes de gérer les minorités qui ne pensent pas comme la majorité et de leur éviter les blessures et l'humiliation de la défaite de leurs idées.

- ◆ **Les symboles** : Le drapeau, l'hymne, la devise, les emblèmes et armoiries du Cameroun doivent être l'émanation de cet exercice de définition de ce que c'est que d'être Camerounais et non l'héritage mal assumé d'un transfert mal abordé des petits chantiers amorcés de manière plus ou moins maladroite sous le regard parental du colonisateur.
- ◆ **La langue** : La question linguistique qui a focalisé les esprits dans le cadre de la crise anglophone, est un des piliers de la nouvelle – disons de la véritable – identité nationale du Cameroun ainsi définie. Il va s'agir de définir le type et le nombre de langues au cœur de l'identité camerounaise ainsi que le rapport de prééminence entre elles. D'autres pays comme le Rwanda l'ont réussi. Pourquoi pas le Cameroun ?
- ◆ **L'éducation** : Le modèle éducatif camerounais doit pouvoir clairement émerger de cette définition de l'identité nationale camerounaise. Fini les tergiversations ou la cohabitation de deux sous-systèmes francophones et anglophones sans aucune perspective au niveau universitaire, notamment pour le sous-système anglophone. Il est temps pour le Cameroun d'avoir une conception endogène de l'école, de son utilité, de ses enseignants et de leur profil, de ses filières, de ses curricula et diplômes, de l'utilisation de ses produits, entre autres.
- ◆ **L'Etat** : La forme de l'Etat, contrairement à ce qui a pu se dire au cours des derniers mois à la faveur de la crise anglophone, est un point important de débat national et l'identité nationale camerounaise devrait intégrer cet aspect. (cf. point [iv] ci-dessous).

- ◆ **Les institutions du pouvoir** : Il est impératif d'intégrer la conception du pouvoir et des institutions qui l'incarnent dans le projet d'identité nationale à élaborer (cf. point [iv] ci-dessous).
- ◆ **Les contre-pouvoirs** : Il n'y a pas de pouvoir sans contre-pouvoir, comme nous l'enseignent les traditions des cultures séculaires de notre pays et les usages des pays qui ont déjà réussi le pari de se définir une identité.
- ◆ **L'arsenal législatif** : Les lois qui régiront le Cameroun nouveau devront être inspirées de cette vision du monde et de la place du pays dans ce monde-là. Que ce soit sur le plan civil, commercial, social, administratif ou pénal, l'identité camerounaise doit pouvoir se doter des lois qui correspondent à la nouvelle donne.
- ◆ **L'économie** : Ce ne se sera pas un luxe pour le Cameroun de déterminer sur quels fondements donner un visage à son économie. Certaines micro-nations ou communautés camerounaises ont développé des qualités qui peuvent être approfondies pour bâtir un modèle national, par exemple. Mais il est de toute manière important d'avoir une vision nationale à inculquer au peuple dès le bas-âge et dont les fondements doivent être enseignés à tous les niveaux académiques de manière à susciter des métiers correspondants et œuvrer à leur absorption dans le monde de l'emploi. Mais il s'agit aussi de tracer les contours d'une intelligence économique proprement camerounaise.
- ◆ **La science** : La question de la science dans le dispositif de l'identité d'une nation se pose sans doute davantage en termes de sciences et technologies ou sciences et innovations. Il va être question de régler cette préoccupation essentielle.
- ◆ **L'armée** : Au cours des 70 dernières années, l'armée a joué un rôle que lui avait confié le colonisateur, puis les deux présidents qu'a connus le Cameroun avec de forts relents d'influence française. Il est temps de savoir quelle armée les Camerounais veulent avoir, avec quelles missions, quels moyens, quels profils, quels résultats attendus.

- ◆ **La diplomatie** : Le Cameroun doit pouvoir déterminer quelle est sa position dans le monde, et déterminer les répercussions de cette position sur ses relations avec ses proches voisins, les autres pays africains et le reste du monde.
- ◆ **La religion** : La dimension spirituelle de la vie d'un pays ne peut être traitée avec légèreté. Tous les pays qui ont une avance singulière sur le Cameroun ne sont pas une identité spirituelle. Abordée sous l'angle de la laïcité ou d'une orientation religieuse précise, la question de la spiritualité ne saurait s'imposer au pays dans son format actuel, comme un fardeau que le pays subit mais comme une part assumée de l'identité nationale.

Cette proposition va sans doute ressusciter le débat de la prééminence entre Etat et Nation, sachant que l'un implique une idée d'organisation politique et administrative, et l'autre une idée de communauté spontanée ou historique. Et qu'une nation peut appartenir à plusieurs États, et un État comprendre plusieurs nations. Quand État et nation coïncident, on parle d'État-Nation, soit que l'Etat préexiste à la Nation (cas de la France, historiquement) soit qu'une Nation se dote d'un État (cas des Etats-Unis).

La présente proposition vise simplement à résoudre le problème du Cameroun où l'Etat est à penser – ce qui en a tenu lieu jusqu'ici étant un monstre dans lequel les Camerounais ne se sont jamais reconnus ni retrouvés – et où les micro-nations ou communautés n'ont jamais évolué vers une organisation politique et administrative surplombante et fédérative qui intègre un territoire plus étendu et d'autres micro-nations ou communautés.

Il va donc s'agir d'une double invention ou construction : l'Etat-Nation du Cameroun.

#### (iv) Promouvoir cette identité nationale

Promouvoir cette identité nationale revient simplement à promouvoir le désir, la décision, et le sacrifice individuel et collectif à vivre ensemble. Car c'est in fine de cela qu'il est question, vivre ensemble, sans que cela soit quelque chose de subi, mais d'assumé.

La promotion de cette identité nationale, imaginaire collectif uniformisé, est un immense chantier qui passe par au moins les voies et supports suivants :

la littérature, la télévision, la musique, le cinéma, les arts visuels, les arts de la scène, les réseaux sociaux, l'affichage, le mobilier urbain.

(v) Identité nationale et institutions de gouvernance du pays :  
le défi ultime

La gouvernance est une notion qui évoque les nouveaux modes de comportement et de fonctionnement dans l'évaluation et les prises de décision. Ces modes de comportements mettent en relation une multiplication de lieux et d'acteurs impliqués tant aux échelles locales et supra. A l'échelle nationale, la gouvernance renvoie aux interactions entre l'Etat et ses démembrements, le corps politique et la société. Pour fonctionner, la gouvernance doit être déclinée à toutes les échelles de gouvernement. Il n'y a donc pas un modèle unique de gouvernance mais bien des systèmes de gouvernance.

La notion de gouvernance met l'accent sur plusieurs types de transformation des modalités de l'action publique :

- ◆ elle remet en cause le modèle de politique traditionnelle (où seules les autorités politiques ont la responsabilité de la gestion des affaires publiques) ;
- ◆ elle met l'accent sur la multiplicité et la diversité des acteurs qui peuvent intervenir dans la gestion des affaires publiques : collectivités territoriales, organismes internationaux, ONG ou entreprises privées... Tous ceux qui sont en mesure de trouver des solutions aux problèmes collectifs que rencontrent les sociétés ;
- ◆ elle insiste sur l'interdépendance des pouvoirs politiques et des intervenants plus larges. La gestion des affaires publiques repose sur un processus d'interaction/négociation entre des intervenants très diversifiés. La gouvernance implique donc la participation, la négociation et la coordination afin de dépasser les intérêts divers et conflictuels et parvenir à un consensus rapide et efficace.

Sans trancher dans le débat qui oppose les tenants du statu quo à ceux d'une décentralisation plus poussée ou à ceux du fédéralisme, nous formulons la pro-

position de voir les Camerounais se prononcer sur un projet de gouvernance émanant du projet d'identité nationale.

Cet exercice demande de ne pas perdre de vue que le pays a hérité de deux « cultures politiques » distinctes en 1961 dont le peuple a pu découvrir les avantages et inconvénients de la mise en œuvre et est par conséquent en mesure d'en tirer toutes les leçons. En zones anglophones, l'imaginaire de l'Etat et des institutions, les rapports entre eux et les « corps professionnels et intermédiaires » obéissaient à un modèle « coopératif » britannique dit de l'« Indirect Rule ». Par contre dans le Cameroun francophone, le modèle français « commandiste » (Mbembe). Pour faire simple, le premier modèle était proche des modèles précoloniaux qui privilégiaient l'inclusion et la pluralité d'opinion.

Pour Mbembe, « La « francophonisation » de l'État, des institutions et de la culture politique sur le modèle colonial du « commandisme » est bel et bien la raison qui a conduit à l'impasse actuelle ». Il propose pour en sortir de « dé-francophoniser » l'État, c'est-à-dire, de véritablement le décoloniser. « Telle est l'opportunité quasi-historique que nous présente la dissidence anglophone ».

Le Cameroun a donc une occasion en or, non pas de retourner dans le passé, mais de se projeter de manière plus pertinente dans un modèle d'avenir qui ne soit ni francophone, ni anglophone, mais camerounais.

Et puis, il n'est point besoin d'agiter la question du fédéralisme tel un épouvantail ou de le convertir en moyen tout trouvé pour une partition du Cameroun. En soi, le modèle fédéraliste a des exemples de réussite sous forme d'agré-gations (Etats-Unis, Suisse, Allemagne), sous forme mixte (Canada, Malaisie, Nigeria), ou sous forme de désagré-gations (Belgique, Espagne, Afrique du Sud), mais aussi d'échecs (URSS, Yougoslavie, Tchécoslovaquie). De même, il existe des modèles de succès de décentralisation (Inde, France, ...) et des échecs.

Il n'existe donc pas de solution miracle et le Cameroun devra trouver son propre modèle dans le cadre de la définition de son identité et non en plaçant le fédéralisme comme une charrue avant les bœufs.

Ce n'est pas un luxe de réfléchir à l'après-Biya alors que le Président âgé de 84 ans vient de faire reconduire au Sénat, un homme âgé de 82 ans et constitutionnellement son dauphin en cas de décès. De toute manière, d'autres acteurs, étrangers, qui prennent cette succession au sérieux, au moment d'analyser s'il

y a lieu de venir risquer leur argent au Cameroun, abaissent la note du Cameroun du fait du risque qui existe sur le plan politique de voir le pays sombrer dans l'anarchie.

## Conclusion

Qui se souvient aujourd'hui de la victoire de l'anthropologue Benjamin Nnamdi Azikiwe à l'élection de 1951 dans le Eastern Nigeria ? Il dirigeait alors la liste du parti dénommé National Council of Nigeria and Cameroon fondé en 1944, soit 4 ans avant la naissance du premier parti politique camerounais dénommé Union des Populations du Cameroun (UPC). Les travaux de Joseph Richard et ceux d'Achille Mbembe nous réconcilient avec l'histoire de l'UPC quand dans le même temps ceux de Piet Konings et Francis Nyamnjoh nous enseignent l'histoire du Cameroun anglophone.

La victoire de Benjamin Nnamdi Azikiwe et les nominations qui suivirent autour d'une coalition avec les « intellectuels Ibos et Métis », provoquèrent le mécontentement de l'élite du Cameroon Occidental en majorité constituée de moniteurs indigènes comme on disait à l'époque. Parmi ces moniteurs, John Ngu Fontcha, Salomon Tandem Muna, Augustine Ngom Jua et Emmanuel Mbella Lifafa Endeley.

Certains analystes les présentent comme responsables des rivalités entre ceux qu'ils appellent alors les « Fulani », à savoir les Camerounais d'expression anglaise et de confession musulmane qui habitent le Northem Camerouns, et les populations du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, c'est-à-dire entre Sawa et Grassfields de langue anglaise et de confession chrétienne. Il est important de savoir que les populations actuelles du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sont constituées essentiellement de Sawa (Douala) de Bakwéri, et de Bansa. Par ailleurs, il y eut dès 1895, sous domination allemande, une immigration de main d'œuvre qui a vu les Bassa de la région du Littoral, les Eton du département de la Lékié (région du Centre), les Ndjem de la région de l'Est, constituer un socle important de la population des villes du Sud-Ouest telles que Tiko, Limbé, Buéa, Kumba et Mamfé. Ainsi donc à titre d'information Peter Esoka est Bassa et Temfac Ofège Dschang avant d'être des anglophones.

Ce rappel historique a pour but de montrer la nécessité de créer des frontières étanches entre anglophones et francophones, car la réalité des liens entre les tribus classiques et les Camerounais se plaignant de marginalisations diverses du fait de leur « anglophonité » est un peu plus complexe et rappelle simplement que le projet Cameroun est encore à élaborer, si l'on veut réussir le pari du vivre-ensemble.

La crise anglophone, comme il convient d'appeler le mouvement d'humeur jamais auparavant, paralyse non seulement la vie des populations des deux régions anglophones du Cameroun, mais aussi la gestion des affaires publiques et des affaires tout court.

En utilisant trois stratégies de communication de crise, non seulement inadaptés, mais spectaculairement scandaleuses pour une population dont le passé de résistance et de détermination aurait dû alerter les décideurs, le gouvernement s'est mis en mauvaise posture et s'est quasiment disqualifié à identifier une sortie de crise honorable pour toutes les parties en présence. En effet, en écartant d'emblée la seule stratégie payante qui est la seule qui aurait permis de circonscrire la crise, le gouvernement a rappelé aux bons souvenirs des Camerounais à quel point il est coutumier des formules cosmétiques pour guérir des cancers – si l'on nous permet l'expression – ou des virus. Des formules cosmétiques ou des raccourcis faciles dont le peuple n'est que trop le spectateur désabusé.

Dans un environnement normal, avec des acteurs normaux, des habitudes normales, des dispositifs normaux, des procédures normales, on sort d'une crise soit en cicatrisant, soit en musclant, soit en confortant.

Mais « le Cameroun c'est le Cameroun ». C'est pourquoi alors que le pays vit une crise dont personne ne sait encore ni quand et comment elle s'achèvera, le gouvernement a multiplié les efforts et moyens de toutes sortes pour organiser une tournée nationale à un trophée de football (Bamenda le ... février et Buea le 24 février), croyant ainsi guérir les plaies d'une situation infiniment aggravée par ce sédatif qui comme tous les sédatifs a des effets de très courte durée. Autre événement sédatif ; la course de l'espoir le 25 février 2017 avec le doux espoir que l'année blanche qui se profile à l'horizon soit sauvée par les liesses éphémères que sait générer le sport sur les masses populaires et dont le régime a fait sa marque de fabrique.

# Cahiers du Mapinduzi 3

## Identités et gouvernance en Afrique

---

- ▷ Introduction : conclusion de la rencontre de Dakar
- ▷ Identités multiples et croisées: quelques notes autobiographiques de participants à l'atelier de Dakar
- ▷ Flaubert Djateng :  
Tribalisme et tribalité. L'Afrique bloque elle-même son développement
- ▷ Christiane Kayser :  
Les parias d'Afrique : comment sortir de la logique d'exclusion ?
- ▷ Jean-Pierre Olivier de Sardan :  
La « question touareg » aujourd'hui au Mali : rappel des faits et mise en perspective
- ▷ Mamou Daffé :  
Identités culturelles Et gouvernance : quel modèle pour l'Afrique ?
- ▷ Aman Iman :  
Le Mali à l'épreuve de la « salade de fruits »
- ▷ Mohamed Ould Badi :  
« Nous voulons juste vivre – vivre dans la dignité. » Extrait d'un récit venu du camp de réfugiés de Mentao-Nord au Burkina Faso
- ▷ Sheku Kawusu Mansaray :  
Identités ethniques et création de la nation. L'expérience de la Sierra Leone
- ▷ Désirée Lwambo :  
La cohérence sociale a-t-elle un prix ?  
L'autonomisation économique,  
... et le conflit à l'Est de la RDC
- ▷ Marie-José Mavinga Kumba :  
Rébellions et insécurités en RDC
- ▷ Kamdem Souop :  
« Je m'appelle Kamdem Souop et je suis originaire de Yaoundé »
- ▷ Bala Wenceslas Sanou :  
Terres rurales d'accueil, puis d'exclusion :  
ré-inclure par le gestion des peurs ...
- ▷ Jean Emile Vincent Nkiranuye :  
Identités gouvernance locale et gestion des conflits à l'Ouest de la Côte d'Ivoire
- ▷ Hubert Diabaté :  
La gouvernance « moderne »  
et la culture du milieu senoufo au Mali



# Cahiers du Mapinduzi 4

## Les sociétés civiles en Afrique

---

- ▷ Synthèse des échanges à la rencontre de Ségou, mars 2015
- ▷ Gilles Olakounlé Yabi :  
Changer d'avenir en Afrique de l'Ouest le pari du Wathi
- ▷ Jean-Pierre Olivier de Sardan :  
Réflexions sur la situation en Afrique de l'Ouest
- ▷ Abdoulaye Diallo :  
La situation en Casamance : défis et opportunités pour la société civile
- ▷ Kä Mana :  
Société civile en République Démocratique du Congo
- ▷ Kamdem Souop :  
Mort de la tribu originelle et refondation de l'Etat africain
- ▷ Christiane Kayser :  
Sociétés civiles : initiatives, mouvements, ONGs
- ▷ Uta Bracken :  
Contribuer au changement social ?
- ▷ Jeanot Minla Mfou'ou :  
Regards croisés sur les sociétés civiles africaines
- ▷ Flaubert Djateng :  
La Société Civile Camerounaise est elle inutile, nuisible ou porteuse d'espoir ?
- ▷ Laura Anyola Tufon :  
La place des femmes dans la gouvernance participative
- ▷ Mamou Daffé :  
La société civile au Mali :  
Opportunités et Questionnements
- ▷ Ambroise Dakouo :  
Jeunesse et réinvention de la gouvernance post-crise au Mali
- ▷ Frederick Golooba-Mutebi :  
Partenariat ou émasculature ?
- ▷ Djerlar Miankeol :  
L'accaparement des terres des pauvres dans la Commune de Moundou, au Sud du Tchad
- ▷ Pierre Kahenga :  
Ressources foncières au Katanga



Métissages, migrations et mouvements de jeunes  
Synthèse de la Rencontre de Ouagadougou de Mapinduzi Unit  
18 au 21 avril 2017

**Samir Abi** Dans un monde d'opportunités

**Flaubert Djateng**

La jeunesse africaine, force vive ou force vide ?

**Christiane Kayser**

Métissages, fusions culturelles, interfécondations, triangulations,  
branchements... : les interfaces entre le local et le global

**Serge Siyva**

Les mouvements citoyens, outils de construction d'une  
citoyenneté à identités multiples

**Onesphore Sematumba**

Est de la RDC, la mobilité meurtrière

**Kennedy Mwema**

Nord Kivu : les migrations de tous les dangers

**Ambroise Dakouo**

Les dynamiques contestataires des jeunes au Mali :  
vers l'émergence d'un contre pouvoir ?

**Harry Davies**

Le militantisme de la jeunesse britannique :  
défis, espoirs et préoccupations

**Samir Abi** Des ponts, non des murs !

**Maïmou Wali** Cercle d'Action et de Réflexion

**Sébastien Ouedraogo**

Retour « volontaire » de 154 infortunés burkinabé de la Libye

**Kamdem Souop**

Crise anglophone au Cameroun :  
Opportunité d'élaboration d'un projet d'identité nationale



**Brot**  
für die Welt